97e ANNÉE
VOL. 97

N° 16
2305

20 AVR 1965

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 17 avril 1965

Quebec, Saturday, April 17, 1965

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante.

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 8903 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 8903 — 1-52-o

Lettres patentes

A. & D. Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, et Claire Culhane, secrétaire, célibataire, 2199, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de tissus et produits d'iceux, sous le nom de « A. & D. Textiles Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1123-65

Abond Plastics Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1965, constituant en corporation: Sol Schipper, manufacturier, Joseph M. Naimer, marchand, et Barbara Naimer, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph M. Naimer, tous trois de 5758, Westluke, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de subtances plastiques et en faire le commerce sous le nom de « Abond Plastics Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires

Letters Patent

A. & D. Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel 134 Finchley Road, Hampstead, and Claire Culhane, secretary, spinster, 2199 Harvard, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of fabrics products, under the name of "A. & D. Textiles Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1123-65

Abond Plastics Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sol Schipper, manufacturer, Joseph M. Naimer, merchant, and Barbara Naimer, housewife, wife separate as to property of the said Joseph M. Naimer, all three of 5758 Westluke, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances ao all kinds, under the name of "Abond Plastics Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value

d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6875, avenue de l'Épée, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1083-65

of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 6875 de l'Épée Avenue, Montresl, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1083-65

Acme Dyers Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1965, constituant en corporation: Joseph Nadler, importateur, 4687, avenue Montclair, Montréal, Isadore Tabachnick, importateur, 897, 92e Rue, Chomedey, et David Litner, avocat, 4012, avenue Marlowe, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de teinturiers, sous le nom de « Acme Dyers Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6600, rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1052-65

Acme Dyers Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Nadler, importer, 4687 Montclair Avenue, Montreal, Isadore Tabachnick, importer, 897, 92nd Street, Chomedey, and David Litner, advocate, 4012 Marlowe Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dyers, under the name of "Acme Dyers Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6600 St-Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1052-65

Africana Mining Company Limited
(No Personal Liability)
Compagnie minière Africana limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: John Austin Murphy, C.R., avocat, 4019, avenue Melrose, Francis Joseph Dolan, comptable, 3445, Côte-des-Neiges, Arthur Quesnel, commis, 1155, Dorchester, ouest, Mildred Murphy, ménagère, célibataire, majeure, 2440, Madison, tous quatre de Montréal, et Norbert Martin, ingénieur associé, 15483, Oakwood, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie minière sous le nom de « Africana Mining Company Limited » (No Personal Liability) — « Compagnie minière Africana limitée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Knowlton, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 961-65

Africana Mining Company Limited
(No Personal Liability)
Compagnie minière Africana limitée
(Libre de rersonsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Austin Murphy, Q.C., advocate, 4019 Melrose Avenue, Francis Joseph Dolan, accountant, 3445 Côte-des-Neiges, Arthur Quesnel, clerk, 1155 Dorchester West, Mildred Murphy, housekeeper, unmarried woman of the full age of majority, 2440 Madison, all four of Montreal, and Norbert Martin, associate engineer, 15483 Oakwood, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Africana Mining Company Limited" (No Personal Liability) — "Compagnie minière Africana limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $4,000,000, divided into 4,000,000 common shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Knowlton, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 961-65

Les Agences de distribution de Québec inc. Quebec Distribution Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Léonard Morin, publiciste, Jacqueline Descôteaux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léonard Morin, tous deux de 135, 66e rue, ouest, Charlesbourg, et Maurice Renaud, comptable, 840, rue Painchaud, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme distributeurs, éditeurs, annonceurs et commerçants de toutes sortes d'espèces de publicité, sous le nom de « Les Agences de distribution de Québec inc. —Quebec Distribution Agencies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 212, rue Franklin, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 915-65

Les Agences de distribution de Québec inc. Quebec Distribution Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léonard Morin, editor, Jacqueline Descôteaux housewife, wife separeate as to property of said Léonard Morin, both of 135, 66th Street, West, Charlesbourg, and Maurice Renaud, accountant, 840 Painchaud Street, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as distributors, editors, adverdisers, and dealers in all kinds of publicity, under the name of "Les Agences de distribution de Québec inc. — Quebec Distribution Agencies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares $100 each.

The head office of the company will be at 212 Franklin St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 915-65

Albion Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean F. Laureys, avocat, 4830, Jean-Brillant, Montréal, Emmanuel Cooke, avocat, 4626, avenue Melrose, Montréal, et Dorothy McLean, secrétaire, célibataire, 8034, chenin Avon, Montréal, ouest, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Albion Holdings Corporation », avec un capital total de $40,000, disisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1139-65

Albion Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean F. Laureys, advocate, 4830 Jean-Brillant, Montreal, Emmanuel Cooke, advocate, 4626 Melrose Avenue, Montreal, and Dorothy McLean, secretary, spinster, 8034 Avon Road, Montreal West, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Albion Holdings Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1139-65

Bernard Alepins inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Bernard Alepins, marchand, Hélène Landry, ménagère, épouse dudit Bernard Alepins, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Richard Alepins, étudiant, tous trois de 6151, Upper Lachine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lingerie pour dames et enfants, de vêtements, tissus, matériels et autres marchandises sèches ou à la verge, sous le nom de « Bernard Alepins. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Bernard Alepins inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Alepins, merchant, Hélène Landry, housewife, wife of the said Bernard Alepins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Richard Alepins, student, all three of 6151 Upper Lachine, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of underwear for ladies and children, clothing, fabrics, materials and other dry goods or by the yard, under the name of "Bernard Alepins inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 6233, boulevard Monk, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 735-65

The head office of the company will be at 6233 Monk Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 735-65

Alouette Metal Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling Côte-St-Luc, William Levitt, 4869, Dornal, Montréal, Arthur J. Marcovitch, 5525, Trent, Côte-St-Luc, et Richard S. Gottlieb, 2960, Maplewood, Montreal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux, sous le nom de « Alouette Metal Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1126-65

Alouette Metal Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869 Dornal, Montreal, Arthur J. Marcovitch, 5525 Trent, Côte-St-Luc, and Richard S. Gottlieb, 2960 Maplewood, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To deal in metals, under the name of "Alouette Metal Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1126-65

Les Ameublements Franc-Mat ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1965, constituant en corporation: Michel St-Hilaire, avocat, 34, de la Fabrique, Odile Drouin, 2046, Bergemont, tous deux de Québec, et Colette Samson, 3463, Place Trianon, Ste-Foy, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Ameublements Franc-Mat ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 784-65

Les Ameublements Franc-Mat ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel St-Hilaire, advocate, 34 de la Fabrique, Odile Drouin, 2046 Bergemont, both of Quebec, and Colette Samson, 3463 Place Trianon, Ste-Foy, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry out the business of furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Ameublements Franc-Mat ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 784-65

Ascoli ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: John L. Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, Ann E. Clark, 3455 Durocher, app. 717, Lenora Shap, 403, boulevard St-Joseph ouest, et Noami Hughes Hallett, 3375, Ridgewood, ces trois dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise, sous le nom de « Ascoli ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur

Ascoli ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, lawyer, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Ann E. Clark, 3455 Durocher, Apt. 717, Lenora Shap, 403 St-Joseph Boulevard West, and Noami Hughes Hallett, 3375 Ridgewood, the latter three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Ascoli ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1

au pair de $1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5846, chemin Upper Lachine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1093-65

L'Association des guides universitaires de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Duquette, 262, Outremont, Outremont, Normand Laurin, 134, Fleury, est, Montréal, Serge Dubé, 4625-A, Lacombe, Montréal, tous trois étudiants, et Louise Dupont, étudiant, fille majeure, 12, avenue Beauchamp, Châteauguay, pour les objets suivants:

Promouvoir l'intérêt des touristes pour la ville de Montréal, sous le nom de « L'Association des guides universitaires de Montréal inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $30,000.

Le siège social de la corporation sera 134, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 935-65

Association des propriétaires de la ville de l'Ile-Perrot

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Vézina, ébéniste, 72, Montée-Sagala, Charles Poulin, garagiste, 384, Grand-Boulevard, Bernard Brisebois, opérateur, 383, Grand-Boulevard, Gaston Nabelsi, opérateur, 81, 2e Avenue, Sydney Little, chef de section, 368, 24e Avenue, Paul-Émile Vézina, surintendant, 765, 3e Avenue, et Léger Mosseau, mécanicien, 326, 24e Avenue, tous sept de l'Ile-Perrot, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « Association des propriétaires de la ville de l'Ile-Perrot ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à l'Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1965.

Le Sous-sécrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 457-65

Banc de sable Édouard Goyer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

each and 390 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 5846 Upper Lacine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1093-65

L'Association des guides universitaires de Montréal inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Duquette, 262 Outremont, Outremont, Normand Laurin, 134 Fleury, east, Montreal, Serge Dubé, 4625-A Lacombe, Montreal, all three students, and Louise Dupont, student, fille majeure, 12 Beauchamp Avenue, Châteauguay, for the following purposes:

To promote tourists' interests for the city of Montreal, under the name of "L'Association des guides universitaires de Montréal inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation will be at 134 Fleury St., east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 935-65

Association des propriétaires de la ville de l'Ile-Perrot

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Vézina, cabinet-maker, 72 Montée-Sagala, Charles Poulin, garage keeper, 384 Grand-Boulevard, Bernard Brisebois, operator, 383 Grand-Boulevard, Gaston Nabelsi, operator, 81, 2nd Avenue, Sydney Little, section chief, 368, 24th Avenue, Paul-Émile Vézina, superintendent, 765, 3rd Avenue, and Léger Mosseau, mechanic, 326, 24th Avenue, all seven of l'Ile Perrot, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of the members of the corporation, under the name of "Association des propriétaires de la ville de l'Ile-Perrot".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at l'Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 457-65

Banc de sable Édouard Goyer inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1965,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1965, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat et conseil en loi de la Reine, 409, Vauquelin, Beloeil, Micheline Lalande, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Leduc, 8162, boulevard Viau, St-Léonard, et Rollande Turcotte, secrétaire, épouse séparée de biens de Fernand Turcotte, 5092, Monsabré, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de sable et de gravier, sous le nom de « Banc de sable Édouard Goyer inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 1,100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 2,939 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 320, rue Rabastalière, St-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 730-65

Beacon Hill Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Brahm L. Cambell, 5500, Snowdon, tous deux de Montréal, et Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Beacon Hill Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1032-65

Bel-Air inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Yvette Larocque, secrétaire, épouse commune en biens de Maurice Dumont, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 47, rue Langlois, Granby, Charles Simard, commis, et Julienne Lefebvre, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Charles Simard, ces deux derniers de 283, boulevard Montcalm, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Bel-Air inc. », avec un capital total de $2,800, divisé en 140 actions ordinaires de $10 chacune et en 140 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1038-65

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Lemieux, advocate and Queen's Counsel, 409 Vauquelin, Beloeil, Micheline Lalande, secretary wife separate as to property of Guy Leduc, 8162 Viau Boulevard, St-Léonard, and Rollande Turcotte, secretary, wife separate as to property of Fernand Turcotte, 5092 Monsabré, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of sand and gravel merchants, under the name of "Banc de sable Édouard Goyer inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 1,100 common shares of a nominal value of $1 each, 2,939 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and 5,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at 320 Rabastalière Street, St-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 730-65

Beacon Hill Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon, both of Montreal, and Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Beacon Hill Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1032-65

Bel-Air inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvette Larocque, secretary, wife common as to property of Maurice Dumont, and duly authorized by him for these presents, 47 Langlois St., Granby, Charles Simard, clerk, and Julienne Lefebvre, secretary, wife separate as to property of the said Charles Simard, the two latter of 283 Montcalm Blvd., Granby, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Bel-Air inc.", with a total capital stock of $2,800, divided into 140 common shares of $10 each and 140 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1038-65

Rosaire Bélanger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Rosaire Bélanger, entrepreneur, 6655, boulevard Levesque, Duvernay, Rose Garmaise, teneuse de livres, Rita Belkin, secrétaire, toutes deux filles majeures, et Michael Lyon Garmaise, notaire, les trois derniers de 410, rue St-Nicolas, chambre 415, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de « Rosaire Bélanger Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 80,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6655, boulevard Levesque, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10327 1100-65

Rosaire Bélanger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Bélanger, contractor, 6655 Levesque Boulevard, Duvernay, Rose Garmaise, bookkeeper, Rita Belkin, secretary, both filles majeures, and Michael Lyon Garmaise, notary, the latter three of 410 St. Nicholas Street, Room 415, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Rosaire Bélanger Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 80,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 6655 Levesque Boulevard, Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1100-65

Benoit Belley inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Benoit Belley, capitaine, Marie-Paule Savard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Benoit Belley, et dûment autorisée par lui aus fins des présentes, tous deux de St-Siméon, comté de Charlevoix, et Andrée Couture, secrétaire, fille majeure, 29, rue Parent, Lauzon, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de navigation, sous le nom de « Benoit Belley inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Siméon, comté de Charlevoix, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1172-65

Benoit Belley inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benoit Belley, captain, Marie-Paule Savard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Benoit Belley, and duly authorized by him for these predents, both of St-Siméon, county of Charlevoix, and Andrée Couture, secretary, fille majeure, 29 Parent St., Lauzon, for the following purposes:

To operate a shipping company, under the name of "Benoit Belley inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Siméon, county of Charlevoix, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10327 1172-65

Bell service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patenes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Donald Schwartz, technicien, Marie-Louise Fontaine, ménagère, épouse séparée de biens dudit Donald Schwartz, tous deux de Champigny, et Yves Giguère, comptable, 326, des Frênes, ouest, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques, de pièces d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Bell service inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 750, Côte d'Abraham, Québec, district judiciaire de Québec.

Bell service inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Schwartz, technician, Marie-Louise Fontaine, housewife, wife separate as to property of the said Donald Schwartz, both of Champigny, and Yves Giguère, accountant, 326 des Frênes, West, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of electrical apparatus, apparatus parts and electrical accessories, under the name of "Bell service inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 750 Côte d'Abraham, Quebec, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 805-65

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 805-65

Bel-Mont Transit Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1965, constituant en corporation: Louis Vézina, 2498, de La Falaise, Sillery, Louis Rémillard, 1169, rue Brown, Québec, tous deux avocats, et Madeleine Latulippe, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Louis Paradis, 377, rue St-Agnès, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Bel-Mont Transit Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1133-65

Bel-Mont Transit Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Vézina, 2498 de La Falaise, Sillery, Louis Rémillard, 1169 Brown St., Quebec, both advocates, and Madeleine Latulippe, secretary, wife separate as to property of Jean-Louis Paradis, 377 St-Agnès St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Bel-Mont Transit Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1133-65

Bio-Research Laboratories Ltd.
Les Laboratoires bio-recherches ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Donald Kujan, avocat, 8060, avenue Seine, Anjou, Lana Switzer, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 4665, avenue Carlton, Montréal, et Raymond Cartwright, avocat, 71, chemin Devon, Baie-d'Urfé, pour les objets suivants:

Entreprendre et faire le commerce de recherche, expérimentation, développement ou contrôle de toutes sortes, sous le nom de « Bio-Research Laboratories Ltd.— Les Laboratoires bio-recherches ltée », avec un capital total de $81,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $1 chacune et 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3350, chemin Côte-des-Neiges, chambre 110, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1121-65

Bio-Research Laboratories Ltd.
Les Laboratoires bio-recherches ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Kujan, advocate, 8060 Seine Avenue, Anjou, Lana Switzer, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 4665 Carlton Avenue, Montreal, and Raymond Cartwright, advocate, 71 Devon Road, Baie-d'Urfé, for the following purposes:

To engage in and carry on research, experimentation, development or control of all kinds, under the name of "Bio-Research Laboratories Ltd.— Les Laboratoires bio-recherches ltée", with a total capital stock of $81,000, divided into 6,000 common shares of $1 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3550 Côte-des-Neiges Road, Room 110, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1121-65

Fernand Blouin auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1965, constituant en corporation: Fernand Blouin, garagiste, Georgette Labrie, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Blouin, tous deux de 1050, Louis-Riel, Ste-Foy, et Jacques JoliCoeur, comptable, 65, des Bouleaux, est, Québec, pour les objets suivants:

Fernand Blouin auto inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Blouin, garage keeper, Georgette Labrie, housewife, wife contractually separate as to property of the said Fernand Blouin, both of 1050 Louis-Riel, Ste-Foy, and Jacques JoliCoeur, accountant, 65 des Bouleaux, East, Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Fernand Blouin auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Agapit, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 872-65

Blumer's (Cowansville) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Seymour Blumer, marchand, Roslyn Faber, ménagère, épouse séparée de biens dudit Seymour Blumer, tous deux de 5051, Glencairn, Montréal, Jack Blumer, marchand, et Rhoda Diamond, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jack Blumer, ces deux derniers de 4885, avenue, Borden, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins généraux, sous le nom de « Blumer's (Cowansville) Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1114-65

Budget Rent-A-Car of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Max M. Teitlebaum, avocat, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, avocat, 2015, Drummond, Montréal, et Catherine Ewart, secrétaire, épouse séparée de biens de Robert G. Ewart, 4639, Godard, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exploiter des véhicules ou voitures de transport tels qu'ils peuvent ou pourrait être utilisés pour transporter des passagers ou des marchandises contre rémunération, sous le nom de « Budget Rent-A-Car of Montreal Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1169, avenue Bernard ouest, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1004-65

Calbo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

To carry on the business of motor vehicles, their accessories and parts and to act as garage keepers, under the name of "Fernand Blouin auto inc.", with a total capital of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Agapit, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 872-65

Blumer's (Cowansville) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Blumer, merchant, Roslyn Faber, housewife, wife separate as to property of the said Seymour Blumer, both of 5051 Glencairn, Montreal, Jack Blumer, merchant, and Rhoda Diamond, housewife, wife separate as to property of the said Jack Blumer, the latter two of 4885 Borden Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate general stores, under the name of "Blumer's (Cowansville) Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,500 common shares of a par value of $10 each and 1,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1114-65

Budget Rent-A-Car of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, advocate, 2022 Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker, advocate, 2015 Drummond, Montreal, and Catherine Ewart, secretary, wife separate as to property of Robert G. Ewart, 4639 Godard, Pierrefonds, for the following purposes:

To operate vehicles and conveyances as can or may be operated for carrying passengers or goods for hire, under the name of "Budget Rent-A-Car of Montreal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1169 Bernard Avenue West, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1004-65

Calbo inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 12th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 12e jour de mars 1965, constituant en corporation: Estelle Thérien, secrétaire, fille majeure, 6543, rue Boyer, Montréal, Roméo Lebeault, industriel, 876, Place Decelles, St-Laurent, Jean-Guy Senécal, industriel, 490, rue Fortier, St-Hilaire, Pierre Senécal, industriel, 315, rue Béique, Chambly, Philippe Lalonde, rentier, 4805, rue Dagenais, Montréal, Raymond Dubé, ingénieur professionnel, 94, rue Donck, Laval-des-Rapides, et Raymond Dulude, comptable agréé, 464, avenue des Bouleaux, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Calbo inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 19,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1140-65

Can-Am Industrial Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1965, constituant en corporation: Raoul Lapierre, courtier en immeubles, 1800, rue de Salaberry, app. 406, Montréal, Didace Giard, bourgeois, 5462, Verneuil, Anjou, et Marie Clabrough, secrétaire, fille majeure, 1225, rue St-Marc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Can-Am Industrial Development Corp. », avec un capital total de $200,000, divisé en 25,000 action ordinaires de $1 chacune et 175,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1104-65

Cardinal Manufacturing Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, C.R., 4915, Fulton, Montréal, Irwin S. Brodie, 7521, Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144, chemin Finchkey, Hampstead, tous trois avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 1110, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des ustensiles de cuisine, articles de ménagère, pièces automotrices, et en faire le commerce sous le nom de « Cardinal Manufacturing Co. », avec un capital total de $150,000, divisé en 700 actions ordinaires de $100 chacune et 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de marc 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 963-65

Province of Quebec, incorporating: Estelle Thérien, secretary, fille majeure, 6543 Boyer St., Montreal, Roméo Lebeault, industrialist, 876, Place Decelles, St-Laurent, Jean-Guy Senécal, industrialist, 490 Fortier St., St-Hilaire, Pierre Senécal, industrialist, 315 Béique St., Chambly, Philippe Lalonde, annuitant, 4805, Dagenais St., Montreal, Raymond Dubé, professional engineer, 94 Donck St., Laval-des-Rapides, and Raymond Dulude, chartered accountant, 464 des Bouleaux Avenue, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Calbo inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 19,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1140-65

Can-Am Industrial Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raoul Lapierre, realtor, 1800 de Salaberry Street, Apt 406, Montreal, Didace Giard, gentleman, 5462 Verneuil, Anjou, and Marie Clabrough, secretary, fille majeure, 1225 St-Marc Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Can-Am Industrial Development Corp.", with a total capital stock of $200,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 175,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1104-65

Cardinal Manufacturing Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cyril E. Schwisberg, Q.C., 4915 Fulton, Montreal, Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144 Finchley Road, Hampstead, all three advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure usant de ses droits, 1110 Sherbrook Street West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in kitchen utensile, housewares and automotive parts, under the name of "Cardinal Manufacturing Co.", with a total capital stock of $150,000, divided into 700 common shares of $100 each and 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 963-65

Chez Corneli pizza & spaghetti inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1965, constituant en corporation: Frederic Corneli, 3943, Fleury, est, Montréal-Nord, Leo Corneli, 15, rue Carignan, Beloeil, tous deux restaurateurs, et Jean-Guy Vaugeois, avocat, 3105, St-Zotique, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Chez Corneli pizza & spaghetti inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1130-65

Chez Margot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Conrad Tourigny, Roger Veilleux, comptables agréés, et Jacques O'Bready, avocat, tous trois de 230, King, ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures et articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Chez Margot inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 879-65

La Cie d'équipement Robert ltée
Robert Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Marcel G. Guilbault, Marcel G. Robitaille et André Fabien, avocats, de 180, Dorchester, est, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce d'équipement industriel et de produits métalliques, sous le nom de « La Cie d'équipement Robert ltée — Robert Equipment Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 856-65

City Discount (Masson) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Chez Corneli pizza & spaghetti inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Frederic Corneli, 3943 Fleury East, Montreal-North, Leo Corneli, 15 Carignan St., Beloeil, both restaurateurs, and Jean-Guy Vaugeois, advocate, 3105 St-Zotique, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Chez Corneli pizza & spaghetti inc.", wish a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1130-65

Chez Margot inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Conrad Tourigny, Roger Veilleux, chartered accountants, and Jacques O'Bready, advocate, all three of 230 King West, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the shoe business and leather articles and their accessories, under the name of "Chez Margot inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 879-65

La Cie d'équipement Robert ltée
Robert Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel G. Guilbault, Marcel G. Robitaille, et André Fabien, advocates, of 180 Dorchester east, Montreal, for the following purposes:

Industry and commerce of industrial equipment and metal products, under the name of "La Cie d'équipement Robert ltée — Robert Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 856-65

City Discount (Masson) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1965, constituant en corporation: J. Roy Hoffman, C.R., 4918, rue Mayfair, Montréal, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de jouets, quincaillerie, marchandises de sport, accessoires électriques, peinture et vernis, nouveautés, articles en textile et excédent de produits de toutes sortes, sous le nom de « City Discount (Masson) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 864-65

bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J. Roy Hoffman, Q.C., 4918 Mayfair Street, Montreal, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To deal in toys, hardware, sporting goods, electrical appliances, paints and varnishes, novelties, textile goods and surplus merchandise of all kinds, under the name of "City Discount (Masson) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 864-65

Club Fleur de Lys de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Antoine LaRue, médecin, 1246, Preston, Sillery, Dr Guy Nadeau, biochimiste, 701, Marois, Québec, et Guy Bertrand, avocat, 3358, Brouage, St-Foy, pour les objets suivants:

Grouper en association tous ceux qui ont à coeur l'épanouissement complet de la nation québécoise, sous le nom de « Club Fleur de Lys de Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1096-65

Club Fleur de Lys de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Antoine LaRue, physician, 1246, Preston, Sillery, Dr. Guy Nadeau, biochemist, 701 Marois, Quebec, and Guy Bertrand, advocate, 3358, Brouage, Ste-Foy, for the following purposes:

To group into an association all those who have the complete expansion of the Quebec nation at heart, under the name of "Club Fleur de Lys de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1096-65

Club Richelieu Port-Cartier

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Lemay, gérant, 100, des Rochelois, Roger Dumas, conducteur, 1, 14e rue, Yvon Tremblay, secrétaire-trésorier, 12, 1re rue, Philippe Dubé, voyageur de commerce, 21, des Sorbiers, Georges Bélanger, secrétaire-trésorier, 3, 7e rue, Charles Chassé, courtier en assurance, 31, Place McCormick, Gilles Lafrenière, gérant, 11, boulevard Lemoyne, et Louis Dufresne, adjoint au président, 97, des Rochelois, tous huit de Port-Cartier, pour les objets suivants:

Unir ses membres sans un but charitable afin qu'ils puissent s'entraider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de « Club Richelieu Port-Cartier ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera à Port-Cartier, district judiciaire de Hauterive.

Club Richelieu Port-Cartier

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Lemay, manager, 100 des Rochelois, Roger Dumas, driver, 1, 14th Street, Yvon Tremblay, secretary-treasurer, 12, 1st Street, Philippe Dubé, commercial traveller, 21, des Sorbiers, Georges Bélanger, secretary-treasurer, 3, 7th Street, Charles Chassé, insurance broker, 31, McCormick Place, Gilles Lafrenière manager, 11, Lemoyne Boulevard, and Louis Dufresne, assistant president, 97, des Rochelois, all eight of Port-Cartier, for the following purposes:

To unit its members without charitable purposes, in order that they may help one another in the fields of individual culture, under the name of "Club Richelieu Port-Cartier".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and possess is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at Port-Cartier, judicial district of Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 825-65

Comptoir des fourrures Aqua inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, avocat, 2022, Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, avocat, 2015, Drummond, Montréal, et Catherine Ewart, secrétaire, épouse séparée de biens de Robert G. Ewart, 4639, Godard, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrures, sous le nom de « Comptoir des fourrures Aqua inc. », avec un capital total de $40,000, disidé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 445, Jean-Talon ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1049-65

Confection Alpha inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Yvan Joubert, manufacturier, Marguerite Joubert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Yvan Joubert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Scotstown, et Georges Émond, dessinateur, 367, 7e avenue, sud, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Confection Alpha inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 311-65

Considine Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1965, constituant en corporation: Edward Strickland, 10560, place l'Acadie, app. 12, Montréal, Paul Grech, 2255, St-Mathieu, app. 501, Montréal, et Ernest Evans, 4740, le Boulevard, Westmount, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Considine Sales Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 825-65

Comptoir des fourrures Aqua inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, advocate, 2022 Ward, St-Laurent, Maxwell Shenken, advocate, 2015 Drummond, Montreal, and Catherine Ewart, secretary, wife separate as to property of Robert G. Ewart, 4639 Godard, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in furs, under the name of "Comptoir des fourrures Aqua inc.", with a total capital of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 445 Jean-Talon West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1049-65

Confection Alpha inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvan Joubert, manufacturer, Marguerite Joubert, housewife, wife separate as to property of the said Yvan Joubert, and duly authorized by him for these presents, both of Scotstown, and Georges Émond, draughtsman, 367, 7th Ave. South, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in wearing apparel, under the name of "Confection Alpha inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 311-65

Considine Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward Strickland, 10560 L'Acadie Place, apt. 12, Montreal, Paul Grech, 2255 St-Mathieu, apt. 501, Montreal, and Ernest Evans, 4740 The Boulevard, Westmount, all three salesmen, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Considine Sales Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera 6347, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 628-65

The head office of the company will be at 6347 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 628-65

Copharca inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Georges C. Clermont, 455, Beverley, Mont-Royal, Hélène Gélinas, fille majeure, 177, Dufferin, Hampstead, René L. Cousineau, 3620, Limoges, St-Laurent, Jean Biron, 7142, Pie IX, Montréal, et Léo C. Marcotte, 10634, Waverley, Montréal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « Copharca inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 649-65

Copharca inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges C. Clermont, 455 Beverley, Mount-Royal, Hélène Gélinas, spinster of the full age of majority, 177 Dufferin, Hampstead, René L. Cousineau, 3620 Limoges, St-Laurent, Jean Biron, 7142 Pie IX, Montreal, and Léo C. Marcotte, 10634 Waverley, Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of all kinds, under the name of "Copharca inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 649-65

Corporation immobilière No-Ra-No inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1965, constituant en corporation: Gérard Pelletier, courtier, 1121, avenue Labarre, Claude Guimont, agent, 812, Pontbriand, et Jean-Paul Blouin, comptable agréé, 771, Émile-Côté, tous trois de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers d'immeuble, sous le nom de « Corporation immobilière No-Ra-No inc. », avec un capial total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1121, avenue Labarre, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 622-65

Corporation immobilière No-Ra-No inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Pelletier, broker, 1121 Labarre Avenue, Claude Guimont, agent, 812 Pontbriand, and Jean-Paul Blouin, chartered accountant, 771 Émile-Côté, all three of Ste-Foy, for the following purposes:

To act as real estate brokers, under the name of "Corporation immobilière No-Ra-No inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1121 Labarre Avenue, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 622-65

D. & G. construction ltée
D. & G. Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean-Guy Roger, inspecteur, 85, 24e Avenue, Bois-des-Filion, Doris Lalande, mesureur, 89, 25e Avenue, Bois-des-Filion, et Cécile Houle, ménagère, épose contractuellement séparée de biens de J.-M. Richer, 3000, boulevard Ste-Rose, Laval-Ouest, pour les objets suivants:

D. & G. construction ltée
D. & G. Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Roger, inspector, 85, 24th Avenue, Bois-des-Filion, Doris Lalande, measurer, 89, 25th Avenue, Bois-des-Filion, and Cécile Houle, housewife, wife contractually separate as to property of J.-M. Richer, 3000, Ste-Rose Boulevard, Laval-West, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « D. & G. construction ltée — D. & G. Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 12,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bois-des-Filion, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 518-65

Damian Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1965, constituant en corporation: Norman Wolfe, industriel, 16, avenue Dorval, Dorval, Norman N. Genser, avocat, 4850, Côte-St-Luc, Montréal, et Sydney Phillips, avocat, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Damian Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune 1,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,750 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 747-65

Lucien David & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Lucien David, voyageur de commerce, 3840, boulevard Rosemont, Montréal, Raymond David, voyageur de commerce, 3172, chemin Calais, Chomedey, et Henri Trudelle, voyageur de commerce, 4866, 7e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Lucien David & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 action privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 877-65

Dion & Beaudoin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Robert Beaudoin, commerçant, 407, Fréchette, J.-Philippe Dion, commerçant,

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "D. & G. construction ltée — D. & G. Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 12,000 common shares of $1 each and 2,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Bois-des-Filion, judicial distrlt of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 518-65

Damian Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman Wolfe, industrialist, 16 Dorval Avenue, Dorval, Norman N. Genser, attorney, 4850 Côte-St-Luc, Montreal, and Sydney Phillips, attorney, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Damian Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 3,750 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 747-65

Lucien David & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien David, travelling salesman, 3840 Rosemont Boulevard, Montreal, Raymond David, travelling salesman, 3172 Calais Road, Chomedey, and Henri Trudelle, travelling salesman, 4866, 7th Avenue, Montreal, for the following purposes:

Industry and commerce of food products, under the name of "Lucien David & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 877-65

Dion & Beaudoin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Beaudoin, merchant, 407 Fréchette, J.-Philippe Dion, merchant, 143 Conseil, Roger Veilleux,

143, Conseil, Roger Veilleux, comptable agréé, 230, King, ouest, et Jacques O'Bready, avocat, 230, King, ouest, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de mercerie et lingerie pour hommes et jeunes gens, sous le nom de « Dion & Beaudoin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 744-65

chartered accountant, 230 King West, and Jacques O'Bready, advocate, 230 King West, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of haberdashery and underwear for men and teen-agers, under the name of "Dion & Beaudoin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 744-65

Doucet & frère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1965, constituant en corporation: René Montreuil, comptable, 2010, Des Chenaux, Pierre Garceau, avocat, 2365, Nicolas-Perrot, tous deux de Trois-Rivières, et Jocelyne Baribeau, secrétaire, fille majeure, 110, rue Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de denrées en conserve, sous le nom de « Doucet & frère inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Louis-de-France, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1229-65

Doucet & frère inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Montreuil, accountant, 2010 Des Chenaux, Pierre Garceau, advocate, 2365 Nicolas-Perrot, both of Trois-Rivières, and Jocelyne Baribeau, secretary, fille majeure, 110 Beauchemin St., Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business dealing in canned foodstuffs, under the name of "Doucet & frère inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Louis-de-France, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1229-65

Guy F. Dubuc ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: Guy F. Dubuc, hôtelier, Mario Dubuc, commis, tous deux de 1300, rue Rainville, Longueuil, et Jean-Paul Labrecque, comptable, 6825, Jean-Lecompte, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Guy F. Dubuc ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2101, rue Taschereau, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 808-65

Guy F. Dubuc ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy F. Dubuc, hotel keeper, Mario Dubuc, clerk, both of 1300, Rainville St., Longueuil, and Jean-Paul Labrecque, accountant, 6825 Jean-Lecompte, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns inns and restaurants, under the name of "Guy F. Dubuc ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2101 Taschereau Street, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 808-65

Pierre Dufour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Pierre Dufour inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Serge Desrochers, 732, rue Wilder, Pierre M. Verdy, 546, Bloomfield, tous deux d'Outremont, et Simon Fortier, 5258, avenue du Parc, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures et articles en cuir, sous le nom de « Pierre Dufour inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4251, rue Beaubien, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1089-65

Dune Deck Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, avenue Ferncroft, Hampstead, Claire Culhane, 2199, Harvard, Grace Blackett, 1451, rue Closse, et June Williams, 1655, Ville Marie, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Dune Deck Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1094-65

Les Éditions France-Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1965, constituant en corporation: André Valiquette, avocat, 3340, Beauséjour, St-Laurent, Guy F. Gervais, étudiant, 3245, Linton, app. 11, Montréal, Madeleine Riel, 6920, Hamilton, Montréal, et Marie-Rose Morin, 238, Tourangeau, Pont-Viau, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures de bureau, sous le nom de « Les Éditions France-Québec inc. », avec un capital divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera 4510, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 614-65

Électrique auto service ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Province of Quebec, incorporating: Serge Desrochers, 732 Wilder St., Pierre M. Verdy, 546 Bloomfiled, both of Outremont, and Simon Fortier, 5258 Park Ave., Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in footwear and leather article, under the name of "Pierre Dufour inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4251 Beaubien St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1089-65

Dune Deck Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872, Ferncroft Avenue, Hampstead, Claire Culhane, 2199, Harvard, Grace Blackett, 1451, Closse Street, and June Williams, 1655, Ville Marie, the latter three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Dune Deck Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1094-65

Les Éditions France-Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Valiquette, advocate, 3340, Beauséjour, St-Laurent, Guy F. Gervais, student, 3245, Linton, apt. 11, Montreal, Madeleine Riel, 6920, Hamilton, Montreal, and Marie-Rose Morin, 238, Tourangeau, Pont-Viau, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of office accessories, under the name of "Les Éditions France-Québec inc.", with a capital-stock divided into 8,000 common shares without nominal value.

The head office of the company will be at 4510, St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 614-65

Électrique auto service ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Louis-André Bissonnette, gérant, Louise Bernard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis-André Bissonnette, Monique Leclerc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens d'Aurélien Letendre, tous trois de St-Hyacinthe, et Maurice Duhamel, préposé aux pièces, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs pièces et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Électrique auto service ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 681, rue St-Michel, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 550-65

bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-André Bissonnette, manager, Louise Bernard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Louis-André Bissonnette, Monique Leclerc, housewife, wife contractually separate as to property of Aurélien Letendre, all three of St-Hyacinthe, and Maurice Duhamel, clerk in charte of parts, St-Joseph, county of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles, their parts and accessories and to act as garage keepers, under the name of "Électrique auto service ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $100 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 681 St-Michel St., St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10327 550-65

Les Enseignes G. Daoust inc.
G. Daoust Signs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1965, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, Ghislaine St-Aubin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Olivier Gauthier, tous deux de 10420, rue Clark, Jean-Guy Rousseau, comptable agréé, 11190, Verville, et Marie-Andrée Bourassa, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de René Martel, 8825, boulevard Pie IX, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'enseignes et réclames électriques, au néon ou autres, sous le nom de « Les Enseignes G. Daoust inc.— G. Daoust Signs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1041-65

Les Enseignes G. Daoust inc.
G. Daoust Signs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Olivier Gauthier, advocate, Ghislaine St-Aubin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Olivier Gauthier, both of 10420 Clark St., Jean-Guy Rousseau, chartered accountant, 11190 Verville, and Marie-Andrée Bourassa, secretary, wife contractually separate as to property of René Martel, 8825 Pie IX Blvd., all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of electric neon or other signs, under the name of "Les Enseignes G. Daoust inc.— G. Daoust Signs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10327 1041-65

Les Enseignes Totem ltée
Totem Signs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Claude E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, Jean Lefrançois, 191, avenue Maplewold, Outremont, et Pierre L. Lapointe, 3797, Vendôme, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Les Enseignes Totem ltée — Totem Signs Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Les Enseignes Totem ltée
Totem Signs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude E. Leduc, 105 Beverley Ave., Mount-Royal, Jean Lefrançois, 191 Maplewood Ave., Outremont, and Pierre L. Lapointe, 3797 Vendôme, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as contracting and consulting publicists, under the name of "Les Enseignes Totem ltée — Totem Signs Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1079-65

Études et traitements des données (Montréal) incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jacques Goulet, exécutif, 1141, Dunraven, Mont-Royal, Lise Morrissette, 4835, Jean-Brillant, Alma Chartrand, 1621, avenue Émard, Estelle Cyr, 3415, avenue Girouard, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Clément Demers, comptable, 227, St-Jacques, La Prairie, pour les objets suivants:

Établir un centre de traitements de données se rapportant à la préparation et compilation de statistiques et fournir en rapport avec ce centre un service de conseiller en administration financière, sous le nom de « Études et traitements des données (Montréal) incorporée », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 991-65

Field Aviation (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1965, constituant en corporation: Raymond Crevier, avocat, Outremont, Clifford George Meek, comptable, Colin Richard Chisholm, commis, tous deux de Montréal, Ernest William Mockridge, gérant, St-Lambert, et Guy Ambrose Miller, gérant, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire le négoce et le commerce d'aéronefs, équipement aérien et équipement connexe, sous le nom de « Field Aviation (Quebec) Limited », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1072-65

Fondation J. Armand Bombardier
J. Armand Bombardier Foundation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Yvonne Labrecque, ménagère, veuve de J.-Armand Bombardier, Jeannine Bombardier, ménagère, épouse séparée de biens de Gaston Bissonnette, toutes deux de Valcourt, Claire Bombardier, ménagère, épouse séparée de biens de Laurent Beaudoin, Huguette

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1079-65

Études et traitements des données (Montréal) incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Goulet, executive, 1141 Dunraven, Mount-Royal, Lise Morrissette, 4835 Jean-Brillant, Alma Chartrand, 1621 Émard Ave., Estelle Cyr, 3415 Girouard Ave., all three secretaries, spinsters of full age of majority, of Montreal, and Clément Demers, accountant, 227 St-Jacques, La Prairie, for the following purposes:

To establish a data processing center pertaining to the preparation and compilation of statistics and to furnish, in connection with this center, a financial administration consulting service, under the name of "Études et traitements des données (Montréal) incorporée", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 991-65

Field Aviation (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Crevier, lawyer, Outremont, Clifford George Meek, accountant, Colin Richard Chisholm, clerk, both of Montreal, Ernest William Mockridge, manager, St-Lambert, and Guy Ambrose Miller, manager, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To deal in and with aircraft, air borne equipment and related equipment, under the name of "Field Aviation (Quebec) Limited", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1072-65

Fondation J. Armand Bombardier
J. Armand Bombardier Foundation

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Yvonne Labrecque, house-keeper, widow of J.-Armand Bombardier, Jeannine Bombardier, housewife, wife separate as to property of Gaston Bisonnette, both of Valcourt, Claire Bombardier, housewife, wife separate as to property of Laurent Beaudoin,

Bombardier, ménagère, épouse séparée de biens de Jean-Louis Fontaine, toutes deux de Brompton Gore, Albert LeBlanc, avocat, 925, Prospecte Sherbrooke, Maurice Delorme, avocat, 900, Bowen, sud, Sherbrooke, tous deux conseils en loi de la Reine, et Marcel Bélanger, comptable agréé, 839, Eymard, Québec, pour les objets suivants:

Recevoir et maintenir un fonds ou des fonds et appliquer ceux-ci pour fins de charité, de bienfaisance, d'enseignement et d'éducation, sous le nom de « Fondation J. Armand Bombardier — J. Armand Bombardier Foundation ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Valcourt, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1244-65

Huguette Bombardier, housewife, wife separate as to property of Jean-Louis Fontaine, both of Brompton Gore, Albert LeAlanc, advocate, 925, Prospect, Sherbrooke, Maurice Delorme, advocate, 900 Bowen South, Sherbrooke, both Queen's Counsel, and Marcel Bélanger, chartered accountant, 839, Eymard, Quebec, for the following purposes:

To set up and maintain one or several funds, and to use them for charitable, welfare, teaching and educational purposes, under the name of "Fondation J. Armand Bombardier — J. Armand Bombardier Foundation".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000,000.

The head office of the corporation will be at Valcourt, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1244-65

Fonds des sinistrés de LaSalle
LaSalle Disaster Fund

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Lionel Boyer, chirurgien-dentiste, maire de la cité de LaSalle, 8867, boulevard Lasalle, LaSalle, Révérend Père Alan Cox, prêtre catholique, paroisse St-Jean-de-Bréboeuf, LaSalle, et Sydney Maislin, administrateur, 1010, Markham, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Effectuer et centraliser la collecte et la distribution des dons versés au bénéfices des victimes du désastre survenu le 1er mars 1965 en la cité de LaSalle, sous le nom de « Fonds des sinistrés de LaSalle — LaSalle Disaster Fund ».

Le siège social de la corporation sera à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1137-65

Fonds des sinistrés de LaSalle
LaSalle Disaster Fund

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Lionel Boyer, surgeon-dentist, mayor of the city of LaSalle, 8867 Lasalle Blvd., LaSalle, Reverend Father Alan Cox, catholic priest, parish of St-Jean-de-Bréboeuf, LaSalle, and Sydney Maislin, executive, 1010 Markham, Mont-Royal, for the following purposes:

To perform and centralize the collection and distribution of givings gathered for the victims of the disaster occured on March 1st, 1965, in the city of LaSalle, under the name of "Fonds des sinistrés de LaSalle — LaSalle Disaster Fund".

The head office of the corporation will be at LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1137-65

Fontenay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean-Guy Caron, 3153, Abberville, Gérard Dessureault, 3049, Jacques-Amyot, tous deux comptables, Claude Rioux, avocat, 3072, de la Promenade, tous trois de Ste-Foy, et Raymond Dufour, économiste, 7053, Montclair, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de financement, sous le nom de « Fontenay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1081-65

Fontenay inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Caron, 3153 Abberville, Gérard Dessureault, 3049 Jacques-Amyot, both accountants, Claude Rioux, advocate, 3072 de la Promenade, all three of Ste-Foy, and Raymond Dufour, economist, 7053 Montclair, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and finance company, under the name of "Fontenay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1081-65

Foyer du Sacré-Coeur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1965, constituant en corporation: Rose-Alma Pratte, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Larocque, Françoise Larocque, garde-malade, fille majeure, toutes deux de 787, St-Pierre, et Gaston Larocque, technicien en électronique, 797, St-Omer, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Garder les enfants orphelins, malades ou infirmes et leur donner tous les soins requis, sous le nom de « Foyer du Sacré-Coeur inc. », avec un capital total de $65,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune, 600 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 300 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 5823-64

Foyer du Sacré-Coeur inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rose-Alma Pratte, housewife, wife separate as to property of Joseph Larocque, Françoise Larocque, nurse, fille majeure, both of 787 St-Pierre, and Gaston Larocque, technicien in electronics, 797 St-Omer, all three of Drummondville, for the following purposes:

To look after orphan, sick or handicapped children and to give them all the care they require, under the name of "Foyer du Sacré-Coeur inc.", with a total capital stock of $65,000, divided into 200 common shares of $10 each, 600 class "A" preferred shares of $100 each and 300 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Drummond.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 5823-65

G. & H. Dancers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Joel A. Pinsky, 4597, avenue Oxford, Rollin Gallay, 6196, chemin Hudson, tous deux avocats, et Isobel Nicholson, secrétaire, fille majeure, 3661, rue Ste-Famille, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un studio de danse, sous le nom de « G. & H. Dancers Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1122-65

G. & H. Dancers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joel A. Pinsky, 4597 Oxford Avenue, Rollin Gallay, 6196 Hudson Road, both advocates, and Isobel Nicholson, secretary, spinster of the full age of majority, 3661 Ste-Famille Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as a dance studio, under the name of "G. & H. Dancers Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1122-65

Gaz Propane Marieville inc.
Marieville Propane Gas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1965, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Denyse Cadieux, réceptionniste, fille majeure usant de ses droits, 410, rue Prieur, est, Montréal, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de combustibles, sous le nom de « Gaz Propane Marieville inc. — Marieville Propane Gas Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 130, rue Ste-Marie, Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Gaz Propane Marieville inc.
Marieville Propane Gas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Boulevard, Chambly, Denyse Cadieux, receptionist, fille majeure usant de ses droits, 410 Prieur St. East, Montreal, and Jeannette Brodeur, secretary, fille majeure usant de ses droits, 3450 Durocher, apt. 31, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of fuels, under the name of "Gaz Propane Marieville inc. — Marieville Propane Gas Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of a nominal value of $100 each and 150 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 130 Ste-Marie St., Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 827-65

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 827-65

Gerry and Willy Service Station Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Gerardo D'Argenio, mécanicien, 523, boulevard Chomedey, Chomedey, Villio De Cubellis, mécanicien, 8882, Berri, app. 2, Montréal, et Eleonora Sgrosso, ménagère, veuve de Carmine D'Argenio, 523, boulevard Chomedey, Chomedey, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Gerry and Willy Service Station Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1070, rue O'Brien, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 875-65

Gerry and Willy Service Station Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerardo D'Argenio, mechanic, 523 Chomedey boulevard, Chomedey, Villio De Cubellis, mechanic, 8882 Berri, apt. 2, Montreal, and Eleonora Sgrosso, housewife, widow of Carmine D'Argenio, 523 Chomedey boulevard, Chomedey, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles, their parts and accessories and to act as garage keepers, under the name of "Gerry and Willy Service Station Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1070 O'Brien St., St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 875-65

Gevry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Georges-Émile Gevry, hôtelier, Mansonville, Jean-Marie Gebry, rentier, Roxton Pond, et Ernest Gevry, homme d'affaires, St-Élie-d'Orford, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, tavernes, camps, maisons de tourisme et stations estivales, sous le nom de « Gevry inc. », avec un capital divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Mansonville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1000-65

Gevry inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Émile Gevry, hotel keeper, Mansonville, Jean-Marie Gevry, annuitant, Roxton Pond, et Ernest Gevry, businessman, St-Élie-d'Orford, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, taverns, camps, tourism houses and summer resorts, under the name of "Gevry inc.", with a capital divided into 8,000 common shares without nominal value.

The head office of the company will be at Mansonville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1000-65

Lauréat Giguère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1965, constituant en corporation: Lauréat Giguère, entrepreneur, Jean Giguère, camionneur, tous deux de 10, rue Général-Vanier, Québec, et Roland Giguère, camionneur, 9025, avenue Lavoie, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Lauréat Giguère inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Lauréat Giguère inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lauréat Giguère, contractor, Jean Giguère, trucker, both of 10 Général-Vanier St., Quebec, and Roland Giguère, trucker, 9025 Lavoie Ave., Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Lauréat Giguère inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue Général-Vanier, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1153-65

The head office of the company will be at 10 Général-Vanier St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1153-65

Glamortizing Dry Cleaning & Shirt Launderers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Irwin Stanley Brodie, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144, chemin Finchley, Hampstead, tous deux avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 1110, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une buanderie générale, sous le nom de « Glamortizing Dry Cleaning & Shirt Launderers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1118-65

Glamortizing Dry Cleaning & Shirt Launderers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin Stanley Brodie, 7521, Mountbatten Road, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144, Finchley Road, Hampstead, both advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 1110, Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general laundry, under the name of "Glamortizing Dry Cleaning & Shirt Launderers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1118-65

Granby Spinning Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en Loi de la Reine, 5501, avenue Randall, Côte-St-Luc, Max Bernfeld, avocat et conseil en Loi de la reine, 4635, avenue Clanranald, Montréal, et Beverley Gold Heitelman, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Heitelman, 2670, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de marchands et fabricants de marchandises à la verge, sous le nom de « Granby Spinning Mills Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1168-65

Granby Spinning Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack B. Bobrove, advocate, 5615, Cork Avenue, Côte-St-Luc, Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5501, Randall Avenue, Côte-St-Luc, Max Bernfeld, advocate and Queen's Counsel, 4635, Clanranald Avenue, Montreal, and Beverley Gold Heitelman, secretary, wife separate as to property of Jack Heitelman, 2670, Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of dry goods merchants and dry goods manufacturers, under the name of "Granby Spinning Mills Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 900 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1168-65

Greenspan Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Stephen Bless, avocat, 5791, Place Charles-Thibault, Montréal, Maurice J. Boxer,

Greenspan Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stephen Bless, advocate, 5791 Charles-Thibault Place, Montreal, Maurice J. Boxer, advocate, 1411 Carol Cres-

avocat, 1411, Carol Crescent, Chomedey, et Madeline Ferguson, secrétaire, célibataire, 1460, McGregor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Greenspan Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1024-65

Bernard Guinaud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Claude Dugas, 540, Ste-Thérèse, Jacques Dugas, 111, Tellier, tous deux avocats, et Jacques Théroux, comptable, 870, Richard, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, de machines, d'accessoires de plomberie et de chauffage et de matériaux de construction, sous le nom de « Bernard Guinaud inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1341, rue Notre-Dame, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 854-65

Hôtel Paradis ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Bernardin Blanchet, 180, de Bernières, Jules Blanchet, 890, Bégin, tous deux avocats, de Québec, et Fleur-Reine Durand, secrétaire, fille majeure, 2379, avenue Royale, Courville, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, restaurants et bar-salons, sous le nom de « Hôtel Paradis ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Malachie, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 852-65

Ile Jésus automobile ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

cent, Chomedey, and Madeline Ferguson, secretary, spinster, 1460 McGregor, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Greenspan Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1024-65

Bernard Guinaud inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Dugas, 540 Ste-Thérèse, Jacques Dugas, 111 Tellier, both advocates, and Jacques Théroux, accountant, 870 Richard, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on the business of automobiles, machines, plumbing and heating accessories and building materials, under the name of "Bernard Guinaud inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of a nominal value of $100 each and 750 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 1341 Notre-Dame Street, Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 854-65

Hôtel Paradis ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernardin Blanchet, 180 de Bernières, Jules Blanchet, 890 Bégin, both advocates of Quebec, and Fleur-Reine Durand, secretary, fille majeure, 2379 Royal Avenue, Courville, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, restaurants and cocktail lounges, under the name of "Hôtel Paradis ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Malachie, County of Dorchester, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 852-65

Ile Jésus automobile ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province

du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Pierre Lafontaine, notaire, Danielle Crevier, secrétaire, et Jean Lamontagne, étudiant, tous trois de 400, Labelle, Chomedey, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Ile Jésus automobile ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 781-65

Imprimerie Tracy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1965, constituant en corporation: André Bélisle, Robert Sacchitelle, Jacques Désormeau et Rolland Blais, avocats, de 1595, rue St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et conseillers en publicité et faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Tracy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1675, rue St-Denis, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1105-65

Imprimerie Trudeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Marcel Trudeau, imprimeur, 74, de Caumont, Boucherville, Antoine Mireault, vendeur, 850, Montcalm, Ste-Marie-Salomé, et Paul Roy, gérant de ventes, 682, Charles-Lussier, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Trudeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 889-65

L'Institut contre la faim «Fame Pereo» inc.
The Institute Against Hunder
« Fame Pereo » Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

of Quebec, incorporating: Pierre Lafontaine, notary, Danielle Crevier, secretary, and Jean Lamontagne, student, all three of 400 Labelle, Chomedey, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles, their accessories and parts and to act as garage keepers, under the name of "Ile Jésus automobile ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 781-65

Imprimerie Tracy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Bélisle, Robert Sacchitelle, Jacques Désormeau, and Rolland Blais, advocates, of 1595 St. Hubert St., Montreal, for the following purposes:

To act as publicity agents and advisers, and to carry on business as printers, under the name of "Imprimerie Tracy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1675 St. Denis St., Tracy, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1105-65

Imprimerie Trudeau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Trudeau, printer, 74 de Caumont, Boucherville, Antoine Mireault, salesman, 850 Montcalm, Ste-Marie-Salomé, and Paul Roy, sales manager, 682 Charles-Lussier, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie Trudeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 889-65

L'Institut contre la faim "Fame Pereo" inc.
The Institute Against Hunger
"Fame Pereo" Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 22e jour de février 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Raoul Bernier, industriel, 1203, boulevard Mont-Royal, Outremont, Florent Marcil, industriel, 106, Dulwich, St-Lambert, et René Paré, avocat et conseil en loi de la Reine, 535, avenue Outremont, Outremont, pour les objets suivants:

Promouvoir de l'assistance et de l'aide spirituelles et matérielles à toutes populations ou parties de populations, associations, missions ou personnes en ayant besoin, au Canada et dans toutes les parties du monde non prohibées par le Gouvernement du Canada, sous le nom de « L'Institut contre la faim « Fame Pereo » inc. — The Institute Against Hunger « Fame Pereo » Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 800-65

the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raoul Bernier, industrialist, 1203, Mount-Royal Blvd., Outremont, Florent Marcil, industrialist, 106, Dulwich, St-Lambert, and René Paré, advocate and Queen's Counsel, 535, Outremont Ave., Outremont, for the following purposes:

To provide spiritual and material assistance and aid to all populations or parts of populations, associations, missions or individuals in need, in Canada and in all parts of the world where not prohibited by the Canadian Government, under the name of "L'Institut contre la faim "Fame Pereo" inc. — The Institute Against Hunger "Fame Perio" Inc.".

The amount to which the value of the immovcable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10327 800-65

Institut National des viandes inc.
National Meat Institute Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Roger Fortier, industriel, 3515, boulevard Mille Iles, St-François, Henri Koot, professeur, 318, Jubinville, Pont-Viau, Ovila Fortier, industriel, Anna Biron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ovila Fortier, Jean Fortier, industriel, tous trois de 80, Somerville, André Bourgeois, instructeur, 6732, 31e avenue, et Napoléon Desmarais, assistant-directeur, 3450, Bohlé, ces cinq derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger une ou des écoles de coupe de viandes, de boucher, de charcuterie, de tripier et de rôtisseur, sous le nom de « Institut National des viandes inc. — National Meat Institute Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 733-65

Institut National des viandes inc.
National Meat Institute Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Fortier, industrialist, 3515, Mille Iles Boulevard, St-Francis, Henri Koot, professor, 318 Jubinville, Pont-Viau, Ovila Fortier, industrialist, Anna Biron, housewife, wife separate as to property of the said Ovila Fortier, Jean Fortier, industrialist, all three of 80, Somerville, André Bourgeois, instructor, 6732, 31st Avenue, and Napoléon Desmarais, assistant-director, 3450, Bohlé, the last five of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct one or several schools of meat cutting, butchery, pork-butchery, tripe business and catering in roasts, under the name of "Institut National des viandes inc. — National Meat Institute Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10327 733-65

Mack Kaufman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1965, constituant en corporation: Max Slapack, 5562, avenue Glencrest, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990, avenue Soissons, Montréal, tous deux avocats et conseils en loi de la reine, et Arthur Shulman, avocat, 3445, avenue Ridgewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Mack Kaufman Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé

Mack Kaufman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Slapack, 5562 Glencrest Avenue, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990 Soissons Avenue, Montreal, both advocates and Queen's Counsels, and Arthur Shulman, advocate, 3445 Ridgewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Mack Kaufman Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided

en 400 actions ordinaires de $50 chacune et 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 55, Mont Royal ouest, chambre 201, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1070-65

into 400 common shares of $50 each and 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 55 Mount Royal West, Room 201, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1070-65

Koc incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1965, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Denyse Cadieux, réceptionniste, 410, rue Prieur, est, Montréal, et Jeannette Brodeur, secrétaire, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, ces deux dernières filles majeures usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de poisson et généralement faire le commerce de tous produits alimentaires, sous le nom de « Koc incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rang du Vide, Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 807-65

Koc incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Boulevard, Chambly, Denyse Cadieux, receptionist, 410 Prieur St., East, Montreal, and Jeannette Brodeur, secretary, 3450 Durocher, apt. 31, Montreal, the latter two filles majeures usant de leurs droits, for the following purposes:

To carry on business as fish merchants and to deal in food products in general, under the name of "Koc incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at range du Vide, Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 807-65

Noël Lalande ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Maurice Rochette, comptable, Claudette Raymond, secrétaire, célibataire, tous deux de 561, boulevard Crémazie, est, Montréal, et Louis-Philippe Brault, administrateur, 2235 Dudemaine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Noël Lalande ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au buréau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 813-65

Noël Lalande ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Rochette, accountant, Claudette Raymond, secretary, spinster, both of 561 Crémazie Boulevard, East, Montreal, and Louis-Philippe Brault, executive, 2235 Dudemaine, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of oil, grease, petroleum and all their products, and natural gas, under the name of "Noël Lalande ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Scholastique, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 813-65

Laliberté & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Michel Cogger, 90, avenue Royale, St-Pierre, Ile d'Orléans, Pierre Verge, 11, des Remparts, Québec, et Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, Ste-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Laliberté & associés inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Cogger, 90 Royal Avenue, St-Pierre, Ile d'Orléans, Pierre Verge, 11 Des Ramparts, Quebec, and Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, Ste-Foy, all three advocates, for the following purposes:

Faire affaires comme administrateurs de services alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Laliberté & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1300, rue de la Visitation, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 993-65

To carry on business as administrators of food services of all kinds, under the name of "Laliberté & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at 1300 de la Visitation St., Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 993-65

La Miler Masonry Works Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Domenico La Posta, entrepreneur, 34, rue Adam, Châteauguay-Centre, Leo Sabatino Cesari, entrepreneur, 2236, avenue Wilson, Montréal, et Françoise Blanchette, secrétaire, célibataire, 275, rue St-Jacques ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « La Miler Masonry Works Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2236, avenue Wilson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 776-65

La Miler Masonry Works Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Domenico La Posta, contractor, 34 Adam Street, Châteauguay-Centre, Leo Sabatino Cesari, contractor, 2236 Wilson Avenue, Montreal, and Françoise Blanchette, secretary, spinster, 275 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "La Miler Masonry Works Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2236 Wilson Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 776-65

Laurentide Tile Co. Ltd.
La Cie de tuile Laurentide ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712, avenue Wilderton, Montréal, et Pinja E. Blitt, 4505, avenue Plamondon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de tuile, sous le nom de « Laurentide Tile Co. Ltd.— La Cie de tuile Laurentide ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 32, rue Gauthier, Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 917-65

Laurentide Tile Co. Ltd.
La Cie de tuile Laurentide ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton Avenue, Montreal, and Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of tile contractors, under the name of "Laurentide Tile Co. Ltd.— La Cie de tuile Laurentide ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 32 Gauthier Street, Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 917-65

Leimil Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Leimil Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Par I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Harold S. Freeman, 4578, avenue Wilson, Montréal, John J. Wasserman, 513, Grosvenor, Westmount, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, Ethel Bennett, secrétaire, épouse séparée de biens d'Oscar Bennett, 5962, avenue Westbury, Montréal, et Jeannine Tellier, secrétaire, épouse séparée de biens de Fernand Tellier, 1093, 4e avenue, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Leimil Holdings Corp. » avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1001-65

Lemay & Lemire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Lemay, vendeur, 456, Gérin-Lajoie, Nicolet, Louis-Paul Lemire, vendeur, 283, Notre-Dame, Nicolet, et Maurice Guillemette, gérant, St-Grégoire, comté de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Lemay & Lemire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1042-65

Paul Lussier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Ludovic Flamand, plombier, 298, rue Gilbert, Paul-Yvon Lussier, débosseleur, 254, rue Vaudreuil, tous deux d'Arvida, et Raymond Tremblay, cuviste, 286, rue St-Jean-Baptiste, Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Paul Lussier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 128, boulevard Taschereau, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secré aire e la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 997-65

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold S. Freeman, 4578 Wilson Avenue, Montreal, John J. Wasserman, 513 Grosvenor, Westmount, both advocates and Queen's Counsels, Ethel Bennett, secretary, wife separate as to property of Oscar Bennett, 5962 Westbury Avenue, Montreal, and Jeannine Tellier, secretary, wife separate as to property of Fernand Tellier, 1093, 4th Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Leimil Holdings Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of the par value of $10 each and 2,500 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1001-65

Lemay & Lemire inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Lemay, salesman, 456 Gérin-Lajoie, Nicolet, Louis-Paul Lemire, salesman, 283 Notre-Dame, Nicolet, and Maurice Guillemette, manager, St-Grégoire, county of Nicolet, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "Lemay & Lemire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1042-65

Paul Lussier ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ludovic Flamand, plumber, 298 Gilbert St., Paul-Yvon Lussier, auto-body repair man, 254 Vaudreuil St., both of Arvida, and Raymond Tremblay, pot man, 286 St-Jean-Baptiste St., Jonquière, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles, their accessories and parts, and to act as garage keepers, under the name of "Paul Lussier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 128 Taschereau Boulevard, Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 997-65

M.C. équipement inc.
M.C. Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Marcel Chartier, 157, Désilets, Trois-Rivières, Gilles Gauthier, 56A, rue Notre-Dame, Louiseville, tous deux avocats, et Florentine Tourigny, secrétaire, célibataire majeure, 562, Ste-Ursule, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « M.C. équipement inc. — M.C. Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 720-65

M.C. équipement inc.
M.C. Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Chartier, 157 Désilets, Trois-Rivières Gilles Gauthier, 56A Notre-Dame St., Louiseville, both advocates, and Florentine Tourigny, secretary, spinster of the full age of majority, 562 Ste-Ursule, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles, their parts and accessories and to act as garage keepers, under the name of "M.C. équipement inc. — M.C. Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 720-65

Magasin Lavoie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1965, constituant en corporation: Léopold Lavoie, homme d'affaires, Marie-Reine LeBlanc, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léopold Lavoie, et Simon Levesque, comptable, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Magasin Lavoie ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 616, 3e Avenue, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 903-65

Magasin Lavoie ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léopold Lavoie, businessman, Marie-Reine LeBlanc, housewife, wife separate as to property of the said Léopold Lavoie, and Simon Levesque, accountant, all three of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Magasin Lavoie ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each and 600 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 616, 3rd Avenue, Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 903-65

Manoir Nominingue inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 247, rue De Bellefeuille, Denise Poirier, secrétaire, 218, rue Dorion, tous deux de St-Eustache, et Guy Bélisle, notaire, 47, Grande-Côte, paroisse de St-Eustache, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et maisons de touristes, sous le nom de « Manoir Nominingue inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nominingue, district judiciaire de Labelle.

Manoir Nominingue inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Lachance, notary, 247 de Bellefeuille St., Denise Poirier, secretary, 218 Dorion St., both of St-Eustache, and Guy Bélisle, notary, 47 Grande-Côte, St-Eustache parish, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps and tourist houses, under the name of "Manoir Nominingue inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Nominingue, judicial district of Labelle.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 943-65

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 943-65

Marché Bel Air inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jacques Martin, comptable agréé, 556, boulevard Manseau, Paul Venne et Émile Adam, comptables, de 398, rue Notre-Dame, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Bel Air inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 801-65

Marché Bel Air inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Martin, chartered accountant, 556 Manseau Blvd., Paul Venne and Émile Adam, accountants, of 398 Notre-Dame St., all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Bel Air inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 801-65

P. H. Marineau (1965) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1965, constituant en corporation: Georges Sirois, imprimeur, 3570, Duvernay, Pierre Garceau, avocat, 2365, Nicolas-Perrot, et Pierre Beaudoin, comptable agréé, 711, des Peupliers, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « P. H. Marineau (1965) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 143, rue St-Antoine, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1227-65

P. H. Marineau (1965) ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Sirois, printer, 3570 Duvernay, Pierre Garceau, advocate, 2365 Nicolas-Perrot, and Pierre Beaudoin, chartered accountant, 711 des Peupliers, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "P. H. Marineau (1965) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 143 St-Antoine St., Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1227-65

Marthe Children's Wear Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Baruch Pollack, 6085, De Vimy, Montréal, Aaron Pollack, 1827, avenue North, Montréal, et Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Marthe Children's Wear Mfg. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Marthe Children's Wear Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, 6085, De Vimy, Montreal, Aaron Pollack, 1827, North Avenue, Montreal, and Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Marthe Children's Wear Mfg. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1115-65

Maurice B.A. Rambler Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1965, constituant en corporation: Maurice Portelance, agent, Antoine Portelance, commis, et Denise Portelance, secrétaire, célibataire, tous trois de 5, 8e rue, Noranda, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs pièces et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Maurice B.A. Rambler Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 190, avenue Murdoch, Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 5687-64

Metalix Products Ltd.
Les Produits Metalix ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: James Healey, contremaître, Monique Cabell, ménagère, épouse séparée de biens dudit James Healey, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 153, rue Paré, Rosaire Sylvain, contremaître, et Gisèle Villeneuve, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rosaire Sylvain, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 53, rue Lauzon, tous quatre de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en métal, sous le nom de « Metalix Products Ltd.— Les Produits Metalix ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 153, rue Paré, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 812-65

Meubles Ariad inc.
Ariad Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Laurent Joyal, architecte, 471, Brock, Frances Le Sauteur, secrétaire, épouse séparée

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1115-65

Maurice B.A. Rambler Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Portelance, agent, Antoine Portelance, clerk, and Denise Portelance, secretary, spinster, all three of 5, 8th Street, Noranda, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories and to do business as garage-keepers, under the name of "Maurice B.A. Rambler Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 190, Murdoch Avenue, Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 5687-64

Metalix Products Ltd.
Les Produits Metalix ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Healey, foreman, Monique Cabell, housewife, wife separate as to property of said James Healey, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 153, Paré St. Rosaire, Sylvain, foreman, and Gisèle Villeneuve, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rosaire Sylvain, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 53 Lauzon St., all four of St-Jérôme, for the following purposes:

To deal in metal goods and articles, under the name of "Metalix Products Ltd.— Les Produits Metalix ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 153 Paré Street, St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 812-65

Meubles Ariad inc.
Ariad Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Joyal, architect, 471 Brock, Frances Le Sauteur, secretary, wife separate as to property of Robert

de biens de Robert Houde, 475, Cockburn, tous deux de Drummondville, et Laurent Rajotte, ajusteur d'assurance, 131, avenue des Lilas, Drummondville-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles Ariad inc.— Ariad Furniture Inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 750 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 870-65

Meubles Bertrand Ross inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Maurice Tessier, Charles D'Anjou, avocats, et Odette Gagnon, secrétaire, fille majeure, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles Bertrand Ross inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 845-65

Meubles Cabano inc.
Cabano Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patents, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Réal Dubé, industriel, Aline Blanchet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Réal Dubé, et Jean Savard, commis-comptable, tous trois de Cabano, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de meubles, sous le nom de « Meubles Cabano inc.— Cabano Furniture Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 837-65

Molise construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Lorraine Parent, secrétaire, célibataire majeure, Rita Pesant, secrétaire, veuve

Houde, 475 Cockburn, both of Drummondville, and Laurent Rajotte, insurance adjuster, 131 des Lilas Avenue, Drummondville-West, for the following purposes:

To carry on the business of furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles Ariad inc.— Ariad Furniture Inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal value and 750 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Drummondville-Sud, judicial district of Drummond.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 870-65

Meubles Bertrand Ross inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Tessier, Charles D'Anjou, advocates, and Odette Gagnon, secretary, fille majeure, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles Bertrand Ross inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 845-65

Meubles Cabano inc.
Cabano Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Dubé, industrialist, Aline Blanchet, housewife, wife separate as to property of the said Réal Dubé, and Jean Savard, clerk accountant, all three of Cabano, for the following purposes:

To deal in industry and commerce of furniture, under the name of "Meubles Cabano inc.— Cabano Furniture Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 200 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cabano, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 837-65

Molise construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lorraine Parent, secretary, spinster of the full age of majority, Rita Pesant, secretary, unremarried

non remariée de Gaston Chagnon, et Jean-Claude Hamel, notaire, tous trois de 6879, boulevard St-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Molise construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1016-65

widow of Gaston Chagnon, and Jean-Claude Hamel, notary, all three of 6879 St. Lawrence Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Molise construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1016-65

Montreal Cable Systems Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la premlère partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: J. Roy Hoffman, c.r., 4918, avenue Mayfair, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, tous deux de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal, ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à fournir des moyens servant à la transmission, retransmission, transport, relayage, diffusion, enregistrement, reproduction et réception de la télévision, de signaux et programmes radiophoniques, sous le nom de « Montreal Cable Systems Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1098-65

Montreal Cable Systems Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J. Roy Hoffman, Q.C., 4918 Mayfair Avenue, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, both of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of providing means for transmission, re-transmission, conveying, relaying, diffusion, recording, reproduction and reception of television, radio signals and radiophonic programmes, under the name of "Montreal Cable Systems Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1098-65

Motel du Vallon limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jacques Marquis, avocat, 2644, Louvrière, Ste-Foy, Marie Boisvert, secrétaire, 928, Murray, Québec, et Marc Jessop, avocat, 2748, boulevard Liégeois, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel du Vallon limitée », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Rolland, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1188-65

Motel du Vallon limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Marquis, advocate, 2644 Louvrière, Ste-Foy, Marie Boisvert, secretary, 928 Murray, Quebec, and Marc Jessop, advocate, 2748 Liégeois Blvd., Ste-Foy, for the following purposes:

To operate motels, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel du Vallon limitée", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Mont-Rolland, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1188-65

Motel du Vieux Fort inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en

Motel du Vieux Fort inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernar-

corporation: Bernardin Blanchet, 180, de Bernières, Jules Blanchet, 890, Bégin, tous deux avocats, de Québec, et Fleur-Reine Durand, secrétaire, fille majeure, 2379, avenue Royale, Courville, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, restaurants et bar-salons, sous le nom de « Motel du Vieux Fort inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera route numéro 2, Lauzon, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 793-65

Robert Nadeau limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1965, constituant en corporation: Robert Nadeau, garagiste, Mme Robert Nadeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Nadeau, et Benoit Turmel, mécanicien, tous trois de Ste-Marie, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Robert Nadeau limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Marie, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1108-65

Nettoyeurs Français inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Dovilio Scattolon, 8365, rue Wiseman, Jacques Armstrong, rue Lafontaine, et Claude Morency, 6503, rue Casgrain, tous trois vendeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Nettoyeurs Français inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1082-65

L'Oeuvre des loisirs de St-Firmin de Baie Ste-Catherine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

din Blanchet, 180 de Bernières, Jules Blanchet, 890 Bégin, both advocates, of Quebec, and Fleur-Reine Durand, secretary, fille majeure, 2379 Royal Avenue, Courville, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, restaurants and cocktail lounges, under the name of "Motel du Vieux Fort inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Road number 2, Lauzon, county of Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 793-65

Robert Nadeau limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Nadeau, garage keeper, Mrs. Robert Nadeau, housewife, wife separate as to property of the said Robert Nadeau, and Benoit Turmel, mechanic, all three of Ste-Marie, county of Beauce, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles, their accessories and parts and to act as garage keepers, under the name of "Robert Nadeau limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Marie, county of Beauce, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1108-65

Nettoyeurs Français inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dovilio Scattolon, 8365 Wiseman St., Jacques Armstrong, Lafontaine St., and Claude Morency, 6503 Casgrain St., all three salesmen, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Nettoyeurs Français inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1082-65

L'Oeuvre des loisirs de St-Firmin de Baie Ste-Catherine inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Bouliane, commis, Padoue Savard, maître de poste, Joseph Laprise, marchand, Léo Dallaire, assistant-gardien de phares, Antoine Therrien, gardien de phares, Wellie Foster, cultivateur, et Benoit Imbeault, cultivateur, tous sept de Baie Ste-Catherine, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « L'Oeuvre des loisirs de St-Firmin de Baie Ste-Catherine inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Baie Ste-Catherine, district judiciaire de Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 3512-63

Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Bouliane, clerk, Padoue Savard, post-master, Joseph Laprise, merchant, Léo Dallaire, lighthouse assistant-guardian, Antoine Therrien, lighthouse guardian, Wellie Foster, farmer, and Benoit Imbeault, farmer, all seven of Baie Ste-Catherine, for the following purposes:

Organisation of leisure time, under the name of "L'Oeuvre des loisirs de St-Firmin de Baie Ste-Catherine inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Baie Ste-Catherine, judicial district of Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 3512-63

L'Optique Credo, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1965, constituant en corporation: Paul Chartrain, avocat, 255, boulevard St-Cyrille, ouest, Québec, Colette Roy, secrétaire, fille majeure, 1368, chemin Ste-Foy, Québec, et Eugène Fortin, technicien, 250, Fraser, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme opticiens, polisseurs de verre et fabricants de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « L'Optique Credo, inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 869, rue St-Joseph, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 791-65

L'Optique Credo, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Chartrain, advocate, 255 St-Cyrille Blvd., west, Quebec, Colette Roy, secretary, fille majeure, 1368 Ste-Foy Road, Quebec, and Eugène Fortin, technician, 250 Fraser, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as opticians, polishers and manufacturers of all kinds of lens, under the name of "L'Optique Credo, inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 869, St-Joseph St., East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 791-65

Patenaude industries inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: J.-Aurèle Patenaude, industriel, 320, boulevard Gouin, est, Montréal, Adrien Cyr, industriel, 365, Croissant de Bernière, Duvernay, et Philippe Guay, avocat, 400, Kensington, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et mécaniciens, sous le nom de « Patenaude industries inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 900 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 907-65

Patenaude industries inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Aurèle Patenaude, industrialist, 320 Gouin Boulevard, East, Montreal, Adrien Cyr, industrialist, 365 Croissant de Bernière, Duvernay, and Philippe Guay, advocate, 400 Kensington, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and mechanics, under the name of "Patenaude industries inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each, 900 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and 5,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 907-65

Pépinière Cramer inc.
Cramer Nursery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1965, constituant en corporation: André Perreault, avocat, 4353, Girouard, Montréal, Normand Duval, avocat, 2185, Nicolas-Perrot, Montréal, et Raymonde Lamarche, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 8832, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateur de graines, sous le nom de « Pépinière Cramer inc.— Cramer Nursery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, boulevard Métropolitain, Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1125-65

Pépinière Cramer inc.
Cramer Nursery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Perreault, advocate, 4353 Girouard, Montreal, Normand Duval, advocate, 2185 Nicolas-Perrot, Montreal, and Raymonde Lamarche, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 8832, St. Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen, and grain growers, under the name of "Pépinière Cramer inc.— Cramer Nursery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 400 Metropolitan Blvd., Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1125-65

Photof - Set Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1964, constituant en corporation: Louis-Philippe L'Abbé, imprimeur, 8011, Châteaubriand, Roland Robitaille, imprimeur, 7997, Châteaubriand, et Gérard Desjardins, comptable, 2033, Jean-Talon, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Photof – Set Printing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 5109-64

Photof - Set Printing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe L'Abbé, printer, 8011 Châteaubriand, Roland Robitaille, printer, 7997 Châteaubriand, and Gérard Desjardins, accountant, 2033, Jean-Talon, East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of publishers, printers, engravers, binders and other similar trades, under the name of "Photof – Set Printing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 5109-64

Place Renaud ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1965, constituant en corporation: Bernard Denault, constructeur, 1556, Louise, Janine Vinet, secrétaire, fille majeure, 1050, Pie X, et Gilles Dumoulin, notaire, 772, Laval, tous trois de Chomedey, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Place Renaud ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1556, Louise, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 604-65

Place Renaud ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Denault, builder, 1556 Louise, Janine Vinet, secretary, fille majeure, 1050 Pie X, and Gilles Dumoulin, notary, 772 Laval, all three of Chomedey, for the following purposes:

To carry on business as a real estates and construction company, under the name of "Place Renaud ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1556 Louise, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 604-65

Polycol ltée
Polycol Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, 8715, rue de Grosbois, Montréal, Réjean R. Lefrançois, 763, avenue Querbes, Outremont, tous deux avocats, et Line Beaudoin, secrétaire, fille majeure, 330, avenue Brixton, St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits adhésifs, solvents, calfeutrage, revêtements, agents de conservation, produits chimiques et plastiques, résine et toutes sortes de matériaux et approvisionnements de construction, sous le nom de « Polycol ltée — Polycol Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 849-65

Polycol ltée
Polycol Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Reginald D. Tormey, 8715 de Grosbois Street, Montreal, Réjéan R. Lefrançois, 763 Querbes Avenue, Outremont, both lawyers, and Line Beaudoin, secretary, spinster of the full age of majority, 330 Brixton Avenue, St-Lambert, for the following purposes:

To deal in adhesives, solvents, caulking, coating, preservative, chemical and plastic products, resins and all types of building materials and supplies, under the name of "Polycol ltée — Polycol Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at St-Léonard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 849-65

Port Royal Apartments Inc.
Les Appartements Port-Royal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1965, constituant en corporation: Kenneth Simpson Howard, avocat, 1289, chemin Caledonia, Mont Royal, Raymond Crevier, avocat, 245, avenue Outremont, Outremont, Michel-Adrien Gagnon, avocat, 3769, avenue Grey, Montréal, William Patrick Creagh, commis en loi, 919, chemin Caledonia, Mont Royal, Ernest William Mockridge, gérant, 324, avenue Mercille, St-Lambert, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, et Charles Eric Humphrey, teneur de livres, 7376, avenue Truman, Verdun, pour les objets suivants:

Faire le négoce et exercer le commerce d'une certaine propriété immobilière, sous le nom de « Port-Royal Apartments Inc.— Les Appartements Port-Royal inc. », avec un capital-actions divisé en 200,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera 1455, rue rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1034-65

Port Royal Apartments Inc.
Les Appartements Port-Royal inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Kenneth Simpson Howard, lawyer, 1289 Caledonia Road, Mount Royal, Raymond Crevier, lawyer, 245 Outremont Avenue, Outremont, Michel-Adrien Gagnon, lawyer, 3769 Grey Avenue, Montreal, William Patrick Creagh, law clerk, 919 Caledonia Road, Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, 324 Mercille Avenue, St-Lambert, Clifford Geroge Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, and Charles Eric Humphrey, bookkeeper, 7376 Truman Avenue, Verdun, for the following purposes:

To deal in and with a certain immoveable property, under the name of "Port-Royal Apartments Inc. — Les Appartements Port-Royal inc.", with a capital stock divided into 200,000 shares without par value.

The head office of the company will be at 1455 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1034-65

Les Produits sanitaires Roma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1965, constituant en corporation: Pierre Chalifour, commerçant, Claire B. Chalifour, ménagère, épouse dudit Pierre Chalifour, tous deux de 2094, boulevard Masson, Les Saules, et Jean-Paul Gagnon, comptable, 868, Eymard, Québec, pour les objets suivants:

Les Produits sanitaires Roma inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Chalifour, trader, Claire B. Chalifour, housewife, wife of said Pierre Chalifour, both of 2094 Masson Boulevard, Les Saules, and Jean-Paul Gagnon, accountant, 868, Eymard, Quebec, for the following purposes:

Faire le commerce de produits et accessoires nécessaires à l'entretien et au nettoyage, sous le nom de « Les Produits sanitaires Roma inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Les Saules, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 894-65

To deal products and accessories necessary for maintenance and cleaning, under the name of "Les Produits sanitaires Roma inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Les Saules, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 894-65

Raymor Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Peter Cooperberg, étudiant, 395, chemin Côte-Ste-Catherine, Outremont, Benjamin L. Louis, avocat et conseil en Loi de la reine, 551, Roslyn, Westmount, Martha Bent, secrétaire, fille majeure, 3464, Hutchison, Montréal, et Micheline Béliveau, teneuse de livres, fille majeure, 917, boulevard St-Joseph est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Raymor Corporation », avec un capital total de $410,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 396, chemin Côte-Ste-Catherine, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1050-65

Raymor Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Peter Cooperberg, student, 395 Côte-Ste-Catherine Road, Outremont, Benjamin L. Louis, advocate and Queen's Counsel, 551 Roslyn, Westmount, Martha Bent, secretary, fille majeure, 3464 Hutchison, Montreal, and Micheline Béliveau, bookkeeper, fille majeure, 917 St-Joseph Boulevard East, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Raymor Corporation", with a total capital stock of $410,000, divided into 5,000 class "A" shares of a par value of $1 each, 5,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 4,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 396 Côte-Ste-Catherine Road, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1050-65

Renaud électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Renaud Fréchettte, maître électricien, Alice Fréchette, ménagère, épouse commune en biens d'Adolphe Fréchette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Raymond Hébert, électricien, tous trois de Rock Forest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises électriques, sous le nom de « Renaud électrique inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rock Forest, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 873-65

Renaud électrique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Renaud Fréchette, master electrician, Alice Fréchette, housewife, wife common as to property of Adolphe Fréchette, and duly authorized by him for the purpose of these presents and Raymond Hébert, electrician, all three of Rock Forest, for the following purposes:

To deal in all electrical products, under the name of "Renaud électrique inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rock Forest, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province

10327 873-65

Restaurant Au Vieux Poêle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Restaurant Au Vieux Poêle inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Pierre Godbout, avocat, 50, Les Érables, Laval-sur-le-Lac, Paul Makris, restaurateur, 8148, rue Wiseman, et Josette J. Olivier, secrétaire, fille majeure, 1421, rue Bishop, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Au Vieux Poêle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 916-65

Richelieu Trailer Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1965, constituant en corporation: Pierre Desfosses, Henryville, Ghislain Coupal, 634, rue Anyon, Greenfield Park, et F.-René Desfosses, 3115, Jean-Brillant, Montréal, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de roulottes, maisons-mobiles et autres véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Richelieu Trailer Sales Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Henryville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 810-65

Rive Sud fourrures inc.
South Shore Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Maurice Brisson, fourreur et commerçant de fourrures, 112, boulevard Lemoyne, Longueuil, Lionel Beausoleil, vendeur, 32, St-Henri, St-Hilaire-sur-Richelieu, et Pierre Robillard, avocat, 171, de l'École, McMasterville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrure, sous le nom de « Rive Sud fourrures inc.— South Shore Furs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 480, rue Lafayette, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 715-65

Rotec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, incorporating: Pierre Godbout, advocate, 50 Maple, Laval-sur-le-Lac, Paul Makris, restaurateur, 8148, Wiseman St., and Josette J. Olivier, secretary, fille majeure, 1421 Bishop St., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Au Vieux Poêle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 916-65

Richelieu Trailer Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Desfosses, Henryville, Ghislain Coupal, 634 Anyon St., Greenfield Park, and F.-René Desfosses, 3115 Jean-Brillant, Montreal, all three salesmen, for the following purposes:

To carry on the business of trailers, mobile houses and other motor vehicles, their accessories and parts and to act as garage keepers, under the name of "Richelieu Trailer Sales Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Henryville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 810-65

Rive Sud fourrures inc.
South Shore Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Brisson, furrier and fur merchant, 112 Lemoyne Boulevard, Longueuil, Lionel Beausoleil, salesman, 32 St-Henri, St-Hilaire-sur-Richelieu, and Pierre Robillard, advocate, 171 de l'École, McMasterville, for the following purposes:

To carry on the fur business, under the name of "Rive Sud fourrures inc. — South Shore Furs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 480 Lafayette Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 715-65

Rotec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Jean A. Desjardins, avocat, 721, avenue Hartland, Outremont, Lucille St-Denis, secrétaire, fille majeure, 3789, rue Bélanger, est, Montréal, Huguette Bourdon, secrétaire, fille majeure, 906, boulevard Duhamel, Ile-Perrot, Monique Dupuis, dactylo, fille majeure, 4704, rue Adam, Montréal, et Ginette Murray, secrétaire, fille majeure, 2351, rue Bellechasse, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme analystes et conseillers en matières administratives, commerciales, économiques, industrielles, scientifiques, techniques et autres, sous le nom de « Rotec inc. », avec un capital divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera 4200, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 844-65

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean A. Desjardins, advocate, 721, Hartland Avenue, Outremont, Lucille St-Denis, secretary, fille majeure, 3789 Bélanger St., east, Montreal, Huguette Bourdon, secretary, fille majeure, 906 Duhamel Boulevard, Ile-Perrot, Monique Dupuis, typist, fille majeure, 4704 Adam St., Montreal, and Ginette Murray, secretary, fille majeure, 2351 Bellechasse St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as analysts and consultants in administrative commercial, economical industrial, scientific, technical and other purposes, under the name of "Rotec Inc.", with a capital divided into 8,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at 4200 Dorchester Boulevard, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 844-65

S.F. Machinery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Rose-Marie Weissman, secrétaire, célibataire, 7921, chemin Wavell, A. Arnold Lechter, avocat, 5764, Blossom, tous deux de Côte-St-Luc, et Issie Sternthal, administrateur, 4812, Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier de construction mécanique, sous le nom de « S.F. Machinery Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Rémi, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1027-65

S.F. Machinery Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rose-Marie Weissman, secretary, spinster, 7921 Wavell Road, A. Arnold Lechter, advocate, 5764 Blossom, both of Côte-St-Luc, and Issie Sternthal, executive, 4812 Isabella, Montreal, for the following purposes:

To operate a machine shop, under the name of "S.F. Machinery Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Rémi, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1027-65

Sam automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1965, constituant en corporation: Joseph N. Vaugeois, garagiste, Geneviève Martel, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph N. Vaugeois, tous deux de 169, rue Fusey, et Marcel Ampleman, comptable, 75, De Grandmont, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Sam automobile inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 194, rue Fusey, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 885-65

Sam automobile inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph N. Vaugeois, garage keeper, Geneviève Martel, housewife, wife separate as to property of the said Joseph N. Vaugeois, both of 169 Fusey St., and Marcel Ampleman, accountant, 75 De Grandmont, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles, their accessories and parts, and to act as garage keepers, under the name of "Sam automobile inc.", with a total capital of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 194 Fusey St., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières

Given at the office of the Provincial Secretary this 25th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 885-65

Selesco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Yves Des Côtes, administrateur, Ghislaine Naud, ménagère, épouse dudit Yves Des Côtes, tous deux de 1095, Croissant Dieppe, Duvernay, André Drouin, avocat, Marielle Lemire, ménagère, épouse dudit André Drouin, tous deux de 6790, Louis-Hémon, Montréal, Normand Meunier, vendeur, 10165, Grande-Allée, Montréal, Lucien Locat, administrateur, 6781, Louis-Hémon, Montréal, et Vincent Radino, notaire, 5707, de Repentigny, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Selesco inc. », avec un capital total total de $200,000, divisé en 2,100 actions ordinaires de $10 chacune et en 17,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 966-65

Selesco inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves Des Côtes, administrator, Ghislaine Naud, housewife, wife of the said Yves Des Côtes, both of 1095 Croissant Dieppe, Duvernay, André Drouin, advocate, Marielle Lemire, housewife, wife of the said André Drouin, both of 6790 Louis-Hémon, Montreal, Normand Meunier, salesman, 10165 Grande-Allée, Montreal, Lucien Locat, administrator, 6781 Louis-Hémon, Montreal, and Vincent Radino, notary, 5707 de Repentigny, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Selesco inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,100 common shares of $10 each and 17,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 966-65

R. Seltzer Dress Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1965, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, Fulton, Montréal, Marjorie Green, secrétaire, célibataire, 143, rue Richelieu, St-Jean, Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire, 6427, MacDonald, Montréal, et Frank Godine, avocat, 4800, Côte-des-Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires et accessoires s'y rattachant, sous le nom de « R. Seltzer Dress Company », avec un capital total de $40,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 979-65

R. Seltzer Dress Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Conrad Shatner, advocate, 4725 Fulton, Montreal, Marjorie Green, secretary, spinster, 143 Richelieu Street, St. John, Rhoda Cohen, secretary, spinster, 6427 MacDonald, Montreal, and Frank Godine, attorney, 4800 Côte-des-Neiges, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and accessories thereof, under the name of "R. Seltzer Dress Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 979-65

The Sign Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Chaim Birnstok, gérant, 2960, avenue Van Horne, Neima Melnick, ménagère, épouse séparée de biens de Shimon Ash, 4640, rue Bourret, et Hershie Frankel, avocat, 6297, avenue McLynn, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs généraux, sous le nom de « The Sign Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

The Sign Center Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Chaim Birnstok, manager, 2960 Van Horne Avenue, Neima Melnick, housewife, wife separate as to property of Shimon Ash, 4640 Bourret Street, and Hershie Frankel, advocate, 6297 McLynn Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general printers, under the name of "The Sign Center Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1099-65

Small d.d. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1965, constituant en corporation: Harry Wolfe, industriel, 31, avenue Willow, Westmount, Norman N. Genser, avocat, 4850, Côte-St-Luc, Montréal, et Sydney Phillips, avocat, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Small d.d. Inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,750 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 746-65

Sondage Universel (1964) inc.
Universal Drilling (1964) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1964, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, rue Bloomfield, Outremont, Marcel Paquette, 1320, rue Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, et Roger Loiselle, 6965, Christophe-Colomb, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire des sondages et des études des sols, sous le nom de « Sondage Universel (1964) inc. — Universal Drilling (1964) Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 5393-64

Sportsmen's Delly and Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: George Oprici, restaurateur, 10920, rue St-Urbain, Léo Robidoux, chauffeurs, 2610, rue Delisle, tous deux de Montréal, et Jean Berhouet, comptable, 806, avenue Stuart, Outremont, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, cafés et « grills », sous le nom de « Sportsmen's Delly and Restaurant Ltd. », avec un capital total de $40,000,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1099-65

Small d.d. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of Province of Quebec, incorporating: Harry Wolfe, industrialist, 31 Willow Avenue, Westmount, Norman N. Genser, attorney, 4850 Côte-St-Luc, Montreal, and Sydney Phillips, attorney, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Small d.d. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each 1,500 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 3,750 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 746-65

Sondage Universel (1964) inc.
Universal Drilling (1964) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Broomfield St., Outremont, Marcel Paquette, 1320 Chanteclerc St., St-Bruno-de Montarville, et Roger Loiselle, 6965 Christophe-Colomb, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To execute drillings and studies of soils, under the name of "Sondage universel (1964) inc. — Universal Drilling (1964) Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 5393-64

Sportsmen's Delly and Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Oprici, restaurateur, 10920, St-Urbain Street, Léo Robidoux, chauffeur, 2610, Delisle Street, both of Montreal, and Jean Berhouet, accountant, 806, Stuart Avenue, Outremont, for the following purposes:

To operate restaurants, cafés and grills, under the name of "Sportsmen's Delly and Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $40,000,

divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1003-65

divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 390 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1003-65

Stahl Finish Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1965, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat et conseil en Loi de la reine, 32, Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, avocat, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, et Alan Zebulon Golden, avocat, 4067, avenue Vendôme, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits chimiques, substances et composés de toutes sortes, sous le nom de « Stahl Finish Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1120-65

Stahl Finish Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate and Queen's Counsel, 32 Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, advocate, 5714, Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, and Alan Zebulon Golden, advocate, 4067, Vendôme Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals and chemical products, materials and compounds of all kinds, under the name of "Stahl Finish Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1120-65

Super marché Raymond (Trois-Rivières) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1965, constituant en corporation: Pierre Garceau, avocat, 2365, Nicolas-Perrot, Trois-Rivières, Jocelyne Baribeau, secrétaire, fille majeure, 110, rue Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, et Pierre Beaudoin, comptable agréé, 711, des Peupliers, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Super marché Raymond (Trois-Rivières) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 988, rue St-Maurice, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1228-65

Super marché Raymond (Trois-Rivières) ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Garceau, advocate, 2365 Nicolas-Perrot, Trois-Rivières, Jocelyne Baribeau, secretary, fille majeure, 110 Beauchemin St., Cap-de-la-Madeleine, and Pierre Beaudoin, chartered accoutant, 711 des Peupliers, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Super marché Raymond (Trois-Rivières) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 988 St-Maurice St., Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1228-65

Super Marine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean-Louis Archambault, manufacturier, Robert Archambault, étudiant, tous deux de 6307, avenue Lennox, Montréal, et Jacques Racine, surintendant, 425, 67e avenue, Chomedey, pour les objets suivants:

Super Marine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Archambault, manufacturer, Robert Archambault, student, both of 6307 Lennox Avenue, Montreal, and Jacques Racine, superintendent, 425, 67th Avenue, Chomedey, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils et véhicules marins, sous le nom de « Super Marine Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 737-65

T & B Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, Kay Krompiec, Céline Trudeau, Carmen Lefebvre et Lesley A. Otter, ces quatre dernières secrétaires, célibataires, tous les cinq de 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de marchandises, articles et effets, et en faire le commerce, sous le nom de « T & B Manufacturing Ltd. », avec un capital total de $300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 299,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 167, Première rue, Iberville, district judiciaire de Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1045-65

Technique d'art inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1965, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, avocat, 2022, Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, avocat, 2015, Drummond, Montréal, et Catherine Ewart, secrétaire, épouse séparée de biens de Robert G. Ewart, 4639, Godard, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis, produits d'artisanat, articles de souvenirs, meubles, cadeaux, fournitures accessoires et bijouterie, sous le nom de « Technique d'art inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 445, Jean-Talon, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1046-65

Terrex Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corpo-

To carry on the business of all kinds of apparatus and marine vehicles, under the name of "Super Marine Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 737-65

T & B Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Monet, advocate, Kay Krompiec, Céline Trudeau, Carmen Lefebvre and Lesley A. Otter, the latter four secretaries, spinsters, all five of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, under the name of "T & B Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of $300,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 299,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 167 First Street, Iberville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1045-65

Technique d'art inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, advocate, 2022 Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, advocate, 2015 Drummond, Montreal, and Catherine Ewart, secretary, wife separate as to property of Robert G. Ewart, 4639 Godard, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in rugs, handicrafts, souvenirs, furniture, gift ware, furnishings, fixtures and jewellery, under the name of "Technique d'art inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 445 Jean-Talon West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1046-65

Terrex Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David,

ration: David Fleming, avocat, Stephen Fleming, notaire, et Cécile Dufresne, secrétaire, célibataire, tous trois de 500, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Terrex Industries Ltd. », avec un capital-actions divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera 7880, Des Vendéens, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10 mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1119-65

Thomson Gingras Lumber Co. (1965) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1965, constituant en corporation: Alfred Gingras, 311, rue Kensington, Normand Gingras, 4445, rue Jeanne d'Arc, tous deux industriels, et Jacqueline Ménard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Normand Gingras, 4445, rue Jeanne d'Arc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Industries et commerce du bois, sous le nom de « Thomson Gingras Lumber Co. (1965) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1723, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 761-65

Top Discount Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1965, constituant en corporation: Benjamin J. Greenberg, 4211, Grand-Boulevard, Stephen Goldschleger, 1000 McGregor, tous deux avocats, de Montréal, et Joan E. Stephens, secrétaire, fille majeure, 500, 40e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins à rayons de détail, sous le nom de « Top Discount Stores Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1022-65

Tower Provisions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Fleming, lawyer, Stephen Fleming, notary and Cécile Dufresne, secretary, spinster, all three of 500 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Terrex Industries Ltd.", with a capital stock divided into 8,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at 7880 Des Vendéens, Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1119-65

Thomson Gingras Lumber Co. (1965) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Gingras, 311 Kensington St., Normand Gingras, 4445 Jeanne d'Arc St., both industrialists, and Jacqueline Ménard, housewife, wife separate as to property of the said Normand Gingras, 4445 Jeanne d'Arc St., all three of Montreal, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Thomson Gingras Lumber Co. (1965) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of a nominal value of $100 each and 360 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 1723 St. James St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 761-65

Top Discount Stores Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benjamin J. Greenberg, 4211 Grand-Boulevard, Stephen Goldschleger, 1000 McGregor, both advocates, of Montreal, and Joan E. Stephens, secretary, spinster of the legal age of majority, 500, 40th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To operate retail departmental stores, under the name of "Top Discount Stores Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1022-65

Tower Provisions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor

du 23e jour de février 1965, constituant en corporation: Morton Bell, Lawrence Fligel et Saul Handelman, avocats, 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandise de toutes sortes se rapportant à l'épicerie, sous le nom de « Tower Provisions Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1929, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1047-65

A. R. Turpin ltée
A. R. Turpin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1965, constituant en corporation: A.-Roch Turpin, commerçant, 58, rue Principale, Grenville, Renée Lapointe, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Perron, 7597, Louis-Hébert, Montréal, et Gilles Cossette, avocat, 702, Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises, sous le nom de « A. R. Turpin ltée — A. R. Turpin Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnies sera 180, boulevard Dorchester, est, #118, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 866-65

Vac Imports Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, avocat et conseil en Loi de la reine, 4918, avenue Mayfair, Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, et Joyce Blond, avocate, fille majeure, 4850, chemin Côte-St-Luc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles, tissus, fils, draps de toutes sortes, marchandises de fantaisie, tricots, vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Vac Imports Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 1102-65

Villa Dr Leclerc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

of the Province of Quebec, incorporating: Morton Bell, Lawrence Fligel and Saul Handelman, advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds connected with groceries, under the name of "Tower Provisions Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1929 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1047-65

A. R. Turpin ltée
A. R. Turpin Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: A.-Roch Turpin, trader, 58 Main St., Grenville, Renée Lapointe, secretary, wife contractually separate as to property of Louis Perron, 7597 Louis-Hébert, Montreal, and Gilles Cossette, advocate, 702 Davaar, Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of goods, under the name of "A. R. Turpin ltée — A. R. Turpin Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 180, Dorchester Blvd., east, #118, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 866-65

Vac Imports Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Roy Hoffman, advocate and Queen's Counsel, 4918 Mayfair Avenue, Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, and Joyce Blond, advocate, fille majeure, 4850 Côte-St-Luc Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in textiles, fabrics, yarns, cloths of all kinds, fancy goods, knit goods, clothing and wearing apparel, under the name of "Vac Imports Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 1102-65

Villa Dr Leclerc inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1965, constituant en corporation: Dr Léon Leclerc, médecin, route rurale no 3, Guy Boudreau, agent d'assurance, 78, rue Jacques-Cartier, et Géraldine Enright, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Boudreau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 78, rue Jacques-Cartier, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Établir et administrer une maison de pension et/ou foyer pour vieillards pour cas privés seulement, sous le nom de « Villa Dr Leclerc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 35 actions privilegiées de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8, rue de la Montagne, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1463-64

Voyages & tourisme de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1965, constituant en corporation: André Levesque, Luc Dufour et Jean G. Bergeron, avocats, de 72, Côte de la Montagne, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des agences de réservation de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Voyages & tourisme de Québec inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 9,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1046, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 1164-65

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Léon Leclerc, physician, rural route N. 3, Guy Boudreau, insurance agent, 78 Jacques-Cartier St., and Géraldine Enright, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Boudreau, and duly authorized by him for these presents, 78 Jacques-Cartier St., all three of Granby, for the following purposes:

To establish and manage a boarding house and/or a home for the aged for private cases only, under the name of "Villa Dr Leclerc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and 35 preferred shares of $1,000 each.

The head office of the company will be at 8 de la Montagne St., Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1463-64

Voyages & tourisme de Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Levesque, Luc Dufour and Jean G. Bergeron, advocates, of 72 Mountain Hill, Quebec, for the following purposes:

To operate ticket reservation agencies and tourist offices, under the name of "Voyages & tourisme de Québec inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 9,000 common shares of $1 each and 10 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1046 St. John St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 1164-65

Lettres patentes supplémentaires

Aladdin's Bakery Inc.
Boulangerie Aladdin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour de février 1965, à la compagnie « Boulangerie Raymond inc.— Raymond Bakery Inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de juin 1964, changeant son nom en celui de « Aladdin's Bakery Inc.— Boulangerie Aladdin inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 2569-64 — 1263/135

Bloch Hosiery of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Supplementary Letters Patent

Aladdin's Bakery Inc.
Boulangerie Aladdin inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Boulangerie Raymond inc.— Raymond Bakery Inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of June, 1964, changing its name to that of "Aladdin's Bakery Inc.— Boulangerie Aladdin inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 2569-64 — 1263/135

Bloch Hosiery of Canada Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de mars 1965, à la compagnie « Bloch Stockings of Canada Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de février 1965, changeant son nom en celui de « Bloch Hosiery of Canada Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 96-65 — 1264/34

Bourque, Rochon, Tessier ltée
Bourque, Rochon, Tessier Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de février 1965, à la compagnie « Assurances Guertin (1964) ltée — Guertin Insurance (1964) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour d'octobre 1964, changeant son nom en celui de « Bourque, Rochon, Tessier ltée — Bourque, Rochon, Tessier Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 4631-64 — 1263/136

Caron & frère limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour de février 1965, à la compagnie « Caron & frère limitée », augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 45086-53 — 1263/137

Cliche et associés ltée
Cliche and Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de mars 1965, à la compagnie « Cliche et associés ltée — Cliche and Associates Ltd. », augmentant son capital de $250,000 à $450,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions classe « A » de $100 chacune et en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 14388-61 — 1264/6

Le Club du livre du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bloch Stockings of Canada Ltd.", incorporated by letters patent dated the 1st day of February, 1965, changing its name to that of "Bloch Hosiery of Canada Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 96-65 — 1264/34

Bourque, Rochon, Tessier ltée
Bourque, Rochon, Tessier Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Assurances Guertin (1964) ltée — Guertin Insurance (1964) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 19th day of October, 1964, changing its name to that of "Bourque, Rochon, Tessier ltée — Bourque, Rochon, Tessier Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 4631-64 — 1263/136

Caron & frère limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Caron & frère limitée", increasing its capital from $40,000 to $80,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 45086-63 — 1263/137

Cliche et associés ltée
Cliche and Associates Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cliche et associés ltée — Cliche and Associates Ltd.", increasing its capital from $250,000 to $450,000, the additional capital stock being divided into 1,000 shares class "A" of $100 each and into 10,000 common shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 14388-61 — 1264/6

Le Club du livre du Québec inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gov-

mentaires, en date du 9e jour de mars 1965, à la compagnie « La Bibliothèque du Jour inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour d'août 1964, changeant son nom en celui de « Le Club du livre du Québec inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 3433-64 — 1264/36

Commercial Renovation Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour de février 1965, à la compagnie « Commercial Renovation Co. Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10327 12776-61 — 1260/68

Entreprises Ménard ltée
Ménard Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de mars 1965, à la compagnie « Entreprises Ménard ltée — Ménard Enterprises Ltd. », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 13874-60 — 1264/11

Équipements universels Napierville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour de mars 1965, à la compagnie « Équipements universels Napierville inc. », 1° augmentant son capital de $75,000 à $250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune; 2° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 550-64 — 1264/12

Jos. L. Guay ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de février 1965, à la compagnie « Jos. L. Guay ltée », augmentant son capital de $100,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune; 2° abrogeant les restrictions au transfert des actions ordinaires.

ernor of the Province of Quebec, to "La Bibliothèque du Jour inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of August 1964, changing its name to that of "Le Club du livre du Québec inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10327 3433-64 — 1264/36

Commercial Renovation Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Commercial Renovation Co. Ltd.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10327-o 12776-61 — 1260/58

Entreprises Ménard ltée
Ménard Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Entreprises Ménard ltée — Ménard Enterprises Ltd.", modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10327 13874-60 — 1264/11

Équipements universels Napierville inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of March 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Équipements universels Napierville inc.", 1. increasing its capital from $75,000 to $250,000, the additional capital stock being divided into 15,000 common shares of $5 each and into 10,000 preferred shares of $10 each; 2. modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10327 550-64 — 1264/12

Jos. L. Guay ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jos. L. Guay ltée", increasing its capital stock from $100,000 to $200,000, the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of $100 each; 2. repealing the restrictions attached to the transfer of common shares.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 15781-59 — 1263/93

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 15781-59 — 1263/93

William Houde limitée
William Houde Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour de mars 1965, à la compagnie « William Houde limitée — William Houde Limited », augmentant son capital de $775,000 à $1,275,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions ordinaires de $25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 3198-49 — 1264/14

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "William Houde limitée — William Houde Limited", increasing its capital stock from $775,000 to $1,275,000, the additional share capital being divided into 20,000 common shares of $25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 3198-49 — 1264/14

Les Immeubles Bergeron ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de mars 1965, à la compagnie « Les Immeubles Bergeron ltée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 2861-64 — 1264/15

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Immeubles Bergeron ltée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 2861-64 — 1264/15

J. H. Logging Service Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de mars 1965, à la compagnie « Jules Huard (Mégantic) inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour d'octobre 1962, changeant son nom en celui de « J. H. Logging Service Company ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 13938-62 — 1264/45

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jules Huard (Mégantic) inc.", incorporated by letters patent dated the 16th of October 1962, changing its name to that of "J. H. Logging Service Company".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 13938-62 — 1264/45

Mechanical Service & Sales Ltd.
Ventes et service de mécanique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour d'octobre 1964, à la compagnie « Mechanical Service & Sales Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de février 1959, changeant son nom en celui de « Mechanical Service & Sales Ltd. — Ventes et service de mécanique ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 14681-58 — 1263/34

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mechanical Service & Sales Ltd.", incorporated by letters patent dated the 5th day of February, 1959, changing its name to that of "Mechanical Service & Sales Ltd. — Ventes et service de mécanique ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 14681-58 — 1263/34

Ménard - Pelletier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Ménard - Pelletier ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour de mars 1965, à la compagnie « Ménard & Ménard limitée », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de mars 1937, 1° changeant son nom en celui de « Ménard-Pelletier ltée »; 2° réduisant le nombre de ses administrateurs de 7 à 4; 3° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 783-37 — 1264/79

letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ménard & Ménard limitée", incorporated by letters patent dated the 17th day of March 1937, 1. changing its name to that of "Ménard-Pelletier ltée"; 2. reducing the number of its directors from 7 to 4; 3. modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 783-37 — 1264/79

Mona Farms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de mars 1965, à la compagnie « Twin Farms Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de novembre 1964, changeant son nom en celui de « Mona Farms Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 5169-64 — 1264/50

Mona Farms Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Twin Farms Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of November, 1964, changing its name to that of "Mona Farms Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 5169-64 — 1264/50

Pierre naturelle St-Chrysostome inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de mars 1965, à la compagnie « Adianak Natural Stone Inc.— Pierre naturelle Adianak Inc. », constituée par letters patentes en date du 22e jour de juillet 1964, changeant son nom en celui de « Pierre naturelle St-Chrysostome inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 3337-64 — 1263/127

Pierre naturelle St-Chrysostome inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Adianak Natural Stone Inc.— Pierre naturelle Adianak inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of July, 1964, changing its name to that of "Pierre naturelle St-Chrysostome inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 3337-64 — 1263/127

Reprotech ltée
Reprotech Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour de mars 1965, à la compagnie « Reprotech ltée — Reprotech Ltd. », 1° résuisant son capital de $50,000 à $44,050, le capital-action annulé étant divisé en 595 actions de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $44,050 à $344,050, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 15903-59 — 1264/26

Reprotech ltée
Reprotech Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Reprotech ltée — Reprotech Ltd.", 1. reducing its capital from $50,000 to $44,050, the capital stock anulled being divided into 595 shares of $10 each; 2. increasing its capital from $44,050 to $344,050, the additional capital stock being divided into 30,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 15903-59 — 1264/26

St. Maurice Fuel Econ-O-Mizer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

St. Maurice Fuel Econ-O-Mizer Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of March,

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de mars 1965, à la compagnie « Hôtel Central Chomedey inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour d'octobre 1958, changeant son nom en celui de « St. Maurice Fuel Econ-O-Mizer Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 13313-58 — 1263/132

province of Quebec, to "Hôtel Central Chomedey inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of October, 1958, changing its name to that of "St. Maurice Fuel Econ-O-Mizer Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 13313-58 — 1263/132

Société générale d'épuration et d'assainissement ltée
General Purification and Sanitation Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de mars 1965, à la « Société générale d'épuration et d'assainissement ltée — General Purification and Sanitation Company Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 70,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 13552-61 — 1264/56

Société générale d'épuration et d'assainissement ltée
General Purification and Sanitation Company Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Société générale d'épuration et d'assainissement ltée — General Purification and Sanitation Company Ltd.", increasing its capital stock from $40,000 to $150,000, the additional share capital being divided into 70,000 common shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 13552-61 — 1264/56

Standard Commercial Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de février 1965, à la compagnie « Commercial Renovation Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de juin 1961, changeant son nom en celui de « Standard Commercial Equipment Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 12776-61 — 1263/106

Standard Commercial Equipment Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Commercial Renovation Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 1st day of June, 1961, changing its name to that of "Standard Commercial Equipment Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 12776-61 — 1263/106

Victory Conveyor & Machine Inc.
Convoyeurs et machines Victory inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour de mars 1965, à la compagnie « Victory Tool & Machine Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de novembre 1941, changeant son nom en celui de « Victor Conveyor & Machine Inc.— Convoyeurs et machines Victory inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 8766-41 — 1264/60

Victory Conveyor & Machine Inc.
Convoyeurs et machines Victory inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Victory Tool & Machine Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of November, 1941, changing its name to that of "Victory Conveyor & Machine Inc.— Convoyeurs et machines Victory inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 8766-41 — 1264/60

Vincent ltée
Vincent Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Vincent ltée
Vincent Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour de février 1965, à la compagnie « Vincent Beauty Supply Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour d'août 1953, changeant son nom en celui de « Vincent ltée — Vincent Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o 19128-53 — 1264/121

February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Vincent Beauty Supply Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of August, 1953, changing its name to that of "Vincent ltée — Vincent Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327 19128-53 — 1264/121

Actions en séparation de biens

Desmarais *vs* Girard

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 678362. Dame Marie Desmarais, épouse commune en biens de Claude Girard, résidant et domiciliée au numéro 161, 3e Avenue, ville St-Pierre, district de Montréal, demanderesse, *vs* Claude Girard, gentilhomme, résidant et domicilié au numéro 161, 3e Avenue, ville St-Pierre, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6e jour d'avril 1965.

Montréal, le 7 avril 1965.

Le Procureur de la demanderesse,
10328-o FRANÇOIS PAYETTE, avocat.

Diaferia *vs* Forget

Canada, Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, No 55,772. Dame Angela Diaferia, demanderesse, *vs* Gilles Forget, défendeur.

Dame Angela Diaferia, épouse de Gilles Forget, musicien, domiciliée à Saint-Jérôme, district de Terrebonne, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Saint-Jérôme, ce 9 avril 1965.

Les Procureurs de la demanderesse,
10356-o MARCHESSAULT & ROUSSEAU.

Actions for separation as to property

Desmarais *vs* Girard

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 678362. Dame Marie Desmarais, wife common as to property of Claude Girard, domiciled and residing at 161, 3rd Avenue, town of St. Peter, district of Montreal, plaintiff, *vs* Claude Girard, gentleman, domiciled and residing at 161, 3rd Avenue, town of St. Peter, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 6th day of April 1965.

Montreal, April 7, 1965.

FRANÇOIS PAYETTE, advocate,
10328-o *Attorney for plaintiff.*

Diaferia *vs* Forget

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 55,772. Dame Angela Diaferia, plaintiff, *vs* Gilles Forget, defendant.

Dame Angela Diaferia, wife of Gilles Forget, musician, domiciled in St. Jérôme, district of Terrebonne, has taken against her husband an action in separation as to property.

St. Jérôme, April 9, 1965.

MARCHESSAULT & ROUSSEAU,
10356-o *Attorneys for plaintiff.*

Arrêtés en Conseil

ERRATUM

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 95 (A) du 22 janvier 1963, concernant des modifications au décret numéro 973 du 30 juin 1948 et amendements, relatifs à la métallurgie dans la région de Québec, publié dans l'édition du 2 février 1963 de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigée comme suit:

La première phrase du paragraphe « *g* » de l'article VI doit se lire comme suit:

« *g*) In the event of the departure of an employee, the vacation pay shall be 2% of the wages earned from the preceding January 1 to the time of his departure. »

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1965. 10355-o

Orders in Council

ERRATUM

The English version of Order in Council number 95 (A) of January 22, 1963 (amendments to decree number 973 of June 30, 1948 and amendments, respecting the metal trades in the Quebec region, published in the *Quebec Official Gazette* of February 2, 1963), is corrected as follows:

The first sentence of sub-section "*g*", section VI, should read as follows:-

"(*g*) In the event of the departure of an employee, the vacation pay shall be 2% of the wages earned from the preceding January 1 to the time of his departure."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1965. 10355-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 675

Québec, le 30 mars 1965.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la constitution en corporation sous la Loi de l'Aide à l'Apprentissage de la Commission d'Apprentissage de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est.

ATTENDU QUE la cité de Sherbrooke a été reconnue comme centre d'apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile par l'arrêté en conseil numéro 267 du 5 février 1964 et modifié par l'arrêté en conseil numéro 2327 du 2 décembre 1964, pris en exécution de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage;

ATTENDU QUE MM. Jean-Paul Lemieux, Raymond Cyr, Robert Martin, André Ménard, Régent Labonté, Roger Picard, Rodolphe Tremblay, Honorius Gosselin, Gérard Beauregard et Camille Gauthier, signataires de la requête ci-jointe, demandent au lieutenant-gouverneur en conseil d'être constitués en corporation sous le nom en français de « La Commission d'Apprentissage de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est » et en anglais « The Apprenticeship Commission of the Automobile Industry of the Eastern Townships »;

ATTENDU QUE ladite requête est conforme aux dispositions de l'article 6 de ladite Loi;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE la requête ci-jointe à l'effet que les signataires soient constitués en corporation pour aider à l'apprentissage des ouvriers, à l'adaptation et à la réadaptation des infirmes, des accidentés du travail dans les districts électoraux de Mégantic, Wolfe, Compton, Frontenac, Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Arthabaska, Shefford, Brôme et Missisquoi, soit agréée;

QUE les requérants soient constitués en corporation avec tous les pouvoirs inhérents à cette qualité sous le nom français de « La Commission d'Apprentissage de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est » et sous le nom anglais de « The Apprenticeship Commission of the Automobile Industry of the Eastern Townships »;

QUE les règlements de la Corporation dont copie est annexée, conformes aux dispositions de l'article 8 de la Loi, soient approuvés et deviennent en vigueur conformément à l'article 9 de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté en conseil les approuvant.

JACQUES PRÉMONT,
10355-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 675

Quebec, March 30, 1965.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the establishment of The Apprenticeship Commission of the Automobile Industry of the Eastern Townships into a corporation under the Apprenticeship Assistance Act.

WHEREAS the city of Sherbrooke has been recognized as an apprenticeship centre for trades of the Automobile industry by Order in Council number 267 of February 5, 1964 and amended by Order in Council number 2327 of December 2, 1964, under the Apprenticeship Assistance Act;

WHEREAS Messrs Jean-Paul Lemieux, Raymond Cyr, Robert Martin, André Ménard, Régent Labonté, Roger Picard, Rodolphe Tremblay, Honorius Gosselin, Gérard Beauregard and Camille Gauthier, signatories of the attached petition, beg the Lieutenant-Governor in Council to be established into a corporation known in French as *La Commission d'Apprentissage de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est*, and in English as "The Apprenticeship Commission of the Automobile Industry of the Eastern Townships";

WHEREAS the said petition is consistent the provisions of section 6 of the said Act;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the attached petition be granted for the purpose of establishing the signatories so that it may assist in the apprenticeship of workmen, in the adaptation and rehabilitation of the infirm and of injured workmen in the electoral districts of Mégantic, Wolfe, Compton, Frontenac, Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Arthabaska, Shefford, Brôme and Missisquoi;

THAT the petitioners be established into a corporation with all the powers inherent thereto, under the French name of *La Commission d'Apprentissage de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est* and under the English name of "The Apprenticeship Commission of the Automobile Industry of the Eastern Townships";

THAT the Corporation by-laws, copy of which is attached herewith, in accordance with the provisions of section 8 of the Act, be approved and come into force in accordance with section 9 of the Apprenticeship Assistance Act, from the date the Order in Council approving same is published in the *Quebec Official Gazette.*

JACQUES PRÉMONT,
10355-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 781

Section « A »

Québec, le 9 avril 1965.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garage dans l'Ile de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la conven-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 781

Section "A"

Quebec April 9, 1965.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decret respecting the Garage Employees in the island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour

tion collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 184 du 8 février 1950 et amendements, relatif aux employés de garage dans l'Ile de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 février 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 184 soit modifié comme suit:

1° Le mot « vitrier » apparaisant à la fin du paragraphe « c » de l'article I est biffé.

2° Le paragraphe « ccc » suivant est ajouté à l'article I:

« *ccc*) *Carrossier:* Ce terme désigne toute personne qui connaît à fond la construction de la carrosserie des véhicules automobiles, y compris les joints de soudure, les différents modes de fixation au chassis, le remplacement des glaces et des garnitures intérieures, des sièges, des tapis, des poignées de portes, des appareils de réglage, des caoutchoucs, des serrures et de tous les réglages qui peuvent être nécessaires.

Il désigne aussi tout ouvrier qui peut de façon entièrement satisfaisante:

1° installer des ceintures de sécurité;

2° faire de la menue soudure;

3° faire des retouches de peinture;

4° remplacer, fixer et poser des appareils de réglage des glaces et des appareils de rectification des sièges, qu'ils soient manuels ou électriques;

5° régler et réparer les serrures;

6° régler les toits des voitures décapotables et en réparer le mécanisme;

7° localiser et éliminer les bruits de carrosserie;

8° localiser et réparer les fuites d'eau et de poussière;

9° faire l'alignement des portes et des glaces; installer et aligner les moulures de carrosseries; régler les glaces, les portières, les garde-boue, le capot et le couvercle des coffres;

10° installer les menus accessoires exigés par le client lors de l'achat d'une voiture;

11° installer les postes de radio dans une voiture ou les enlever;

12° monter et démonter le dégivreur arrière;

13° enlever la commande du rétroviseur;

14° enlever les lave-glaces, etc. »

10355-o DONAT TANGUAY,
Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

agreement (made binding by decree number 184 of February 8, 1950 and amendments) respecting the Garage employees in the Island of Montreal have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS said petition was published in the *Quebec Official Gazette* of February 20, 1965.

WHEREAS no objection was brought against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 184 be amended as follows:

1. The word "glazier" appearing at the end of sub-section "*c*", section I, is deleted.

2. The following sub-section "*ccc*" is added to section I:

"*(ccc) Body mechanic:* This term designates any person who posesses a thorough knowledge of motor vehicle body construction, including its welds, the various body attachement methods, the replacement of windows, upholstery panels, seats, floor mats, door handles, window-operating mechanisms, rubber stripping, door locks and all other adjustments which may become necessary.

It also designates any workman who, in a complely satisfactory manner, may:

1. Install safety belts;

2. Do minor welding;

3. Do paint touch-up work;

4. Replace, adjust and install window-operating mechanisms, seat-adjusting devices, electrical and manuel;

5. Adjust and repair door locks in general;

6. Adjust convertible tops and repair their mechanism.

7. Locates and eliminate all body noises;

8. Locate and repair water and dust leaks;

9. Align doors ad windows; install and align body mouldings; adjust windows, doors, mudguards, hoods and trunk covers;

10. Install small accessories requested by the customer at time of purchase;

11. Install or remove car radios.

12. Remove and install rear-window defrosters;

13. Remove mirror adjusters;

14. Remove windshield washers, etc."

DONAT TANGUAY,
10355-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 781

Section « B »

Québec, le 9 avril 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 781

Section "B"

Quebec, April 9, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Printing industry and trades, Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter

refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 2114 du 4 novembre 1964, relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 février 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2114, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *i* » de l'article V est remplacé par le suivant:

« *i*) Le taux majoré de cent pour cent (100%) doit être payé pour tout travail exécuté un jour de fête, ou le ou les jours qui peuvent ultérieurement être désignés par décision du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial pour l'observance de telles fêtes. »;

2° L'alinéa i. du paragraphe « *i* » de l'article V est remplacé par le suivant:

« Tout employeur est tenu:

i) 1. D'observer et de faire observer dans son ou ses établissements huit (8) des jours fériés suivants: Le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la fête de la reine, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada, la fête du Travail, la fête de l'Action-de-Grâces, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

2. D'en informer les salariés aux termes du paragraphe « *d* » de l'article VI. »

3° Le paragraphe « *a* » de l'article VI est remplacé par le suivant:

« VI. *Jours de fêtes payés: a*) Si un jour de fête tombe ou est observé un jour normal de travail et qu'aucun travail n'est exécuté ce jour-là, les salariés doivent être payés aux taux des heures normales de travail pour le nombre d'heures de travail qu'ils auraient faites ce jour-là, mais le nombre ne pourra être inférieur à celui qui constitue le jour normal de travail de l'établissement »;

4° L'alinéa i. du paragraphe « *a* » de l'article VI est remplacé par le suivant:

Tout employeur est tenu:

« *i*) D'observer et de faire observer dans son ou ses établissements huit (8) des jours fériés suivants: Le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la fête de la reine, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada, la fête du Travail, la fête de l'Action-de-Grâces, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël ou les jours qui peuvent être ultérieurement désignés par décision du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial pour l'observance de telles fêtes. »

5° Le paragraphe « *b* » de l'article VI est biffé.

6° Le paragraphe « *c*) i. » de l'article VI devient le paragraphe « *b* » de l'article VI.

7° Le sous-paragraphe ii. du paragraphe « *c* » de l'article VI devient le nouveau paragraphe « *c* ».

DONAT TANGUAY.

10355-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, has given notice of his intention to submit certain amendments to decree number 2114 of November 4, 1964 (Printing industry and trades, Montreal region) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS said notice was published in the *Quebec Official Gazette* of February 13, 1965;

WHEREAS no objection was brought forward against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 2114, be amended as follows:

1. Sub-section "*i*" of section V is superseded by the following:

"(*i*) Any work performed on a holiday or on day or days designated by Federal or Provincial regulations for the observance of such holidays must be paid at the double time rate.";

2. Paragraph i., sub-section "*i*" of section V is superseded by the following:

"Every employer must:

(*i*) 1. Observe or have observed in his establishment (s), eight (8) of the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Immaculate Conception and Christmas Day."

2. Advise the employees, as per sub-section "*d*" of section VI."

3. Sub-section "*a*" of section VI is superseded by the following:

"VI. *Paid holidays:* (*a*) If a holiday falls or is observed on a regular working day and it is not worked, employees must be paid at the regular rate for the number of hours they would have worked on that day. However, the number of hours may not be less than those of the establishment's regular working day";

4. Paragraph i., sub-section "*a*" of section VI is superseded by the following:

Every employer must:

"(*i*) Observe or have observed in his establishment (s), eight (8) of the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Immaculate Conception and Christmas Day or any other day designated for observance of such holiday by Federal or Provincial regulations."

5. Sub-section "*b*" of section VI is deleted.

6. Sub-section "(*c*) i." of section VI becomes sub-section "*b*" of section VI.

7. Sub-division ii. of sub-section "*c*", section VI, becomes the new sub-section "*c*".

DONAT TANGUAY,

10355-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 781

Section « C »

Québec, le 9 avril 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation de la section « B » (mécaniciens en isolement d'amiante) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la section « B » (mécaniciens en isolement d'amiante) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, amendée par l'arrêté en conseil numéro 1156-A du 12 juillet 1963, soit prolongée jusqu'au 30 juin 1965.

DONAT TANGUAY,
10355-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 698

Québec, le 2 avril 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Réserve de Kipawa.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la chasse, S.R.Q., 1941, chapitre 153, le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer ou modifier des réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QU'il est opportun d'agrandir la Réserve de Kipawa, constituée en vertu de l'arrêté en conseil numéro 707 du 14 juin 1950 modifié par l'arrêté en conseil numéro 262 du 14 mars 1956;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la Réserve de Kipawa soit maintenant décrite comme suit:

« Un territoire d'une superficie d'environ 3,090 milles carrés faisant partie des comtés de Témiscamingue et de Rouyn-Noranda, et dont le périmètre peut se décrire comme suit:

Partant du point d'intersection de la rive gauche de la décharge du lac Kipawa avec le chemin de fer Pacifique Canadien, près de Daniel, et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le Sud-Est, puis vers le Nord-Est, la rive gauche de la rivière Kipawa et la rive sud-ouest dudit lac jusqu'à l'extrémité sud de la baie Canard, soit une longueur de berges approximative de 54 mi., de là Nord, 69° E. environ 4.5 mi. jusqu'à la décharge du lac Grindstone; de là vers le Sud-E., suivant la rive sud-ouest de ladite décharge et dudit lac, le portage reliant ce dernier au lac Bois Franc, la rive sud-O. du lac Bois Franc jusqu'à l'extrémité sud dudit lac, soit une distance approximative de 12 mi., de là vers le Nord-E. et l'E., suivant la rive sud-est du lac Bois Franc, la rive droite de la décharge, la rive gauche de la rivière Kipawa et la rive sud du lac Sears jusqu'à sa rencontre avec le méridien 78° 30', une distance approximative de 8½ mi.; de là S. 44° E., 4.9 mi.; de là N. 78° E., 3.5 mi.; de là N. 40° E., 9.65 mi.; de là S. 57° E., 3.8 mi.; de là N. 14° E., 6.25 mi.; de là S. 62° E., 4.4 mi.; de là S. 13° O., 1.9 mi.; de là E., 1.7 mi.; de là S. 28° E., 3.6 mi.; de là N. 45° E., 2.4 mi.; de là Est, 2.0 mi.; de là S. 9° O., 5.1 mi.; de là S. 86° E., 2.05 mi.; de là S. 5° E., 4.6 mi.; de là S. 46° E., 2.75 mi.; de là N. 78° E., 2.9 mi.; de là N. 36° O., 2.3 mi.;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 781

Section "C"

Quebec, April 9, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of section "B" (Asbestos insulation trade) of the decree respecting the Construction industry and trades, Montreal region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT section "B" (Asbestos insulaton trade) of decree number 613 of April 6, 1962 and amendments (amended by Order in Council number 1156-A of July 12, 1963), be extended until June 30, 1965.

DONAT TANGUAY,
10355-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 698

Quebec, April 2, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Kipawa Reserve.

WHEREAS, under paragraph 6, of section 65 of the Game Law, (R.S.Q., 1941, chapter 153), the Lieutenant-Governor in Council may constitute or modify hunting and fishing reserves;

WHEREAS, it is expedient to extend Kipawa Reserve, incorporated under Order in Council number 707, dated June 14, 1950 and modified by Order in Council number 262 dated March 14, 1956;

THEREFORE, it is ordained, upon the recommandation of the Minister of Tourism, Game and Fish;

THAT, Kipawa Reserve be now described as follows:

"A territory of an approximate area of 3,090 square miles, being part of Temiscamingue and Rouyn-Noranda Counties and which the perimeter may be described as follows:

Starting from intersection point of the left shore of the discharge of Kipawa Lake, with the Canadian Pacific Railroad, near Daniel and successively passing by the following demarcations lines: towards southeast, then towards N.-East, the left shore of Kipawa River and the South-West shore of the said Lake, up to south end of Canard Bay, that is, a lenght of shores of approximate 54 mi; thence north 69° E., about 4.5 mi., up to the discharge of Grindstone Lake; thence towards Southeast, following the southwest shore of the said discharge and the said lake; the portage joining the latter to Bois Franc Lake, the southwest shore of Bois Franc Lake up until the south end of the said Lake, that is, by an approximative distance of 12 mi., thence towards Northeast and East, following the southeast shore of Bois Franc Lake, the right shore of the discharge, the left shore of Kipawa River and south shore of Sears Lake, up to the meeting point with meridian 78° 30', an approximate distance of 8½ mi.; thence, S. 44° E., 4.9 mi.; thence N. 78° E., 3.5 mi.; thence N. 40° E., 9.65 mi.; thence S. 57° E., 3.8 mi.; thence N. 14° E., 6.25 mi.; thence S. 62° E., 4.4 mi.; thence S. 13° O., 1.9 mi.; thence E., 1.7 mi.; thence S. 28° E., 3.6 mi.; thence N. 45° E., 2.4 mi.; thence East, 2.0 mi.; thence S. 9° O., 5.1 mi.; thence S. 86° E., 2.05 mi.; thence S. 5° E., 4.6 mi.; thence

de là N. 25° E., 2.6 mi.; de là S. 28° E., 2.95 mi.; de là S. 71° E., 2.6 mi.; de là S. 47° E., 4.85 mi.; de là N. 54° E., 4.3 mi.; de là N. 33° O., 5.6, mi.; de là N. 3° O., 1.9 mi.; de la N. 68° O., 1.1 mi.; de là N. 15° O., 5.9 mi.; de là S. 69° O., 1 mi.; de là S. 41° O., 1.9 mi.; de là N., 38° O., 3.8 mi.; de là N. 8° E., 3.45 mi.; de là N. 48° O., 3.5 mi.; de là Nord, 2.4 mi.; de là N. 45° O., 1.8 mi. jusqu'à la limite sud du parc de la Vérendrye; de là Ouest, suivant la limite sud du parc de la Vérendrye, 6.8 mi. jusqu'à l'extrémité sud-ouest dudit parc; de là vers le Nord, puis l'Ouest, puis le Nord et le Nord-Est, suivant l'extrémité ouest, du parc de la Vérendrye, sur une distance approximative de 66 mi. jusqu'à la ligne entre les cantons Jourdan et Le Barroys; de là Est, suivant la ligne entre le canton Jourdan d'une part et les cantons Le Barroys et Casson d'autre part, sur une distance d'environ 4.8 mi. jusqu'à un point situé à 10 chaînes à l'est de la rive droite de la rivière Outaouais; de là vers le nord-Est et l'Ouest en suivant ladite ligne à 10 chaînes de la rive droite de la rivière Outaouais, sur une distance d'environ 5.1 mi. jusqu'à sa rencontre avec la ligne entre les cantons Pélissier et Jourdan; de là Nord, 47° O., 3.8 mi.; de là Sud, 62° O., 2.5 mi.; de là N. 65° O., 3.5 mi.; de là Sud, 13° O., 7.6 mi. jusqu'à un point situé sur la ligne entre les cantons Jourdan, Mazérac et le Barroys; de là Ouest, suivant la limite nord des cantons Le Barroys, Allemand et Guy sur une distance de 19.3 mi. jusqu'à un chemin qui se rend aux lacs Nodier et des Fourches; de là Sud, 17° O., 10.4 mi.; de là Sud, 24° O., 4.35 mi. jusqu'au parallèle de latitude 47° 30 ; de là Ouest, environ 0.9 mille, suivant ledit parallèle de latitude 47° 30′ jusqu'à la ligne entre les cantons Halles et Devlin; de là Sud, 5.8 mi. suivant la ligne entre le canton Halles d'une part et les cantons Devlin et Guillet d'autre part; de là Sud, 47° O., environ 1.9 mi. jusqu'à une tour de garde-feu; de là Sud, 12° E., 1.3 mi.; de là Sud, 50° E., 4.1 mi.; de là Sud, suivant le méridien 78° 30′, 2 mi.; de là Sud, 35° O., 1.9 mi.; de là Sud, 22° O., environ 1.6 mi. jusqu'à l'extrémité nord-est du canton Bellefeuille; de là Ouest, 26.95 mi. suivant la limite nord des cantons Bellefeuille, Lanoue, Guay et Laperrière, en contournant la rive nord de tous les lacs traversés par cette ligne, jusqu'à un point situé à 10 chaînes à l'ouest d'un chemin contournant le lac Argentier par l'est; de là dans une direction générale sud-est, en suivant une ligne à 10 chaînes à l'ouest dudit chemin et de la rive ouest du lac Moran, sur une distance d'environ 6.6 mi. jusqu'à la ligne entre les cantons Guay et Laperrière; de là Sud, environ 3.6 mi. suivant ladite ligne jusqu'à la ligne nord du canton Sheyn; de là Ouest, suivant la ligne nord du canton Sheyn, 6.5 mi., jusqu'à la rive est du lac Bryson; de là, en contournant par l'Est, le Nord et l'Ouest, le lac en question, sur une distance approximative de 2.4 mi., jusqu'à la ligne du chemin de fer Pacifique Canadien; de là Sud-Est, puis Sud-Ouest, suivant la ligne du chemin de fer Pacifique Canadien, sur une distance approximative de 6.9 mi., jusqu'au point de départ. »

QUE l'arrêté en conseil numéro 707 du 14 juin 1950 ainsi que la partie de l'arrêté en conseil numéro 262 du 14 mars 1956 concernant la Réserve Kipawa, soient abrogés;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec.*

JACQUES PRÉMONT,
10390-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

S. 46° E., 2.75 mi.; thence N. 78° E., 2.9 mi.; thence N. 36° O., 2.3 mi.; thence N. 25° E., 2.6 mi.; thence S. 28° E., 2.95 mi.; thence S. 71° E., 2.6 mi.; thence S. 47° E., 4.85 mi.; thence N. 54° E., 4.3 mi.; thence N. 33° O., 5.6 mi.; thence N. 3° O., 1.9 mi.; thence N. 68° O., 1.1 mi.; thence N. 15° O., 5.9 mi.; thence S. 69° O., 1 mi.; thence S. 41° O., 1.9 mi.; thence N. 38° O., 3.8 mi.; thence N. 8° E., 3.45 mi.; thence N. 48° O., 3.5 mi.; thence North, 2.4 mi.; thence N. 45° O., 1.8 mi. up to the south limit of La Verendry Park; thence West, following the south limit of La Verendry Park 6.8 mi., up to Southwest end of the said Park; thence towards North, then West, then the North and Northeast following the west end of La Verendry Park of an approximate distance of 66 mi., up to the line between Jourdan and Le Barroys townships; thence East, following the line between Jourdan township from one part and Le Barroys and Casson township from the other part, by a distance of about 4.8 mi.; up to a point situated 10 chains east of the right shore of Outaouais River; thence towards Northeast and West following the said line, to 10 chains of the right shore of Outaouais River by an approximate distance of 5.1 mi., up to its joining line between Pélissier and Jourdan townships, thence, north, 47° O., 3.8 mi.; thence south, 62° O., 2.5 mi.; thence, N. 65° O., 3.5 mi.; thence south, 13° O., 7.6 mi.; up to a point situated on the line between Jourdan, Mazerac and Le Barroys townships, thence West, following the north limit of Le Barroys, Allemand and Guy townships by a distance of 19.3 mi., up to a road that leads to Nodier and des Fourches Lakes; thence south, 17° O., 10.4 mi.; thence South, 24° O., 4.35 mi., up to parallel latitude 47° 30′; thence West, about 0.9 mile, following the said latitude parallel of 47° 30′ up to the line between Halles and Devlin townships; thence south, 5.8 mi. following the line between Halles township from one part and Devlin and Guillet townships from the other part; thence south, 47° O., about 1.9 mi. up to a forest ranger's tower; thence south 12° E., 1.3 mi.; thence South, 50° E., 4.1 mi.; thence south, following the meridian 78° 30′, 2. mi.; thence South, 35° O., 1.9 mi.; thence South, 22° O., about 1.6 mi. up to northeast end of Bellefeuille township; thence West, 26.95 mi. following the north limit of Bellefeuille, Lanoue, Guay and Laperrière townships, passing around the north shore of all the lakes crossed by this line, up to a point situated at 10 chains west of a road passing around Argentier Lake by the east; thence in a general direction southeast, following a line of 10 chains to west of the said road and of the west shore of Moran Lake by a distance of about 6.6 mi. up to the line between Guay and Laperrière townships; thence, south, about 3.6 mi. following the said line, up to the north line of Sheyn township; thence West, following the north line of Sheyn township, 6.5 mi., up to the east shore of Bryson Lake; thence passing around by the east, the North and West, the said Lake, by an approximate distance of 2.4 mi.; up to the Railroad line of Canadian Pacific; thence Southeast, then Southwest, following the Railroad line of the Canadian Pacific, by an approximative distance of 6.9 mi., up to the starting point".

THAT, Order in Council number 707 of June 14, 1950 as well as the part of Order in Council number 262 dated March 14, 1956 concerning Kipawa Reserve, be abrogated;

THAT the publication be made in the *Quebec Official Gazette.*

JACQUES PRÉMONT,
10390 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Assemblée

La compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières

Les actionnaires de « La compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières », sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, vingt-sept avril 1965, à trois heures de l'après-midi, au numéro 1, de l'immeuble Place Ville-Marie, à Montréal, pour recevoir les comptes de l'exercice 1964, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomination des vérificateurs pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

Le Secrétaire,
10337-16-2-o J. R. TURGEON.

Meeting

The Alma & Jonquières Railway Company

The annual meeting of the shareholders of "The Alma & Jonquières Railway Company", to receive the 1964 financial statements of the company, to elect directors and appoint auditors for the ensuing year, and to transact such other business as may properly come before the meeting, will be held in the 31st floor board room, 1, Place Ville Marie, Montreal, on Tuesday, April 27, 1965, at three o'clock in the afternoon.

J. R. Turgeon,
10337-16-2-o *Secretary.*

Associations coopératives

Association coopérative de travail de Val Paradis

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Syndicat de travail de Val Paradis », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative de travail de Val Paradis ».

Québec, le 8 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
10357-o RAYMOND DOUVILLE.

Taxis Ste-Foy Association Coopérative

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Taxis Ste-Foy Association Coopérative ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Ste-Foy, Québec, dans le district électoral de Québec-Comté.

Québec, le 8 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
10358-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Associations

Association coopérative de travail de Val Paradis

(*Co-operative associations Act*)

Notice is given that the honourable Secretary of the Province has approved the request of the co-operative syndicate "Syndicat de travail de Val Paradis", to cease being governed by the Co-operative Syndicates Act of Quebec, and to become an association governed by the Co-operative Associations Act, under the name of "Association coopérative de travail de Val Paradis".

Quebec, April 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
10357 *Assistant Secretary of the Province.*

Taxis Ste-Foy Association Coopérative

(*Co-operative Associations Act*)

Notice is given that the honourable Secretary of the Province has approved the formation of a co-operative association "Taxis Ste-Foy Association Coopérative".

The head office of this co-operative association is situated at Ste-Foy, Quebec, in the electoral district of Quebec-County.

Quebec, April 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
10358 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis

L'Assemblée Chrétienne de Montmagny

Avis est donné que les soussignés: Emery Gamache, Ulric Labrecque et René Lavoie adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander la constitution en corporation de « L'Assemblée Chrétienne de Montmagny », en vertu des dispositions de la loi de la constitution de certaines Églises, chap. 311, Status refondus de la province de Québec, 1941, et amendements.

Montmagny, Québec, le 1er jour d'avril, 1965.

EMERY GAMACHE, ULRIC LABRECQUE,
10292-15-5-o RENÉ LAVOIE.

Notices

L'Assemblée Chrétienne de Montmagny

Notice is hereby given that the undersigned: Emery Gamache, Ulric Labrecque and René Lavoie shall present a petition to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec to constitute into a corporation "L'Assemblée Chrétienne de Montmagny", in virtue of the provisions of the Church Incorporation Act, chap. 311, Revised Statutes of the province of Quebec, 1941, and amendments.

Montmagny, Quebec, the 1st day of April 1965.

EMERY GAMACHE, ULRIC LABRECQUE,
10292-15-5 RENÉ LAVOIE.

Chevaliers de Colomb de St-Georges de Beauce (Conseil 2283)

Le « Conseil St-Georges de Beauce No 2283 des Chevaliers de Colomb », de St-Georges de Beauce, 465, 1ère Avenue, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 1er avril 1965.

Le Grand Chevalier,
LAURIER RODRIGUE.
Le Secrétaire Archiviste,
10370-o JEAN-MARC MÉTHOT.

Knights of Columbus of St-Georges de Beauce (Council 2283)

The "Council St-Georges de Beauce, No. 2283 of Knights of Columbus", of St-Georges de Beauce, 465, 1e Avenue, hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 1st, 1965.

LAURIER RODRIGUE,
Grand Knight.
JEAN-MARC MÉTHOT,
10370 *Recording-Secretary.*

Société Saint-Jean-Baptiste locale de Charette

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 3 mars 1965, émis un certificat constituant en corporation la « Société Saint-Jean-Baptiste locale de Charette », dont le siège social est situé en la paroisse de Charette, district judiciaire de Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
10371-o 13-65

Société Saint-Jean-Baptiste locale de Charette

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on March 3, 1965, issued a certificate incorporating "Société Saint-Jean-Baptiste locale de Charette", the head office of which is situated in the parish of Charette, judicial district of Trois-Rivières, and such, pursuant to the provisions of sections 15 and those following of the Act respecting "Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières", 3-4 Elizabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Provincial Secretary on March 4, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
10371 13-65

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie B.M. Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie B.M. Credit Union ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les membres des locaux 110, 143, 145 et 151 de l'International Brotherhood, Pulp, Sulphite et Paper mill workers, les membres de leur famille et de la gérance.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la cité de Gatineau, Québec, dans le district électoral de Gatineau.

Québec, le 8 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
10359-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de Sainte-Rose de Laval

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé que le terrtioire dans lequel « La Caisse Populaire de Sainte-Rose de Laval », peut recruter ses membres, comprenant présentement la paroisse Ste-Rose (1952) et la paroisse Notre-Dame de Laval, soit étendu pour inclure la ville de Rosemère.

Québec, le 8 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
10360-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie B.M. Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act.*)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit Union "Caisse d'Économie B.M. Credit Union".

The group in which the union will recruit its members will be the members of the 110, 143, 145 and 151 locals of the International Brotherhood Pulp, Sulphite & Paper mill workers, the members of their family and of the management.

The head office of this savings and credit union is situated in the city of Gatineau, Quebec, in the electoral district of Gatineau.

Quebec, April 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
10359 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire de Sainte-Rose de Laval

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de Sainte-Rose de Laval", may recruit its members, comprising presently the parish of Ste-Rose (1952) and the parish of Notre-Dame de Laval, be extended to include the town of Rosemère.

Quebec, April 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
10360 *Assistant Secretary of the Province.*

Caisse d'Économie Rockfield Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de « Rockfield Credit Union (Lachine) Ltd. », en celui de « Caisse d'Économie Rockfield Credit Union ».

Québec, le 8 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10384-o

Caisse d'Économie Rockfield Credit Union

(*Savings and credit Unions Act*)

Notice is given that the honourable Secretary of the Province has approved the change of name of "Rockfield Credit Union (Lachine) Ltd." to that of "Caisse d'Économie Rockfield Credit Union".

Quebec, April 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10384

Compagnies autorisées à faire des affaires

Gill Interprovincial Lines Ltd.

Avis est donné que « Gill Interprovincial Lines Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la province de la Colombie Britannique, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Réginald D. Tormey, C.R., avocat, de 5325, Jean-Talon, est, chambre 210, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 7403, boulevard Newman, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 54-64 — 1266/81

McLennan, McFeely & Prior Limited

Avis est donné que « McLennan, McFeely & Prior Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la province de la Colombie Britannique, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Irving L. Adessky, de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 400, 1255, rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 14-65 — 1265/140

Companies Licensed to do Business

Gill Interprovincial Lines Ltd.

Notice is hereby given that "Gill Interprovincial Lines Ltd.", an extra-provincial company incorporated under the Companies Act of the Province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Reginald D. Tormey, Q.C., advocate, of 5325 Jean-Talon East, Suite 210, Montreal.

The principal office of the said company in the province is to be established at 7403 Newman Boulevard, LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 54-64 — 1266/81

McLennan, McFeely & Prior Limited

Notice is hereby given that "McLennan, McFeely & Prior Limited", an extra-provincial company incorporated under the laws of the province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Irving L. Adessky, of Montreal.

The principal office of the said company in the province is to be established at 400, 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 14-65 — 1265/140

Chartes — Abandon de

Glencastle Real Estate Corp.

Prenez avis que la compagnie « Glencastle Real Estate Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal,

Charters — Surrender of

Glencastle Real Estate Corp.

Notice is hereby given that "Glencastle Real Estate Corp.", incorporated under the Quebec Companies Act having its head office and principal place of business in the city of Montreal, will

demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'avril 1965.

Le Procureur de
Glencastle Real Estate Corp.,
10329 MTRE. LOUIS FEIGENBAUM.

apply to the Provincial Secretary, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of April, 1965.

ME. LOUIS FEIGENBAUM,
Attorney for
10329-o *Glencastle Real Estate Corp.*

Northam Warren Limited

Avis est donné que la compagnie « Northam Warren Limited », a l'intention d'abandonner sa charte.

Daté ce 16e jour de mars 1965.

Le Secrétaire,
10330 F. J. MCGROARTY.

Northam Warren Limited

Notice is hereby given that "Northam Warren Limited", intends to surrende its charter.

Dated this 16th day of March, 1965.

F. J. MCGROARTY,
10330-o *Secretary.*

Les Placements Mutuels Élite Inc.
Élite Mutual Investments Inc.

La compagnie « Les Placements Mutuels Élite Inc. — Élite Mutual Investments Inc. », demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 22 octobre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
10372-o D.-A. MÉNARD, C.A.

Les Placements Mutuels Élite Inc.
Élite Mutuel Investments Inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Mutuels Élite Inc. — Élite Mutual Investments Inc.", will make application to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, October 22, 1964.

D.-A. MÉNARD, C.A.,
10372-o *Secretary-Treasurer.*

Divers
Compagnies

Construction Nanco inc.
Nanco Construction Inc.

Avis est donné que « Construction Nanco inc. — Nanco Construction Inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
HUGH PERRY.
10331 3331-64

Montex Realties Ltd.
Les Immeubles Montex ltée

Avis est donné que la compagnie « Montex Realties Ltd. — Les Immeubles Montex ltée », a porté de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
ANGELO R. CARPINI.
10332 5619-64

J. Élie Gagnon ltée
Règlement No 5

Il est proposé, dûment appuyé et unanimement résolu: que la compagnie « J. Élie Gagnon ltée », en vue de l'abandon de sa charte, distribue son actif, proportionnellement entre ses actionnaires à raison de $100.00 par action privilégiées détenue et de $118.00 par action ordinaire.

Dolbeau, le 2 avril 1965.

Le Secrétaire,
BERTRAND GAGNON.
10338-o 14174-57

Mutual Fire Adjusting Inc.

Avis est donné que la compagnie « Mutual Fire Adjusting Inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
ARTHUR N. FRIEDMAN.
10339 10733-56

Miscellaneous
Companies

Construction Nanco inc.
Nanco Construction Inc.

Notice is hereby given that "Construction Nanco inc. — Nanco Construction Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

HUGH PERRY,
Secretary.
10331-o 3331-64

Montex Realties Ltd.
Les Immeubles Montex ltée

Notice is hereby given that "Montex Realties Ltd. — Les Immeubles Montex ltée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ANGELO R. CARPINI,
Secretary.
10332-o 5619-64

J. Élie Gagnon ltée
By-law No. 5

It has been proposed, duly seconded and unanimously resolved that "J. Élie Gagnon ltée", in view of the surrender of its charter, distribute its assets proportionally among its shareholders at the rate of $100.00 per preferred share hold and $118.00 per common share."

Dolbeau, April 2, 1965.

BERTRAND GAGNON,
Secretary.
10338 14174-57

Mutual Fire Adjusting Inc.

Notice is hereby given that "Mutual Fire Adjusting Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ARTHUR N. FRIEDMAN,
Secretary.
10339-o 10733-56

Sepino Fruit Store Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Sepino Fruit Store Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
LEONARDO NOTTURNO.

10340-o 2500-63

Sepino Fruit Store Ltd.

Notice is hereby given that "Sepino Fruit Store Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

LEONARDO NOTTURNO,
Secretary.

10340 2500-63

Les Pétroles de Saint-Pie de Bagot incorporée

Avis est donné que la compagnie « Les Pétroles de Saint-Pie de Bagot incorporée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
RITA RAYMOND.

10361-o 12780-60

Les Pétroles de Saint-Pie de Bagot incorporée

Notice is hereby given that "Les Pétroles de Saint-Pie de Bagot incorporée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

RITA RAYMOND,
Secretary.

10361 12780-60

Sanders, Kravitz & Associates Inc.

Avis est donné que « Sanders, Kravitz & Associates Inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
NATHAN L. KRAVITZ.

10362 421-65

Sanders, Kravitz & Associates Inc.

Notice is hereby given that "Sanders, Kravitz & Associates Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

NATHAN L. KRAVITZ,
Secretary.

10362-o 421-65

L'Association culturelle Duvernay

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5e jour d'avril 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) et le règlement numéro 2 de « L'Association culturelle Duvernay », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10373-o 247-65

L'Association culturelle Duvernay

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 5th day of April, 1965, approved by-law number 1 (general by-laws) and by-law number 2 of "L'Association culturelle Duvernay", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10373 247-65

Bellechasse Transport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bellechasse Transport Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
PAUL-ÉMILE GINGRAS.

10374-o 13073-61

Bellechasse Transport Inc.

Notice is hereby given that "Bellechasse Transport Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

PAUL-ÉMILE GINGRAS,
Secretary.

10374 13073-61

Compagnie d'utilités publiques de l'Estérel

Avis est donné que la « Compagnie d'utilités publiques de l'Estérel », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3,

La Secrétaire,
PIERRETTE DEMERS.

10375-o 11549-58

Compagnie d'utilités publiques de l'Estérel

Notice is hereby given that "Compagnie d'utilités publiques de l'Estérel", has changed the number of its directors from 6 to 3.

PIERRETTE DEMERS,
Secretary.

10375 11549-58

Corporation d'épargne et de placement Adanac
Adanac Savings and Investment Corporation

Avis est donné que la « Corporation d'épargne et de placement Adanac — Adanac Savings and Investment Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 10.

Le Secrétaire,
ANDRÉ LEMAY.

10376-o 3697-48

Corporation d'épargne et de placement Adanac
Adanac Savings and Investment Corporation

Notice is hereby given that "Corporation d'épargne et de placement Adanac — Adanac Savings and Investment Corporation", has changed the number of its directors from 5 to 10.

ANDRÉ LEMAY,
Secretary.

10376 3697-48

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes inc.

Avis est donné que la corporation « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le Secrétaire,
MME E. MILLETTE.

10377-o 5400-46

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes inc.

Notice is hereby given that the corporation of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes inc.", has changed the number of its directors from 5 to 9.

MME E. MILLETTE,
Secretary.

10377 5400-46

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30e jour de mars 1965, approuvé les règlements généraux de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10377-o 5400-46

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 30th day of March, 1965, approved the general by-laws of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10377 5400-46

Institut St-André inc.

Avis est donné que la corporation « Institut St-André inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 10.

Le Secrétaire,
GRÉGOIRE RACINE.

10385-o 14612-58

Institut St-André inc.

Notice is given that the corporation "Institut St-André inc.", has changed the number of its directors from 3 to 10.

GRÉGOIRE RACINE,
Secretary.

10385 14612-58

Lettres patentes

Foyer du Sacré-Coeur (Magog)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 24 de la Loi refondant la charte de Les Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus, 11-12 Elisabeth II, chapitre 121, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17 mars 1965, constituant en corporation le « Foyer du Sacré-Coeur (Magog) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Magog, district de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10378-o 14-64 — 1266/136

Letters Patent

Foyer du Sacré-Coeur (Magog)

Notice is hereby given that under the provisions of section 24 of the Act consolidating the charter of Les Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus, 11-12 Elizabeth II, chapter 121, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to grant letters patent issued March 17, 1965, incorporating the "Foyer du Sacré-Coeur (Magog)".

The head office of the corporation above mentioned is situated at Magog, district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10378 14-64 — 1266/136

Lettres patentes supplémentaires

Anglo-Canadian Telephone Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour d'avril 1965, à la compagnie « Anglo-Canadian Telephone Company », changeant les droits privilégiées ou spéciaux, conditions ou limitations attachés aux actions privilégiées cumulatives de la compagnie.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327 2378-34

Supplementary Letters Patent

Anglo-Canadian Telephone Company

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Anglo-Canadian Telephone Company", changing the preferred or special rights, conditions or limitations attaching to the Company's Cumulative Preferred Stock.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327-o 2378-34

Sièges sociaux

Country Propane Gas Ltd.
Gaz Propane du Pays ltée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Country Propane Gas Ltd. — Gaz Propane du Pays ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 1er jour de février 1965, à Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, a établi son bureau à 15534, rue Sherbrooke, est, Pointe-aux-Trembles, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 6e jour d'avril 1965.

(Sceau) *Le Vice-président et Secrétaire-trésorier,*
LOUIS MALO.

10333 467-65

Armand Hébert Lumber Inc.

Avis est donné que la compagnie « Armand Hébert Lumber Inc. », a changé son siège social du numéro 2385, rue Butler, Montréal, au numéro 7310, boulevard Newman, LaSalle.

Le Secrétaire,
MAURICE BRISEBOIS.

10334-o 13383-55

Association Canada-Rwanda Inc.

Avis est donné que la compagnie « Association Canada-Rwanda Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 février 1965 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau à Place Crémazie, Montréal.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce onzième jour de février 1965.

Le Secrétaire,
PIERRE VALCOUR.

10341-o 679-65

Centre Chirurgical Crémazie Inc.

Avis est donné que « Centre Chirurgical Crémazie Inc. », constitué en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 18 mars 1965 et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 50 ouest, Boul. Crémazie, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce sixième jour d'avril 1965.

Le Président,
GODEFROY BASTIEN.

10342-o 778-65

La Compagnie Électrique Pioneer de Québec Inc.
Pioneer Electric of Quebec Inc.

Avis est donné que « La Compagnie Électrique Pioneer de Québec Inc.— Pioneer Electric of Quebec Inc. », constituée en corporation par

Head Offices

Country Propane Gas Ltd.
Gaz Propane du Pays ltée

Notice is hereby given that "Country Propane Gas Ltd. — Gaz Propane du Pays ltée", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act on the 1st day of February, 1965 and having its head office at Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, has established its office at 15534 Sherbrooke St. East, Pointe-aux-Trembles, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the said company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 6th day of April, 1965.

(Seal) LOUIS MALO,
Vice-President and Secretary-Treasurer.

10333-o 467-65

Armand Hébert Lumber Inc.

Notice is hereby given that "Armand Hébert Lumber Inc.", has changed its head office from number 2385, Butler Street, Montreal, to number 7310, Newman Blvd., LaSalle.

MAURICE BRISEBOIS,
Secretary.

10334 13383-55

Association Canada-Rwanda Inc.

Notice is hereby given that "Association Canada-Rwanda Inc.", incorporated by letters patent issued February 11, 1965, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Place Crémazie, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this eleventh day of February 1965.

PIERRE VALCOUR,
Secretary.

10341 679-65

Centre Chirurgical Crémazie Inc.

Notice is hereby given that "Centre Chirurgical Crémazie Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the March 18, 1965, and having its head office in the province of Quebec, at Montreal, district of Montreal, has established its office at 50 Crémazie Blvd. West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this sixth day of April 1965.

GODEFROY BASTIEN,
President.

10342-o 778-65

La Compagnie Électrique Pioneer de Québec Inc.
Pioneer Electric of Quebec Inc.

Notice is hereby given that "La Compagnie Électrique Pioneer de Québec Inc.— Pioneer Electric of Quebec Inc.", incorporated under

lettres patentes en date du 22e jour de janvier, 1965, conformément à la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Granby, a établi son bureau au chemin d'Abbotsford, Granby, P. Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Granby, P. Q., ce 17e jour de mars, 1965.

Le Secrétaire,
D. STEWART.

10343 o 276-65

Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 22nd day of January, 1965, and having its head office in the city of Granby, has established its office on Abottsford Road in the said city of Granby, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Granby, P. Q., this 17th day of March, 1965.

D. STEWART,
Secretary.

10343-o 276-65

European Holidays Limited

Avis est donné que « European Holidays Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12e jour d'août 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, à 3445, rue Drummond chambre 103.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 7e jour d'octobre 1964.

(Sceau) *Le Vice-président,*
MARVIN E. E. LEOPOLD.

10344 3607-64

European Holidays Limited

Notice is hereby given that "European Holidays Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 12th day of August, 1964, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, at 3445, Drummond Street, suite 103.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 7th day of October, 1964.

(Seal) MARVIN E. E. LEOPOLD,
Vice-President.

10344-o 3607-64

Les Entreprises René Léger Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Les Entreprises René Léger Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 15 janvier 1965, a établi son bureau et son siège social à 6359 rue St-Hubert, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 5e jour d'avril 1965.

Les Entreprises René Léger Inc.
Par le Président,
RENÉ LÉGER.

10345-o 199-65

Les Entreprises René Léger Inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises René Léger Inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of January 15, 1965, has established its office at 6359, St. Hubert Street, in the city and district of Montral, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 5th day of April, 1965.

Les Entreprises René Léger Inc.,
per: RENÉ LÉGER,
President.

10345-o 199-65

Executive Assets (Canada) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Executive Assets (Canada) Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 25e jour d'août 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, de Québec, a établi son bureau à 1390, avenue des Pins, ouest, chambre 54, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 26e jour d'août 1964.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
MARVIN LEOPOLD.

10346 3628-64

Executive Assets (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that "Executive Assets (Canada) Ltd.", incorporated under the Provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 25th day of August, 1964, and having its head office in the city of Montreal in the said Province of Quebec, has established its head office at 1390 Pine Avenue West, Suite 5A, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, this 26th day of August, 1964.

(Seal) MARVIN LEOPOLD.
Secretary-Treasurer.

10346-o 3628-64

Les Marchands de Bleuets du Québec Inc. Quebec Blueberry Merchants Inc.

Avis est donné que « Les Marchands de Bleuets du Québec inc. — Quebec Blueberry Merchants Inc. », une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 14e jour de mai 1964, a établi son bureau à 7, rue Lamontagne, St.-Félicien, comté de Roberval.

Les Marchands de Bleuets du Québec Inc. Quebec Blueberry Merchants Inc.

Notice is hereby given that "Les Marchands de Bleuets du Québec inc. — Quebec Blueberry Merchants Inc.", a company incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on the 14th day of May, 1964, has established at 7, Lamontagne St., St. Félicien, county of Roberval.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à St.-Félicien, ce 28e jour de mars 1965.

Le Secrétaire,
JAMES P. SCOBLICK, jr.

10347 2184-64

Plan Crédit St-Laurent Inc.
St. Lawrence Credit Plan Inc.

Avis est donné que la compagnie « Plan Crédit St-Laurent Inc. — St. Lawrence Credit Plan Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22e jour de mars 1965, et ayant son bureau principal à Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 1432, rue Royale, Trois-Rivières.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce 25e jour de mars 1965.

Le Vice-président exécutif,
J.-FRANÇOIS BOISVERT.

10348-o 1247-65

Plomberie St-Michel (1964) inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Plomberie St-Michel (1964) inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises le 30 juin 1964, a établi son bureau et siège social à 1993 rue Centre, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 5e jour de novembre 1964.

Plomberie St-Michel (1964) Inc.,
Le Président,
ROLAND GAUTHIER.

10349-o 2890-64

Restaurant Le Fripon Inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant Le Fripon Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de mars 1965, et ayant son bureau principal dans Montréal a établi son bureau au numéro 436 de la Place Jacques Cartier.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 12e jour de mars 1965.

Le Président,
ROMÉO DAVID.

10350-o 583-65

Maurice Watier Publicité Ltée

Avis est par les présentes donné que « Maurice Watier Publicité Ltée », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 17ième jour de décembre 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, l'a étagli au numéro 2055, rue Peel.

Donné à Montréal, ce 25e jour de mars 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-MARIE POIRIER.

10352-o 5757-64

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St. Félicien, this 28th day of March, 1965.

JAMES P. SCOBLICK, Jr.,
Secretary.

10347-o 2184-64

Plan Crédit St-Laurent Inc.
St. Lawrence Credit Plan Inc.

Notice is hereby given that "Plan Crédit St-Laurent Inc. — St. Lawrence Credit Plan Inc.", company incorporated by letters patent, on the 22nd day of March, 1965, and having its head office in Trois-Rivières, has established its office at 1432, Royale Street, Trois-Rivières.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Trois-Rivières, this 25th day of March, 1965.

J.-FRANÇOIS BOISVERT,
Executive Vice-President.

10348-o 1247-65

Plomberie St-Michel (1964) inc.

Notice is hereby given that "Plomberie St-Michel (1964) inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of June 30, 1964, has established its office at 1993 Centre St., Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of November, 1964.

Plomberie St-Michel (1964) Inc.,
ROLAND GAUTHIER,
President.

10349-o 2890-64

Restaurant Le Fripon Inc.

Notice is hereby given that "Restaurant Le Fripon Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of March, 1965, and having its head office in Montreal, has established its office at number 436 Place Jacques-Cartier.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 12th day of March, 1965.

ROMÉO DAVID,
President.

10350 583-65

Maurice Watier Publicité Ltée

Notice is hereby given that "Maurice Watier Publicité Ltée", incorporated under the provisions of Part of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 17th day of December, 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established it at number 2055 Peel St.

Given at Montreal this 25th day of March, 1965.

JEAN-MARIE POIRIER,
Secretary-Treasurer.

10352 5757-64

Henri Toupin Inc.

Avis est donné que la compagnie « Henri Toupin Inc. », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 11e jour de janvier 1965, et ayant son bureau principal à Grand'Mère, comté de Laviolette, a établi son bureau au numéro 321, 7ième avenue, Grand'Mère.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Grand'Mère, ce 26e jour de mars 1965.

Le Secrétaire,
PAUL BEAUDOIN.

10351-o 47-65

Adru Granite Inc.

Avis est donné que « Adru Granite Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10e jour de mai 1946, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 4150, avenue Wilson, a transporté son bureau à chambre 375, 3285, boulevard Cavendish.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 6e jour d'avril 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
RUTH LOWIE.

10363 3982-46

Calendar Press Inc.

Avis est donné que « Calendar-Press Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 19 mars 1965, a établi son siège à 600, boulevard Goineau, Pont Viau, Québec.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 25e jour de mars 1965.

Le Président,
ANDRÉ DAOUST.

10364 1199-65

Craftsmen Painting Contractors (Quebec) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Craftsmen Painting Contractors (Quebec) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 octobre 1964 et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 640 de la rue Cathcart.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de février 1965.

Le Président,
THOMAS C. GILLESPIE.

10365-o 4713-64

Elkon Electrical Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Elkon Electrical Company Ltd. », a transporté son siège social de 1255, carré Phillips, chambre 200, Montréal, à 196, rue Norman, ville St-Pierre.

THOMAS G. HARBOTTLE.

10366 14715-61

Henri Toupin Inc.

Notice is hereby given that "Henri Toupin Inc.", company incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act, Part I, by letters patent on the 11th day of January 1965, and having its head office in Grand'Mère, Laviolette county, has established its office at number 321, 7th avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Grand'Mère, this 26th day of March, 1965.

PAUL BEAUDOIN,
Secretary.

10351-o 47-65

Adru Granite Inc.

Notice is hereby given that "Adru Granite Inc.", incorporated by letters patent on the 10th day of May, 1946, and having its head office in the city of Montreal at 4150 Wilson Avenue, has moved it to Room 375, 3285 Cavendish Boulevard.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 6th day of April, 1965

(Seal) RUTH LOWIE,
Secretary.

10363-o 3982-46

Calendar Press Inc.

Notice is hereby given that "Calendar Press Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on March 19, 1965, has established its head office at 600 boulevard Goineau, Pont Viau, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of March, 1965.

ANDRÉ DAOUST,
President.

10364-o 1199-65

Craftsmen Painting Contractors (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "Craftsmen Painting Contractors (Quebec) Ltd.", incorporated by letters patent dated October 27, 1964, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 640 Cathcart Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, on this 1st day of February 1965.

THOMAS C. GILLESPIE,
President.

10365-o 4713-64

Elkon Electrical Company Ltd.

Notice is hereby given that "Elkon Electrical Company Ltd.", has transferred its head office from 1255 Phillips Square, suite 200, Montreal, to 196 Norman Street, in the town of St-Pierre.

THOMAS G. HARBOTTLE.

10366-o 14715-61

Field Aviation (Quebec) Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Field Aviation (Quebec) Limited », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, le 16e jour de mars 1965, et ayant son siège social en la cité de Dorval, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à l'Aéroport international de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 19e jour de mars 1965.

Le Président,
DOUGLAS N. KENDALL.

10367 1076-65

Field Aviation (Quebec) Limited

Notice is hereby given that "Field Aviation (Quebec) Limited", a company incorporated by letters patent, under the Quebec Companies Act on the 16th day of March, 1965, and having its head office in the city of Dorval, district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at Montreal International Airport.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of March, 1965.

DOUGLAS N. KENDALL,
President.

10367-o 1076-65

Foundation-Scottish Properties Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Foundation-Scottish Properties Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 9e jour de février 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à chambre 930, 1, place Ville Marie, Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 6e jour d'avril 1965.

(Sceau) *L'Assistant secrétaire,*
M. N. DAVIES.

10368 600-65

Foundation-Scottish Properties Ltd.

Notice is hereby given that "Foundation-Scottish Properties Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 9th day of February, 1965, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at suite 930, 1 Place Ville Marie, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of April, 1965.

(Seal) M. N. DAVIES,
Assistant Secretary.

10368-o 600-65

Florent LaHaye Inc.

Avis est donné que la compagnie « Florent LaHaye Inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 25e jour de février, 1965, et ayant son bureau principal à Charlesbourg, l'a établi au 8380 Blvd Henri-Bourassa, Charlesbourg.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 15e jour de mars, 1965.

Le Président,
FLORENT LAHAYE.

10379-o 611-65

Florent LaHaye Inc.

Notice is hereby given that "Florent LaHaye Inc.", which was incorporated by letters patent on the 25th day of February, 1965, and having its head office at Charlesbourg has established it a 8380 Henri-Bourassa Blvd. Charlesbourg.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 15th day of March, 1965.

FLORENT LAHAYE,
President.

10379 611-65

Demande à la Législature

Paroisse de St-Joseph de Chambly

Avis est par les présentes donné que la municipalité de la paroisse de St-Joseph de Chambly, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, aux fins de demander l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous le nom de « La Ville de Carignan », ainsi que l'octroi de pouvoirs spéciaux additionnels et pour autres fins.

Chambly, le 26 février 1965.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
VIEN, PARÉ, FERLAND
& BARBEAU.

10138-13-4-o

Application to Legislature

Parish of St-Joseph de Chambly

Notice is hereby given that the municipality of the parish of St-Joseph de Chambly will apply to the Quebec Legislature at its present session for the adoption of an act incorporating the territory of the municipality under the name of "The Town of Carignan", and to obtain special powers, and for other purposes.

Chambly, February 26, 1965.

VIEN, PARÉ, FERLAND
& BARBEAU,
Attorneys for the petitioner.

10138-13-4-o

Ministère des Affaires municipales

Ville de Beauceville-Est

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 667 du 30 mars 1965 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 216 du conseil municipal de la ville de Beauceville-Est, tel que modifié par une résolution en date du 8 mars 1965, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement, tel que modifié, et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Saint-François-de-Beauce, comté municipal de Beauce, et annexé à la ville de Beauceville-Est.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire, faisant actuellement partie de la municipalité de Saint-François-de-Beauce, comté de Beauce, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle ouest du lot 96; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la ligne séparative des lots 94 et 96 en allant vers le nord-est sur une distance de sept cent quatre-vingts (780′) pieds; une ligne droite faisant un angle de déflection à droite de 68°00′ sur une longueur de quatre mille cinq cent soixante pieds (4560′), cette ligne traversant les lots 96, 102, 108, 112, 113, 122-C, 122, 130, 137, 143 et 155 jusqu'à la ligne séparative des lots 155 et 160; une ligne droite en allant vers le sud et faisant un angle vers la droite de 63°30′ avec les lignes de lot sur une distance de deux mille neuf cent soixante (2960′) pieds, cette ligne traversant les lots 160, 162, 165, 172-A et 173-A jusqu'à la ligne séparative des lots 173-A et 174-A; une ligne droite faisant un angle vers la droite de 23°00′ avec la ligne séparative des lots 173-A et 174-A sur une longueur de trois mille quinze pieds (3015′), cette ligne traversant les lots 174-A et 175; puis, suivant les limites actuelles de la ville de Beauceville-Est, une ligne brisée séparant les lots 175, 174-A, 173-A, 172-A, 165, 162, 160, 155, 143, 137, 130, 122, 122-A, 114, 113, 112, 108, 102 et 96 des lots 175-8, 174-A-1, 173-A-1, 172-A-2, 165-84, 165-63, 165-82, 162-36, 162-39, 160-36, 155-48, 155-2, 145-34, 143-8, 137-23, 130-17, 122-13, 122-A-10, 122-A-11, 122-A-8, 114-1, 113-1, 112-4, 108-6, 102-5 et 96-8 jusqu'au point de départ, cette ligne traversant la rue de la Station.

Le Sous-ministre des affaires municipales,

10335-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Department of Municipal Affairs

Town of Beauceville-East

Notice is hereby given that by Order in Council number 667, dated March 30, 1965, and pursuant to the provisions of section 43 of Cities and Towns Act, (R.S.Q. 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No 216 of the Municipal Council of the town of Beauceville-East, modified by a resolution dated March 8, 1965, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory emntioned in the said by-law, as amended and described below, is detached from the town of St-François de Beauce, municipal county of Beauce, and annexed to the town of Beauceville-East.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of St. François de Beauce, including with reference to the official cadaster of the parish of St-François, lots or part of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, routes, streams or parts thereof, inclosed within the following boundaries, to wit: starting from the summit of the west angle of lot 96; thence, successively the following lines and demarcations, part of line separating lots 94 and 96 going towards north-east by a distance of seven hundred and eighty feet (780′); a straight line, making a deflection angle of 68.00 to the right, by a length of four thousand five hundred and sixty feet (4560′), this line crossing lots 96, 102, 108, 112, 113, 122-C, 122, 130, 137, 143 and 155, up to the line separating lots 155 and 160; a straight line going towards south and making an angle of 63.30 towards the right, with lines of lot, by a distance of two thousand nine hundred and sixty feet (2960′), this line crossing lots 160, 162, 165, 172-A and 173-A, up to the separating line of lots 173-A and 174-A; a straight line making an angle of 23.00 towards the right, with the separating line of lots 173-A and 174-A by a lenght of three thousand and fifteen feet (3015′), this line crossing lots 174-A and 175; then, following the present boundaries of the town of Beauceville East, a broken line separating lots: 175, 174-A, 173-A, 172-A, 165, 162, 160, 155, 143, 137, 130, 122, 122-A, 114, 113, 112, 108, 102 and 96, of lots 175-8, 174-A-1, 173-A-1, 172-A-2, 165-84, 165-63, 165-82, 162-36, 162-39, 160-36, 155-48, 155-2, 145-34, 143-8, 137-23, 130-17, 122-13, 122-A-10, 122-A-11, 122-A-8, 114-1, 113-1, 112-4, 108-6, 102-5 and 96-8, up to the starting point, this line crossing de la Station street.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,

10335 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ville de Buckingham

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 667 du 30 mars 1965, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 214 N.S. du conseil municipal de la ville de Buckingham, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la partie Sud-Est

Town of Buckingham

Notice is hereby given that by Order in Council number 667, dated March 30, 1965, and pursuant to the provisions of section 43 of Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law number 214 N.S. of the Municipal Council of the town of Buckingham, and to decree that from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law, and described below, is detached from the municipality of part

du Canton de Buckingham, comté de Papineau, et annexé à la ville de Buckingham.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la Partie Sud-Est du Canton de Buckingham, comté de Papineau, comprenant en référance au cadastre officiel dudit canton, une partie du lot 8-A rang IV et ses subdivisions présentes et futures et dont le périmètre se décrit comme suit, savoir: partant du sommet de l'angle sud du lot 8-C; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en suivant les limites actuelles de la ville de Buckingham, la ligne sud-est des lots 8-C, 8-A-12, 8-A-20 (rue), 8-A-18, 8-A-51 et 8-A-52; la ligne est du lot 8-A-52; puis laissant les limites actuelles de la ville de Buckingham, une ligne allant vers l'est sur une longueur de cinq cent cinquante pieds (550′) et perpendiculaire à la ligne est du lot 8-A-52; une ligne allant vers le sud sur une longueur de deux mille cent quatre-vingt-huit pieds (2,188′) et perpendiculaire à la ligne précédente; une ligne allant vers l'ouest sur une longueur de mille deux cent cinquante-neuf pieds et sept dixièmes (1,259.7′) et perpendiculaire à la dernière ligne mentionnée et enfin partie de la ligne ouest du lot 8-A sur une longueur de cinq cent quatre-vingt-huit pieds (588′) jusqu'au point de départ; lequel territoire à être détaché de la municipalité de la Partie Sud-Est du Canton de Buckingham, comté de Papineau, pour être annexé à la ville de Buckingham.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
10335-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Ville de Buckingham

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 667 du 30 mars 1965 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 215 N.S. du conseil municipal de la ville de Buckingham, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la partie sud-est du canton de Buckingham, comté de Papineau, et annexé à la ville de Buckingham.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la partie sud-est du canton de Buckingham, comté de Papineau, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton, une partie du lot 8-A rang IV et ses subdivisions présentes et futures et dont le périmètre se décrit comme suit, savoir: partant du point d'intersection de la ligne ouest du lot 8-A rang IV du cadastre officiel du canton de Buckingham avec le sommet de l'angle nord-est du lot 583 (rue Mac Laren) du cadastre officiel du village incorporé de Buckingham; de là, successivent, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne ouest du lot 8-A rang IV en allant vers le nord sur une longueur de mille sept cent quarante-quatre pieds et un dixième (1744.1′), cette ligne se prolongeant à travers un chemin public jusqu'au côté sud d'un autre chemin public; le côté sud du chemin public en dernier lieu mentionné en allant vers l'est sur une longueur de deux cent soixante-six pieds (266′); une ligne

South-east of the township of Buckingham, county of Papineau, and annexed to the town of Buckingham.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of Part South-east of the township of Buckingham, county of Papineau, including with reference to the official cadaster of the said township, a part of lot 8-A, range IV and its present and future subdivisions and as the perimeter is described as follows: to wit: starting from the summit of the south angle of lot 8-C; thence, successively, the following lines and demarcations: following the actual boundaries of the town of Buckingham, the line south-east of lots 8-C, 8-A-12, 8-A-20 (street), 8-A-18, 8-A-51 and 8-A-52; the east line of lot 8-A-52; then leaving the present boundaries of the town of Buckingham, a line going towards east by elength of five hundred and fifty feet (550′) and perpendicular to the east line of lot 8-A-52; a line going towards south by a lenght of tow thousand one gundred and eighty-eight feet (2,188′) and perpendicular to the preceding line; a line boing towards west by a lenght of one thousand tow hundred and fifty-nine feet and seven-teenth (1,259.7′) and perpendicular to the latter mentioned and at last, part of the west line of lot 8-A, by a lenght of five hundred and eighty-eight feet (588′) up to the starting point; which territory to be detached from the municipality of Part South-east of the township of Buckingham, county of Papineau, to be annexed to the town of Buckingham.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
10335 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Town of Buckingham

Notice is hereby given that by Order in Council number 667, dated March 30, 1965, and pursuant to the provisions of section 43 of Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law number 215 N.S. of the Municipal Council of the town of Buckingham, and to decree to from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law, and described below, is detached from the municipality of part south-east of the township of Buckingham, county of Papineau, and annexed to the town of Buckingham.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of part southeast of the township of Buckingham, county of Papineau, including with reference to the official cadaster of the said township, a part of lot 8-A, range IV, and its present and future subdivisions and as the perimeter is described as follows: to wit: starting from an intersection point of the west line of lot 8-A, rage IV, of the official cadaster of the township of Buckingham with the summit of northeast angle of lot 583 (MacLaren street) of the offixial cadaster of the village incorporated of Buckingham; thence, successively the following lines and demarcations: the said west line of lot 8-A, range IV, going towards north by a lenght of one thousand seven hundred and forty-four feet and one-tenth (1744.1′), this line extending across a public road up to the south side of another public road; the south side of the public road last mentioned going towards east by a lenght of two hundred and sixty-six feet

dans le lot 8-A en allant vers le sud parallèlement à la ligne ouest dudit lot 8-A sur une longueur de mille sept cent trente-sept pieds (1737′) soit jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 583 du cadastre officiel du village incorporé de Buckingham et enfin ledit prolongement sur une longueur de deux cent soixante-six pieds (266′) jusqu'au point de départ; lequel territoire à être détaché de la municipalité de la partie sud-est du canton de Buckingham, comté de Papineau, pour être annexé à la ville de Buckingham.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
10335-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

(266′); a line in lot 8-A, going towards south, in a parallel direction to the west line of the said lot 8-A by a lenght of one thousand seven hundred and thirty-seven feet (1737′), if for instance up until the prolongation of the north line of lot 583 of the official cadaster of the incorporated village of Buckingham and at last, the said prolongation by a lenght of two hundred and sixty-six feet (266′) up to the starting point; which territory to be detached from the municipality of part southeast of the township of Buckingham, county of Papineau, to be annexed to the town of Buckingham.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
10335 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Éducation

Chicoutimi Cath.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire catholique d'Arvida, dans le comté de Jonquière-Kénogami:

Tout ce territoire situé dans le douzième rang sud-ouest chemin Sydenham, comprenant les lots numéros onze-B à dix-huit-B (11-B à 18-B) inclusivement, partie des lots numéros huit-B à onze-A (8-B à 11-A) inclusivement, ainsi qu'une partie du lot numéro soixante-seize (76), chemin de fer Roberval-Saguenay et leur subdivision, au cadastre officiel de la Paroisse de Chicoutimi, comté et division d'enregistrement de Chicoutimi et compris à l'intérieur du périmètre ci-après décrit: Partant du point d'intersection de la limite sud-ouest du lot numéro 18-B du susdit rang XII, avec la ligne limitative nord-ouest dudit rang XII sud-ouest chemin Syndenham, allant vers le nord-est en suivant cette ligne limitative nord-ouest du susdit rang XII et son prolongement en ligne droit jusqu'à la limite nord-est du lot numéro 76, chemin de fer Roberval-Saguenay; de ce point, vers le sud-est en suivant cette limite nord-est du lot numéro 76 jusqu'à la rencontre du prolongement en ligne droite vers le sud-ouest de la ligne séparative entre les rangs XI et XII sud-ouest chemin Syndenham; de ce point, vers le sud-ouest en suivant le susdit prolongement de la ligne séparative entre les rangs XI et XII, puis la ligne séparative entre ces deux susdits rangs XI et XII jusqu'à la limite sud-ouest du lot numéro 18-B du susdit rang XII sud-ouest chemin Syndenham; de ce point, en suivant cette ligne sud-ouest du lot numéro 18-B jusqu'au point de départ.

Ce territoire ainsi délimité contient une superficie d'environ mille quarante-neuf (1049) acres.

Le tout conforme à un plan préparé par l'arpenteur Jean-Marie Lamarre, sous le numéro 3335 de ses minutes.

Québec, le 7 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.
10309-15-2-o 135-65

Ville de Matane

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la Ville de Matane, dans le comté de Matane, en celui de « Matane », dans le même comté.

Québec, le 6 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
10310-15-2-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Department of Education

Chicoutimi Cath.

Application is made to detach from the Catholic school municipality of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, the territory described below to annex it to the Catholic school municipality of Arvida, in the county of Jonquière-Kénogami:

All that territory situated in the twelfth south-west range Sydenham road, comprising lots numbers eleven-B to eighteen-B (11-B to 18-B) inclusively, part of lots numbers eight-B to eleven-A (8-B to 11-A), inclusively, together with part of lot number seventy-six (76), railway Roberval-Saguenay and their subdivision, on the official cadaster of the parish of Chicoutimi, county and registration division of Chicoutimi and comprised in the interior perimeter described below: going from the intersection point of the south-west limit of lot number 18-B of the aforesaid range XII, with a limitary north-west line of the said south-west range XII Syndenham road, going toward the north-east following this limitary line north-west of the aforesaid range XII and its prolongation in a straight line up to the north-east limit of lot number 76, railway Roberval-Saguenay· from this point, towards the south-east in following this limit north-east of lot number 76 up to the meeting of the prolongation in a straight line towards the south-west of the separative line between ranges XI and XII south-west Syndenham road; from this point, towards the south-west in following the aforesaid prolongation of the separative line between ranges XI and XII, then the separative line between the two aforesaid ranges XI and XII up to the south-west limit of lot number 18-B of the aforesaid range XII south-west Syndenham road; from this point, in following this said line south-west of lot number 18-B up to the starting point.

This territory thus delimited contains an area of about one thousand and forty-nine (1049) acres.

The whole in conformity with a prepared plan by surveyor Jean-Marie Lamarre, under number 3335 of his minutes.

Quebec, April 7, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.
10309-15-2 135-65

Town of Matane

Application is made to change the name of the school municipality of the town of Matane, in the county of Matane, to that of "Matane", in the same county.

Quebec, April 6, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
10310-15-2 *Minister of Education.*

Ste-Clotilde-de-Horton

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Clotilde-de-Horton, dans le comté d'Arthabaska, les lots 7, 8 et 9 des rangs X et XI du cadastre officiel du canton Simpson pour les annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, dans le comté de Drummond.

Québec, le 7 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10311-15-2-o 796-64

Ste-Clotilde-de-Horton

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Clotilde-de-Horton, in the county of Arthabaska, lots 7, 8 and 9 of ranges X and XI of the official cadaster of the township of Simpson to annex them to the school municipality of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, in the county of Drummond.

Quebec, April 7, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10311-15-2 796-64

Paroisse de St-Jérôme

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de St-Jérôme, dans le comté de Matane, à la municipalité scolaire de Matane, dans le comté de Matane.

Québec, le 6 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation.
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10312-15-2-o 323-58

Parish of St-Jérôme

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of St-Jérôme, in the county of Matane, to the school municipality of Matane, in the county of Matane.

Quebec, April 16, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10312-15-2 323-58

Paroisse de Terrebonne

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, aux municipalités scolaires de la ville de Terrebonne et de la paroisse de St-Maurice-de-Bois-Filion, dans le même comté, de la façon suivante, savoir:

La partie devant être annexée à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne comprend les lots 497 à 586 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis-de-Terrebonne;

La partie devant être annexée à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Maurice-de-Bois-Filion comprend les lots 42 à 81 inclusivement et 216 à 496 aussi inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis-de-Terrebonne ainsi que les lots 430, 431, 432 et 815 à 825 inclusivement et 828 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville.

Québec, le 7 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10313-15-2-o 144-63

Parish of Terrebonne

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of Terrebonne, in the county of Terrebonne, to the school municipalities of the town of Terrebonne and of the parish of St-Maurice-de-Bois-Filion, in the same county, in the following manner, to wit:

The part to be annexed to the school municipality of the town of Terrebonne comprises lots 497 to 586 inclusively of the official cadaster of the parish of St-Louis-de-Terrebonne;

The part to be annexed to the school municipality of the parish of Ste-Maurice-de-Bois-Filion comprises lots 42 to 81 inclusively and 216 to 496 also inclusively of the official cadaster of the parish of St-Louis-de-Terrebonne as well as lots 430, 431, 432 and 815 to 825 inclusively and 828 of the official cadaster of the parish of Ste-Thérèse-de-Blainville.

Quebec, April 7, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10313-15-2 144-63

Arntfield

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire d'Arntfield, dans le comté de Rouyn-Noranda, le territoire comprenant le rang X du canton Dufay, actuellement non encore organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 9 avril 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10396-16-2-o 128-65

Arntfield

Application is made to annex to the school municipality of Arntfield, in the county of Rouyn-Noranda, the territory comprising range X of the township of Dufay, presently not yet organized as to the school point of view.

Quebec, April 9, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10396-16-2 128-65

Ministère des Finances
Assurances

La Familiale, Compagnie d'Assurance-Vie
Family Life Assurance Company

Avis d'émission de permis et de Certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « La Familiale, Compagnie d'Assurance-Vie — Fa-

Department of Finance
Insurance

La Familiale, Compagnie d'Assurance-Vie
Family Life Assurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "La Familiale, Compagnie d'Assurance-Vie — Family Life Assu-

mily Life Assurance Company », enregistrée sous le numéro 677, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 401, qui l'autorise, à compter du 15 mars 1965, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance sur la Vie.

Le siège social de la compagnie est situé à Saint-Victor, province de la Saskatchewan.

La compagnie a nommé monsieur Maurice Côté, 268, rue Louis-Riel, Chicoutimi-Nord, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 mars 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,

Le Surintendant des assurances,
10279-15-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

The Grand Orange Lodge of British America

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « The Grand Orange Lodge of British America », enregistrée sous le numéro 248, a obtenue le permis et le certificat d'enregistrement numéro 27-A, qui l'autorise à compter du 18 mars 1965, à accorder à ses membres, dans la Province, les bénéfices suivants: Assurance-vie et Maladie, dans les limites autorisées par la constitution, les statuts et les règlements de la société.

Le siège social de la société est situé à 10, rue Berti, Toronto, province d'Ontario.

La société a nommé monsieur R.-H. Butler, 5025 ouest, rue Broadway, Montréal 29, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 mars 1965.

Pour le Minister des finances
de la Province,

Le Surintendant des assurances,
10279-15-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

The Hungarian Reformed Federation of America

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « The Hungarian Reformed Federation of America », enregistrée sous le numéro 247, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 29-A, qui l'autorise à compter du 3 février 1965, à accorder à ses membres, dans la Province, les bénéfices suivants: Assurance vie; Accident et Maladie, dans les limites autorisées par la constitutions, les statuts et les règlements de la société.

Le siège social de la société est situé à 3216, avenue New Mexico, Nord-Ouest, Washington, district de Columbia, États-Unis d'Amérique.

La société a nommé le Révérend Michael Feher, 50, boulevars Graham, ville Mont-Royal, Montréal 16, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 22 février 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,

Le Surintendant des assurances,
10279-15-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

rance Company", registered under number 677, has obtained the license and certificate of registry number 401, authorizing it, as from the 15th of March 1965, to undertake in this Province contracts of Life insurance.

The head office of the company is situated at Saint-Victor, Province of Saskatchewan.

The company has appointed Mr Maurice Côté, 268, Louis-Riel Street, Chicoutimi-North, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of March, 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,
10279-15-2-o *Superintendent of Insurance.*

The Grand Orange Lodge of British America

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "The Grand Orange Lodge of British America", registered under number 248, has obtained the license and certificate of registry 27-A, authorizing it, as from the 18th of March 1965, to grant to its members in the Province the following benefits: Life insurance and Sickness, to the extent authorized by the Society's Act of incorporation, constitution and by-laws.

The head office of the society is situated at 10, Berti Street, Toronto, Province of Ontario.

The society has appointed Mr. R.-H. Butler, 5025, Broadway Street West, Montreal 29, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of March 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,
10279-15-2-o *Superintendent of Insurance.*

The Hungarian Reformed Federation of America

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "The Hungarian Reformed Federation of America", registered under number 247, has obtained the license and certificate of registry number 29-A, authorizing it, as from the 3rd of February 1965, to grant to its members in the Province the following benefits: Life insurance; Accident and Sickness, to the extent authorized by the Society's Act of incorporation, constitution and by-laws.

The head office of the society is situated at 3216, New Mexico Avenue North West, Washington, district of Columbia, United States of America.

The society has appointed Reverend Michael Feher, 50, Graham Boulebard, Town of Mount Royal, Montreal 16, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 22nd of February 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,
10279-15-2-o *Superintendent of Insurance.*

The Albion Insurance Company of Canada

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « The Albion Insurance Company of Canada », constituée en corporation le 26 juin 1956, par la Loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51 du Parlement du Canada, a changé l'adresse de son siège social du numéro 630 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, au numéro 1155, rue Metcalfe, Montréal 2 ou suite 1880, Édifice Sun Life, Carré Dominion, Montréal 2.

Donné à Montréal, ce 20e jour de mars 1965.

Le Secrétaire,
10380-o H. M. McLAUGHLIN.

The Albion Insurance Company of Canada

Notice of Change of Head Office

Notice is hereby given that "The Albion Insurance Company of Canada", incorporated on June 26th, 1956, by Act 4-5 Elizabeth II, chapter 51 of the Parliament of Canada, has changed the address of its head office from number 630, Sherbrooke Street West, Montreal, to number 1155, Metcalfe Street, Montreal 2 or suite 1880, Sun Life Building, Dominion Square, Montreal 2.

Given at Montreal, this 20th day of March 1965.

H. M. McLAUGHLIN,
10380-o *Secretary.*

The Great Eastern Insurance Company

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « The Great Eastern Insurance Company », constituée en corporation le 18 juin 1952, par la Loi I, Elizabeth II, chapitre 62 des Statuts du Canada, a changé l'adresse de son siège social du numéro 630 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, au numéro 1155, rue Metcalfe, Montréal 2 ou suite 1880, Édifice Sun Life, Carré Dominion, Montréal 2.

Donné à Montréal, ce 20ème jour de mars 1965.

Le Secrétaire,
10381-o H. M. McLAUGHLIN.

The Great Eastern Insurance Company

Notice of Change of Head Office

Notice is hereby given that "The Great Eastern Insurance Company", incorporated on June 18th, 1952, by Act I, Elizabeth II, chapter 62 of the Statutes of Canada, has changed the address of its head office from number 630, Sherbrooke Street West, Montreal, to number 1155, Metcalfe Street, Montreal 2 or suite 1880, Sun Life Building, Dominion Square, Montreal 2.

Given at Montreal, this 20th day of March, 1965.

H. M. McLAUGHLIN,
10381-o *Secretary.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Village du Bassin de Chambly

Cadastre officiel du village du Bassin de Chambly, municipalité de la ville de Chambly, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 16-16, 16-36, 16-144 à 16-168, 16-177 à 16-194, 16-196 à 16-229, 16-231 à 16-237, 16-239, 16-260, 16-261, 16-264 à 16-267 et la partie restante des lots 16-230, 16-238 et 16-240 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 mars 1965.

Le Sous-ministre,
10336-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Orford

Cadastre officiel du canton de Orford, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 106-43 et 106-50 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mars 1965.

Le Sous-ministre,
10336-o FERNAND BOUTIN.

Village de Mégantic

Cadastre officiel du village de Mégantic, municipalité de la ville de Lac-Mégantic, division d'enregistrement de Frontenac.

Avis est par la présente donné que les lots 1202 à 1238, 1263 à 1298, 1319 à 1335, les rues Victoria, Wilson, Crown et une partie des rues Railways South et Lake Avenue sont annulés

Department of Lands and Forests
Cadastre

Village of Bassin de Chambly

Official cadastre of the village of Bassin de Chambly, municipality of the town of Chambly, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 16-16, 16-36, 16-144 to 16-168, 16-177 to 16-194, 16-196 to 16-229, 16-231 to 16-237, 16-239, 16-260, 16-261, 16-264 to 16-267 and the remaining part of lots 16-230, 16-238 and 16-240 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 29, 1965.

FERNAND BOUTIN,
10336-o *Deputy Minister.*

Township of Orford

Official cadastre of the township of Orford, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 106-43 and 106-50 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 5, 1965.

FERNAND BOUTIN,
10336-o *Deputy Minister.*

Village of Mégantic

Official cadastre of the village of Mégantic, municipality of the town of Lac-Mégantic, registration division of Frontenac.

Notice is hereby given that lots 1202 to 1238, 1263 to 1298, 1319 to 1335, the Victoria, Wilson, Crown Streets and part of Railways South and Lake Avenue Streets are cancelled and lots

et les lots 2382 et 2383 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 avril 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10336-o

Cité de Sherbrooke, Quartier Nord

Cadastre officiel de la cité de Sherbrooke, Quartier Nord, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 834-1, 816-1, 817-1, 986-1 et partie des lots 816, 817, 834, 986 sont annulés et le lot 991 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 mars 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10336-o

Paroisse de Ste-Agathe-des-Monts

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts, municipalité de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 9-B-38 à 9-B-45, 9-B-75, 9-B-76, 10-100 à 10-102, 10-113 à 10-138, 10-140, 10-143, 10-145 à 10-151, 10-172 à 10-174, 10-178 à 10-183, 10-187 à 10-190, 10-196 à 10-207, 10-213 et 10-214 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 mars 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10336-o

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, municipalité de la ville de St-Bruno-de-Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 123-2 à 123-12, 123-14, 123-16 et partie du lot 123-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 mars 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10336-o

Paroisse de St-Jérôme

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme, municipalité du village de Lafontaine, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 234-1 à 234-8 et partie des lots 234-9 et 234-13 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 mars 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10336-o

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la ville de Rosemère, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 254-34, 254-36, 254-40, 254-41, 254-42, 254-45, 254-46 et 254-47 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 mars 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10336-o

2382 and 2383 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 2, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10336-o

City of Sherbrooke, North Ward

Official cadastre of the city of Sherbrooke, North Ward, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 834-1, 816-1, 817-1, 986-1 and part of lots 816, 817, 834, 986 are cancelled and lot 991 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 22, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10336-o

Parish of Ste-Agathe-des-Monts

Official cadastre of the parish of Ste-Agathe-des-Monts, municipality of the town of Ste-Agathe-des-Monts, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 9-B-38 to 9-B-45, 9-B-75, 9-B-76, 10-100 to 10-102, 10-113 to 10-138, 10-140, 10-143, 10-145 to 10-151, 10-172 to 10-174, 10-178 to 10-183, 10-187 to 10-190, 10-196 to 10-207, 10-213 and 10-214 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 16, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10336-o

Parish of St-Bruno

Official cadastre of the parish of St-Bruno, municipality of the town of St-Bruno-de-Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 123-2 to 123-12, 123-14, 123-16 and part of lot 123-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 24, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10336-o

Parish of St-Jérôme

Official cadastre of the parish of St-Jérôme, municipality of the village of Lafontaine, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 234-1 to 234-8 and part of lots 234-9 and 234-13 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 29, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10336-o

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the town of Rosemère, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 254-34, 254-36, 254-40, 254-41, 254-42, 254-45, 254-46 and 254-47 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, March 23, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10336-o

Paroisse de Trois-Pistoles

Cadastre officiel de la paroisse de Trois-Pistoles, municipalité de la ville de Trois-Pistoles, division d'enregistrement de Témiscouata.

Avis est par la présente donné que les lots 188-1, 188-2, 243-5 à 243-7 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 mars 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10336-o

Parish of Trois-Pistoles

Official cadastre of the parish of Trois-Pistoles, municipality of the town of Trois-Pistoles, registration division of Témiscouata.

Notice is hereby given that lots 188-1, 188-2, 243-5 to 243-7 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 26, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10336-o

Ministère du Travail

Avis d'approbation de règlements

L'honorable Carrier Fortin, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du commerce de l'alimentation de Drummondville, établi en exécution du décret numéro 543 du 17 mars 1965, dont le siège social est situé dans la cité de Drummondville, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 781 du 9 avril 1965, Section « D ».

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1965. 10355-o

Avis de modification

Imprimerie — Montréal

L'honorable Carrier Fortin, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présenté par le Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 2114 du 4 novembre 1964 et amendement, relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal;

L'article XXIV suivant sera ajouté:

XXIV. Apprentissage — Zone I

« A »

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RÉGISSANT L'APPRENTISSAGE DANS LA ZONE I

Les règlements suivants régissent les apprentis dans la Zone I du présent décret:

1° Les candidats à l'apprentissage dans les métiers de l'imprimerie doivent posséder les qualifications suivantes:

i) Une aptitude naturelle et un intérêt marqué pour la branche du métier dans laquelle ils désirent entrer en apprentissage et dont l'employeur et/ou les candidats à l'apprentissage doivent se rendre compte au cours des trois premiers mois.

ii) Un certificat de deuxième année d'une École Supérieure (High School) de la Commission des Écoles Protestantes ou un certificat de neuvième (9ième année) de la Commission des Écoles Catholiques. Les candidats doivent présenter un relevé certifié conforme des notes de conduite et de travail obtenues pendant leur dernière année scolaire.

Department of Labour

Notice of approval of by-laws

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and by-laws of the Food Trade Parity Committee of Drummondville (established in pursuance of decree number 543 of March 17, 1965 and whose head office is located in the city of Drummondville) have been approved by Order in Council number 781 of April 9, 1965, section "D".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 17, 1965. 10355-o

Notice of amendment

Printing Industry — Montreal

Purusant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district has petitioned him to amend decree number 2114 of November 4, 1964 and amendment (Printing Industry and trades, region of Montreal), as follows:

The following section XXIV will be added:

XXIV. Apprenticeship, Zone I

"A"

GENERAL PROVISIONS GOVERNING APPRENTICESHIP IN ZONE I

The following rules shall govern apprentices in Zone I of the present decree:

1. Applicants for apprenticeship in the printing trades must have the following qualifications:

(i) Natural aptitude for and interest in the branch of the trade in which they wish to be indentured, which shall be determined within the first three months by the employer and/or the employee.

(ii) At least two years high school education in the case of applicants who attended Protestant schools or ninth year standing in the case of those who attended Catholic schools. Applicants must present their school-leaving certificates showing the grade attained and standing therein.

Ce certificat scolaire peut n'être pas exigé dans certains cas exceptionnels dont la Commission d'Apprentissage des Métiers de l'Imprimerie de Montréal et du district est seule juge.

iii) Être agés d'au moins 16 ans et de pas plus de 20 ans. La Commission peut cependant passer outre à cette condition dans certaines circonstances exceptionnelles, tel que dans le cas de vétérans, etc.

iv) Une santé et un équilibre qui les rendent aptes à l'exercice du métier. À cette fin, les candidats seront soumis à un examen par un médecin, un spécialiste en radiographie des poumons, un oculiste et un psychologue. Ces psécialistes sont choisis à cause de leur connaissance des exigences toutes particulières que l'industrie de l'imprimerie requiert de sa main-doeuvre.

2° Aucun nouvel apprenti ne peut être employé à moins que l'employeur n'en donne avis à la Commission d'Apprentissage qui pourra vérifier les aptitudes du candidat à l'apprentissage.

Lorsqu'il y a un emploi disponible, les apprentis qui ont déjà été liés par contrat et qui sont sans emploi auront la préférence sur tout nouveau candidat à l'apprentissage.

3° L'apprentissage est régi par un contrat d'apprentissage tel que déterminé par la Commission. Ce contrat d'apprentissage est signé à la fois par la Commission, l'employeur et le père (et à son défaut, la mère) ou le tuteur de l'apprenti.

Ce contrat est enregistré à la Commission d'Apprentissage qui indique la branche du métier qu'entend suivre l'apprenti.

4° Un employeur ne peut congédier un apprenti avec lequel il est lié par contrat d'apprentissage sans avoir au préalable obtenu l'autorisation écrite de la Commission.

5° Un employeur qui a suspendu ou congédié un apprenti avec lequel il était lié par contrat d'apprentissage ne peut, sauf autorisation de la Commission embaucher un autre apprenti; sans avoir au préalable offert de réengager l'apprenti suspendu ou congédié.

6° Lorsqu'un employeur suspend ou congédie un apprenti, il ne peut, à moins d'autorisation expresse de la Comission d'Apprentissage, embaucher un apprenti de classification inférieure pour remplacer l'apprenti ainsi suspendu ou congédié.

7° Un apprenti lié par contrat ne peut quitter le service de son employeur sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Commission d'Apprentissage.

8° La Commission peut, à sa discrétion, rayer des cadres de l'apprentissage tout apprenti lié par contrat qui, de lui-même, quitte son emploi sans l'autorisation écrite de la Commission ou tout apprenti dont le contrat a été résillé par la Commission pour cause.

9° La première année d'apprentissage est considérée comme une période probatoire, Si, à son expiration, la Commission d'Apprentissage est d'avis que l'apprenti n'a pas atteint un degré suffisant de compétence, elle peut résilier son contrat. La Commission d'Apprentissage prend connaissance du rapport de l'employeur à cet effet, sans pour cela être tenue de prendre une décision en conséquence.

10. Un apprenti dans un atelier de composition, de réglage, de coupage, de reliure ou de finition, peut obtenir la remise de sa dernière année d'apprentissage à la condition qu'il ait fait des

This academic qualification may be waived in exceptional cases of which the Apprenticeship Commission of the Printing Trades for Montreal and district will be the sole judge.

(iii) Must be at least 16 years of age and not more than 20 years of age. The Commission may waive this rule where there are exceptional circumstances, such as in the case of veterans, etc.

(iv) Physical and mental fitness suitable to the trade. To qualify under this section an applicant must pass a complete examination by a qualified physician, an X-ray examination of the lungs by a radiologist and an examination by a psychologist and an oculist. These specialists will be chosen on the basis of their knowledge of the special requirements which the printing industry expects of employees.

2. No new apprentices may be employed without the approval of the Apprenticeship Commission, whose discretion as to the fitness of a candidate for apprenticeship shall be final.

To the extent possible, and within the discretion of the Apprenticeship Commission, unemployed apprentices already indentured must be given the preference for employment over new candidates for apprenticeship.

3. Apprenticeship must be effected by an Indenture of Apprenticeship, as prescribed by the Apprenticeship Commission. This Indenture of Apprenticeship is signed by the Apprenticeship Commission, the employer and the father (or the mother) or guardian of the apprentice, when the latter is a minor.

This identure must be registered with with the Apprenticeship Commission which will record the branch of the trade which the apprentice intends to follow.

4. No employer may dismiss an apprentice with whom he has signed an Indenture of Apprenticeship without first obtaining the written authorization of the Commission.

5. An employer who lays off or dismisses an apprentice with whom he has signed an Indenture of Apprenticeship may not, except in the case where he is authorized to do so by the Commission, hire another apprentice without first recalking the apprentice who was laid off or dismissed.

6. Where an employer lays off or dismisses an apprentice he may not, unless authorized by the Apprenticeship Commission, hire an apprentice of a lower classification to replace the apprentice so laid off or dismissed.

7. No indentured apprentice may quit his employer's employ without the written authorization of the Apprenticeship Commission.

8. The Apprenticeship Commission may, at its discretion, strike from the roll of apprentices any iatendured apprentice who, of his own volition, quits his employment without the written authorization of the Commission or whose apprenticeship contract has been cancelled by the Commission for good reasons.

9. The first year of apprenticeship is deemed to be a probationary period and if, at the end of this time, in the opinion of the Apprenticeship Commission, the apprentice fails to measure up to a set standard of progress, his indenture may be cancelled. The employer's recommendation is a factor, but not the sole determinant, in the Commission arriving at this decision.

10. An apprentice in the Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Finishing Departments may obtain a remission of the last year of his apprenticeship period. This time credit is granted

progrès satisfaisants de l'avis de son employeur et de la Commission.

11° i) Le Comité paritaire peut exiger que les apprentis et/ou les stagiaires, après une période probatoire de six mois d'apprentissage dans leur métier, et jusqu'à ce qu'ils aient complété leur troisième année d'apprentissage, fréquentent les cours du soir (un soir par semaine, de septembre à mai) et les cours du jour (d'une durée de deux semaines chaque année, soit dix jours pleins, du lundi au vendredi) dispensés à de tels apprentis, à l'Institut des Arts Graphiques de la province de Québec, sous les auspices de la Commission d'Apprentissage. Un apprenti et/ou un stagiaire qui termine sa période probatoire d'apprentissage ne sera pas tenu de fréquenter les cours mentionnés plus haut qui seraient alors en marche, mais commencera à fréquenter les cours du soir qui débuteront en septembre suivant. Quant à l'apprenti et/ou au stagiaire qui complète le deuxième semestre de sa troisième année d'apprentissage alors qu'il suit les cours du soir ou les cours du jour d'une durée de deux semaines, il doit continuer à fréquenter ces cours à l'Institut des Arts Graphiques de la province de Québec jusqu'à ce que lesdits cours soient terminés.

ii) Tout employé embauché comme apprenti doit, quelle que soit sa classification, fréquenter durant trois années complètes les cours du soir et les deux semaines de cours du jour dispensés à l'Institut des Arts Graphiques de la province de Québec sous les auspices de la Commission d'Apprentissage pour les apprentis qui sont dans leurs trois premières années d'apprentissage. Cette disposition ne s'applique pas aux apprentis régis par le paragraphe 16 du présent article.

iii) Lorsqu'un apprenti et/ou un stagiaire fréquente les deux semaines de cours du jour à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec, son employeur peut, après en avoir obtenu l'autorisation de la Commission d'Apprentissage, le remplacer durant son absence par un élève régulier de l'Institut. Le temps passé à l'atelier d'imprimerie par un élève régulier de l'Institut est considéré comme faisant partie du programme d'études de l'Institut, et tel élève n'est pas considéré comme un employé assujetti au présent décret.

iv) Les apprentis et/ou les stagiaires des trois premières années qui travaillent sur une équipe de nuit doivent être libérés de tout travail par leurs employeurs pendant une période de tenps suffisante pour leur permettre d'assister aux cours du soir dispensés à l'Institut des Arts Graphiques de la province de Québec, Lorsqu'un apprenti d'une équipe de nuit s'absente de son travail pour assister au cours du soir, il doit recevoir de son employeur l'équivalent de quatre heures et demie de salaire au taux régulier du travail de nuit.

Un apprenti qui est employé sur une équipe dont les heures ne viennent pas en conflit avec celles des cours du soir, et qui est avisé de suivre lesdits cours du soir, dout y assister, à défaut de quoi il est passible d'être retardé dans sa classification à raison de deux semaines pour chaque soir d'absence aux cours. Quant à l'apprenti qui travaille sur une équipe de nuit dont les heures viennent en conflit avec celles des cours du soir dispensés à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec et qui néglige de suivre les court auxquels il est requis s'assister, il est passible d'une réduction sur son salaire équivalente à deux (2) heures de salaire pour chaque heure d'absence auxdits cours.

provided only that the apprentice has maintained his efficiency to the satisfaction of the Apprenticeship Commission and his employer.

11. (i) The Parity Committee may require apprentices and/or starting press apprentices, from the time they complete a probationary period of six months in the printing industry until they complete the third year of their apprenticeship, to attend all evening courses (one evening a week from September through May) as well as all day courses (two full weeks each year — ten working days, Monday through Friday) given for such apprentices at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec under the auspices of the Apprenticeship Commission. An apprentice and/or starting press apprentice completing his probationary period of apprenticeship will not be required to attend the courses referred to above which may then be in progress but will commence attending evening courses which start in September; an apprentice and/or starting press apprentice who completes the second six months of his third year of apprenticeship while the evening courses or the two-week day courses are in progress must continue to attend such courses at the Graphic Arts Institute of the province of Quebec until the completion of the courses then in progress.

(ii) Any employee hired as an apprentice, irrespective of his stage of apprenticeship, must for three full years attend the evening courses and the two-week day courses given at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec under the auspices of the Apprenticeship Commission for apprentices in the first three years of apprenticeship. This provision shall not apply to apprentices covered by Paragraph Sixteen (16) of the present article.

(iii) Where an apprentice and/or a starting press apprentice attends the two-week day courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec his employer may, subject to the prior approval of the Apprenticeship Commission, use the service of a fulltime student of the said Institute to replace his in his absence. The time so spent by the student in the shop shall be considered part of his school Curriculum and while in the shop he will not be considered as an employee covered by the jurisdiction of the present decree.

(iv) Apprentices and/or starting press apprentices in their first three years of apprenticeship who work on night shifts must be excused from work by their employers for the time necessary for them to attend evening courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec. Where an apprentice loses time from his regular night shift by reason of attending evening courses, he shall receive from his employer the equivalent of four and a half hours pay at his regular night shift rate of pay.

An apprentice working on a shift which does not conflict with the hours of evening courses, who is notified to attend evening classes must do so or he will be penalized to the extent of having two weeks deducted from his classification for each night of absence from such classes. An apprentice working on a night shift which conflicts with the hours of evening courses given at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec who fails to attend an evening course when required to do so shall be penalized two (2) hours' pay for each hour's absence from such course.

Les sanctions prévues au paragraphe qui précède sont sans préjudice des droits de la Commission, en vertu du sous-paragraphe 8 ci-dessus, de résilier le contrat d'apprentissage de tel apprenti ou des droits du Comité paritaire de porter plainte contre lui en vertu de l'article 46 de la Loi de la Convention Collective.

12° Lorsque la Commission d'Apprentissage avise un apprenti d'avoir à se rapporter à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec pour y assister aux cours du soir et aux deux semaines de cours du jour, l'employeur doit libérer cet apprenti, qu'il soit sur une équipe de jour ou sur une équipe de nuit, et ne lui confier aucun travail à l'atelier au moment où il est tenu de fréquenter l'école.

13° i) Les deux semaines de cours du jour à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec ne doivent pas tenir lieu de vacances, mais sont équivalentes à dix (10) jours de travail régulier et l'apprenti doit être rémunéro par l'employeur pour chacun de ces jours sur la même base qu'une journée complète de travail à l'atelier à son taux de salaire régulier. Par contre, un montant équivalent à deux (2) heures de travail est déduit pour chaque heure d'absence aux cours.

ii) Un apprenti qui quitte un établissement durant la période de l'année qui s'écoule entre deux séries de cours du jour doit recevoir de cet établissement l'équivalent d'une journée de salaire par vingt-cinq (25) jours de travail écoulés depuis la dernière série de cours du jour. Ce montant doit être versé par l'employeur à la Commission d'Apprentissage qui le remettra à l'apprenti s'il assiste aux cours du jour ou le retournera à l'employeur dans le cas contraire.

14° La Commission d'Apprentissage peut recommander aux apprentis des quatrième, cinquième et sixième années de suivre des cours du soir additionnels, afin de leur permettre d'acquérir un supplément de formation professionnelle.

15° À moins qu'il n'en soit autrement prévu, lorsque le candidat à l'apprentissage a, antérieurement à son contrat d'apprentissage, suivi les cours d'une école d'arts graphiques ou des cours équivalents, la Commission d'Apprentissage lui fera subir un examen pour déterminer, s'il y a lieu, le nombre d'années qu'il lui reste à accomplir pour terminer son apprentissage.

16° Toutes, les apprentis qui ont suivi des cours du jour de typographie, d'impreecion ou de reliure dans une école d'arts graphiques, doivent être classifiés comme suit:

Départements de la composition et de la reliure:
1 année complète de cours du jour:
1ère année 2e six mois

1 année et demie de cours du jour:
2e année 1er six mois
2 année complètes de cours du jour:
3e année 1er six mois
3e années complètes de cours du jour avec obtention d'un diplôme:
4e année 1er six mois

Département des presses:
1 année complète de cours du jour:
1ère année 2e six mois

1 année et demie de cours du jour:
2e année 1er six mois
2 années complètes de cours du jour:
3e année 1er six mois

The penalties provided for in the paragraph above shall be without prejudice to the rights of the Commission, in virtue of sub-paragraph 8 above, to resiliate the contract of apprenticeship of such apprentice or the rights of the Parity Committee to lay a complaint against him in virtue of section 46 of the Collective Agreement Act.

12. When the Apprenticeship Commission has notified an apprentice to attend the evening courses and the two-week day courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec for instructional training, the employer must not require the apprentice, whether working on day or night shifts to work in the plant during the period the apprentice is required to attend the said Institute.

13. (i) The two weeks spent attending the day courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec shall not be considered as vacation but shall be considered as ten (10) regular working days and the apprentice shall be remunerated for each such day by the employer on exactly the same basis as for a full day's work in the shop at his regular rate of pay. Contrariwise two (2) hours' pay shall be deducted for each hour's absence from the courses.

ii) An apprentice who has left the employ of an establishment during the interval between day courses from year to year must receive from the said establishment the equivalent of one day's wages for every twenty-five (25) days that he has worked in the said establishment since the expiry of the last series of day courses. This amount must be paid by the employer to the Apprenticeship Commission which will pay it to the apprentice if he attends the day courses or reimburse it to the employer otherwise.

14. The Apprenticeship Commission may recommend 4th, 5th and 6th year apprentices to follow additional evening courses, in order to permit them to acquire supplementary technical training.

15. In the case where an applicant for apprenticeship has, prior to his indenture of apprenticeship, attended a course at a School of Graphic Arts or an equivalent course, the Commission will have such apprentice take a qualification test to determine what credit, if any, is to be given him as regards years of apprenticeship, unless otherwise provided for.

16. Apprentices, however, who have taken day courses in the Composition, Press or Bindery Department of a graphic arts school shall be given the following classification:

Composition and Bindery Departments:
Completed 1 year of course:
1st year 2nd six months
Completed 1 year of course and an additional semester:
2nd year 1st six months
Completed 2 years of course:
3rd year 1st six months
Completed 3 years of course and secured diploma:
4th year 1st six months

Press Department:
Completed 1 year of course:
1st year 2nd six months
Completed 1 year of course and an additional semester:
2nd year 1st six months
Completed 2 years of course:
3rd year 1st six months

3 années complètes de cours du jour avec obtention d'un diplôme:

3e année 2e six mois

La classification qui leur est accordée peut, toutefois, être revisée après six (6) mois en tenant compte du rapport que tout employeur doit présenter à la Commission d'Apprentissage pour de tels apprentis. La Commission d'Apprentissage établit alors la classification de ces apprentis et sa décision est finale.

17° À la fin de toute période semestrielle d'apprentissage, l'apprenti peut sur sa demande ou à la demande de son employeur ou à celle de la Commission d'Apprentissage, se présenter devant ladite Commission pour y subir un examen oral. Si elle le juge à propos, la Commission d'Apprentissage peut exiger un examen théorique et/ou pratique à la fin de toute période d'apprentissage. À la suite de cet/ou/ces examens, la Commission d'Apprentissage fait un rapport écrit à l'employeur et aux parents ou au tuteur de l'apprenti pour souligner les progrès de ce dernier ou leur faire les recommandations qui s'imposent. Si l'apprenti échoue à l'un ou l'autre de ces examens, la Commission d'Apprentissage, après avoir consulté l'employeur et l'apprenti intéressé, décide du status futur de cet apprenti et de la poursuite de son apprentissage.

La Commission peut rayer des cadres de l'Apprentissage tout apprenti qui néglige, après deux avis formels, de se présenter devant le Bureau des Examinateurs.

18° En collaboration avec les employeurs, la Commission d'Apprentissage peut dans tout établissement désigner comme moniteur des apprentis le contre-maître ou tout autre compagnon de métier. Cette personne doit voir à ce que l'apprenti acquière au travail la connaissance de son métier et en franchisse avec succès toutes les étapes.

19° Des rapports complets écrits sur les progrès des apprentis doivent être adressés mensuellement à la Commission d'apprentissage. Ces rapports, dûment rédigés et signés par les moniteurs ou toute autre personne préposée à la surveillance des apprentis, doivent être transmis par l'employeur sur les formules fournies à cette fin par la Commission d'Apprentissage, le ou avant le septième jour de chaque mois pour le mois précédent.

20° La Commission d'Apprentissage doit fournir à chaque apprenti un livret dit: « Livret de l'Apprenti ». L'apprenti doit conserver ce livret à l'atelier où il fait son apprentissage. Il y indique chaque jour le nombre d'heures ouvrées sur chaque opération prévue par la « Cédule des Opérations »; le moniteur vérifie chaque jour les entrées que fait l'apprenti dans son livret et inscrit ses initiales en regard desdites entrées. L'apprenti fait à la fin de chaque mois le total des heures ouvrées sur chaque opération prévue par la « Cédule des Opération »; le moniteur vérifie ledit total et inscrit dans le livret les cotes des jugements de valeur qu'il doit porter, d'après le code établi à cette fin, sur les différents aspects du comportement professionnel de l'apprenti à l'atelier.

Completed 3 years of course and secured diploma:

3rd year 2nd six months

The classification thus given them may be revised, however, at the end of six (6) months after taking into account the report which must be made to the Apprenticeship Commission by the employer in all such cases. The Apprenticeship Commission shall then establish a classification for all such apprentices and its decision is final.

17. At the end of each six-month period of apprenticeship, an apprentice may, at his own request or at the request of his employer or at the discretion of the Apprenticeship Commission, appear before the Commission in order that he may be examined orally as to his progress. When deemed necessary or desirable the Commission may, at the end of any such period require an apprentice to submit to a theoretical and/or practical examination. After each six-month interview and/or examination of an apprentice by the Commission, it shall make a written report to the apprentice's employer and parents or guardian outlining the progress the apprentice has made and make such recommendations as it deems proper. In the case where an apprentice fails in any such examination, the Commission has the power, after consulting the interested employer and apprentice, to decide what his future status is to be and whether his apprenticeship shall be continued.

The Apprenticeship Commission may strike from the rolls of apprentices any apprentice who ignores two formal requests to appear before the Board of Examiners.

18. In each plant, the Commission, in cooperation with the employer, will have the power to designate as monitor, the foreman or any other qualified journeyman. The person so designated is responsible for the on-the-job training of the apprentice and for moving him from one class of work to another, in order that he may secure necessary experience in, and working knowledge of his trade.

19. Complete written reports on the progress of apprentices must be submitted to the Apprenticeship Commission every month. These reports duly completed and signed by the monitor or other person in charge of apprentices in an establishment must be transmitted by the employer to the Apprenticeship Commission on the forms furnished by the Apprenticeship Commission for this purpose on or before the seventh day of the month following the month for which the report is made.

20. The Apprenticeship Commission will furnish each apprentice with a booklet called "Apprentice's Work Record Book for On-the-Job Training". The apprentice must keep this booklet at the shop where he is serving his apprenticeship. He must make a daily entry in his book, showing the number of hours worked on each operation set forth in the "Schedule of Operations" therein; the monitor must verify daily the entries which have been made by the apprentice in his book and initial the entries thus made. At each month-end, the apprentice must add up the number of hours worked on each operation set forth in the "Schedule of Operations"; the monitor must verify this total and rate the apprentice in accordance with the code indicated therein on the different aspects of his department in the shop.

21° Tous les règlements, conditions et heures de travail qui s'appliquent aux compagnons, s'appliquent aux apprentis.

22° La Commission d'Apprentissage ne peut exiger aucun honoraire ou rémunération pour ces examens ou pour tout service rendu aux apprentis.

« B »

DISPOSITIONS SPÉCIALES S'APPLIQUANT À L'ATELIER DE COMPOSITION

Tous les apprentis typographes doivent signer un contrat d'apprentissage pour une période de six (6) ans.

Dans le cas des apprentis typographes qui n'ont pas suivi de cours dans une école d'arts graphiques, les douze (12) derniers mois d'apprentissage peuvent être déduits de leur sixième année, du consentement de leur employeur et du représentant de leur association ouvrière auprès de la Commission d'Apprentissage, et sur présentation d'un diplôme émis soit par le Bureau d'Éducation de l'Union Typographique Internationale ou une école d'Imprimerie de mérite équivalent.

« C »

Le Comité paritaire peut recommander à la Commission d'Apprentissage par voie de résolution un programme de travaux pratiques pour les apprentis typographes durant leur stage qui, bien que non exécutoire, doit cependant être suivi autant que faire se peut.

« D »

DISPOSITIONS SPÉCIALES S'APPLIQUANT À L'ATELIER D'IMPRESSION

Les stagiaires au département des presses doivent signer un contrat d'apprentissage pour une durée de quatre (4) années. Le titre de « compagnon » ne peut être obtenu cependant qu'à la condition de suivre un cours donné à une école d'arts graphiques ou un cours équivalent approuvé par la Commission d'Apprentissage.

Durant les quatre premières années, un employé est considéré comme « stagiaire ». Après avoir complété quatre années d'apprentissage, un employé qui s'inscrit à un cours complémentaire est considéré comme « apprenti pressier » à compter de la date de son inscription à un tel cours. Pour conserver ce status, l'employé doit poursuivre des cours complémentaires du soir jusqu'à ce qu'il ait terminé sa septième année d'apprentissage.

Après avoir complété quatre années de stage, les employés qui ne s'inscrivent pas à un cours complémentaire ou qui s'y étant inscrits négligent de le suivre jusqu'à la fin, sont classifiés « assistants-pressiers ».

« E »

Le Comité paritaire peut recommander à la Commission d'Apprentissage par voie de résolution un programme de travaux pratiques pour les apprentis pressiers durant leur stage qui, bien que non exécutoire, doit cependant être suivi autant que faire se peut.

« F »

DISPOSITIONS SPÉCIALES S'APPLIQUANT À L'ATELIER DE RELIURE

Les apprentis du département de la reliure doivent signer un contrat d'apprentissage pour une période de six (6) ans.

21. Apprentices shall receive the same protection and be governed by the same rules, working conditions and hours as journeymen.

22. No charge shall be made by the Apprenticeship Commission for examinations or any other service rendered to apprentices.

"B"

SPECIAL PROVISIONS PERTAINING TO COMPOSING ROOM

All apprentice compositors shall be indentured for a term of six (6) years.

In the case of all apprentice compositors who have not taken a course at a graphic arts school, the last twelve (12) months of their apprenticeship may be deducted from the six year term, with the consent of their employers and that of their trade representative on the Apprenticeship Commission, and upon presenting a diplome from either the Bureau of Education of the international Typographical Union or any other printing course of equal merit.

"C"

By means of a resolution, the Parity Committee may recommend to the Apprenticeship Commission a program of subject matter for apprentice-compositors during the apprenticeship period which, although not mandatory, should be adhered to as much as possible.

"D"

SPECIAL PROVISIONS PERTAINING TO PRESS ROOM

Starting press apprentices shall be indentured for a term of four (4) years. The status of a "Journeyman" can only be achieved, however, by supplementing apprenticeship training with a recognized course of study at a graphic arts school or a course of equal merit, approved by the Apprenticeship Commission.

During the first four years an employee shall be classified as a "starting press apprentice". At any time after completing four years' apprenticeship an employee who registers for a recognized advanced course of study shall be classified as an "apprentice pressman" from the time of registering for such course. In order to retain this status, he must continue to follow recognized advanced evening courses of study until he has completed his seventh year of apprenticeship.

After completing four years of apprenticeship, employees who do not register for a course, or who having registered for a course, fail to complete such course, shall be classified as "assistant pressmen".

"E"

By means of a resolution, the Parity Committee may recommend to the Apprenticeship Commission a program of subject matter for apprentice-pressmen during the apprenticeship period which, although not mandatory, should be adhered to as much as possible.

"F"

SPECIAL PROVISIONS PERTAINING TO THE BINDERY DEPARTMENT

Male apprentices in the Bindery Department shall be indentured for a term of six (6) years.

« G »

Le Comité paritaire peut recommander à la Commission d'Apprentissage par voie de résolution un programme de travaux pratiques pour les apprentis relieurs durant leur stage qui, bien que non exécutoire, doit cependant être suivi autant que faire se peut.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 17 avril 1965. 10355-o

"G"

By means of a resolution, the Parity Committee may recommend to the Apprenticeship Commission a program of subject matter for apprentice bookbinders during the apprenticeship period which, although not mandatory, should be adhered to as much as possible.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1965. 10355-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Drummondville, établi en exécution du décret numéro 543 du 17 mars 1965, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 781 du 9 avril 1965, section « E », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 27 mars 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 543 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 543 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire hebdomadaire moyen fixé à $70.00.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 543 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Food Trade Parity Committee of Drummondville (established in pursuance of decree number 543 of March 17, 1965) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 781 of April 9, 1965, section "E", authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from the date this by-law is published in the *Quebec Official Gazette*, until March 27, 1966. It is carried out as follows:

a) Professional employers governed by said decree number 543 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to said decree.

b) Artisans governed by said decree number 543 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the set average wage of $70.00 per week.

(*c*) Employees governed by said decree number 543 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect, by means of a direct deduction from his employees' wages, the levy imposed on his employees.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport cahque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur provessionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

Conformément à la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévis du Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Drummondville, pour la période se terminant le 27 mars 1966.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION DE DRUMMONDVILLE

État des recette et des déboursés probables pour la période se terminant le 27 mars 1966.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs	$1,750.00
Artisans	1,400.00
Salariés	1,750.00
	$4,900.00
Déboursés:	
Salaires: Secrétaire-inspecteur	$1,600.00
Loyer de bureau	500.00
Frais légaux	400.00
Papeterie, impressions, timbres	300.00
Ameublement et accessoires de bureau	400.00
Vérification des livres	150.00
Assurance caution	10.00
Jetons de présence aux membres	390.00
Frais de déplacements - assemblées	390.00
Téléphone	200.00
Dépenses diverses et imprévus	560.00
	$4,900.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1965. 10355-o

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany said report. The Parity Committee has the authority to request an attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In accordance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operatlns to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Food Trade Parity Committee of Drummondville for the period ending March 27, 1966.

THE FOOD TRADE PARITY COMMITTEE OF DRUMMONDVILLE

Statement of estimated receipts and disbursements for the period ending March 27, 1966.

Receipts:	
Dues (½ of 1%):	
Employers	$1,750.00
Artisans	1,400.00
Employees	1,750.00
	$4,900.00
Disbursements:	
Salaries: secretary-inspector	$1,600.00
Office rent	500.00
Legal fees	400.00
Stationery, printing and postage	300.00
Office furniture and equipment	400.00
Auditing of books	150.00
Fidelity bond	10.00
Members' attendance tokens	390.00
Travelling expenses — meetings	390.00
Telephone	200.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	560.00
	$4,900.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 17, 1965. 10355-o

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 9 mars 1965.

M. Gustave Taschereau, protonotaire, greffier de la paix, de la Couronne et de la Cour de

Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Quebec, March 9, 1965.

Mr. Gustave Taschereau, prothonotary, clerk of the peace, of the Crown and of the Magistrate's

magistrat, et régistraire des faillites et séquestre officiel, de Saint-Joseph-de-Beauce: commissaire *per dedimus potestatem*.

Donné au bureau du sécrétaire de la province, ce 13e jour de avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o

Court, and bankruptcy registrar and Official Receiver, of Saint-Joseph-de-Beauce: commissioner *per dedimus potestatem*.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327

Avis

Ville de Chambly

Avis est donné, par les présentes, que la Ville de Chambly et la Ville de Fort Chambly sont autorisées, par règlements adoptés le 13 avril 1965 et promulgués le 13 avril 1965, à présenter une requête conjointe au Lieutenant-Gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant les deux municipalités et créant une nouvelle municipalité de cité, sous le nom de Cité de Chambly.

La requête a aussi pour objets:

a) de diviser la Cité de Chambly en deux quartiers, soit le quartier ouest et le quartier est;

b) de déterminer à sept le nombre de membres du conseil de la nouvelle municipalité, soit le maire et six échevins, trois pour chacun des deux quartiers;

c) la durée des fonctions des membres du conseil de la nouvelle municipalité sera de trois ans;

d) de rendre applicables à la Cité de Chambly certaines dispositions législatives spéciales régissant la Ville de Chambly avant la fusion;

e) de fixer la date de la première élection générale le premier dimanche de novembre 1965 et de fixer la date des élections générales subséquentes tous les trois ans le premier dimanche de novembre.

Toute personne intéressée peut prendre connaissance d'un exemplaire signé de la requête à l'Hôtel-de-Ville de Chambly.

Les propriétaires de la Ville de Chambly, qui s'opposent à la fusion, peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel le présent avis est publié faire connaître les motifs de leur oppositions en s'adressant, par écrit, à la Commission Municipale de Québec.

Signé à la Ville de Chambly, ce 13 avril 1965.

Le Secrétaire,
J.-P. VIAU.

10401-16-2-o

Ville de Fort Chambly

Avis est donné, par les présentes, que la Ville de Chambly et la Ville de Fort Chambly sont autorisée, par règlements asoptés le 13 avril 1965 et promulgués le 13 avril 1965, à présenter une requête conjointe au Lieutenant-Gouverneur en conseil le priant d'octoyer des lettres patentes fusionnant les deux municipalités et créant une nouvelle municipalité de cité, sous le nom de Cité de Chambly.

La requête a aussi pour objets:

a) de diviser la Cité de Chambly en deux quartiers, soit le quartier ouest et le quartier est;

b) de déterminer à sept le nombre de membres du conseil de la nouvelle municipalité, soit le maire et six échevins, trois pour chacun des deux quartiers;

c) la durée des fonctions des membres du conseil de la nouvelle municipalité sera de trois ans;

d) de rendre applicables à la Cité de Chambly certaines dispositions législatives spéciales régissant la Ville de Chambly avant la fusion;

Notices

Town of Chambly

Notice is hereby given that the Town of Chambly and the Town of Fort Chambly are authorized, in virtue of By-laws passed on April 13, 1965, and promulgated on April 13, 1965, to present a joint Petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating the two municipalities and creating a new City to be known as City of Chambly.

The purpose of the Petition is also:

(*a*) to divide the City of Chambly into two wards, being the West ward and the East ward;

(*b*) to determine to seven the number of members of the Council of the new City, being the Mayer and six aldermen, three for each of the two wards;

(*c*) to fix at three years the term of office of the members of the council of the new City;

(*d*) to apply to the City of Chambly certain special legislative provisions governing the Town of Chambly before the amalgamation;

(*e*) to fix to the first Sunday of November 1965 the date of the first general election and to fix to the first Sunday of November every three years the date of subsequent general elections.

Any interested person may examine a signed copy of the Petition at the City Hall of the Town of Chambly.

The property-owners of the Town of Chambly, who object to the amalgamation, may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission.

Signed in the Town of Chambly, this 13, day of April 1965.

J.-P. VIAU,
Secretary.

10401-16-2-o

Town of Fort Chambly

Notice is hereby given that the Town of Chambly and the Town of Fort Chambly are authorized, in virtue of By-laws passed on April 13, 1965, and promulgated on April 13, 1965, to present a joint Petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating the two municipalities and creating a new City be known as City of Chambly.

The purpose of the Petition is also:

(*a*) to divide the City of Chambly into two wards, being the West ward and the East ward;

(*b*) to determine to seven the number of members of the Council of the new City, being the Mayor and six aldermen, three for each of the tow wards;

(*c*) to fix at three years the term of office of the members of the council of the new City;

(*d*) to apply to the City of Chambly certain special legislative provisions governing the Town of Chambly before the amalgamation;

e) de fixer la date de la première élection générale le premier dimanche de novembre 1965 et de fixer la date des élections générales subséquentes tous les trois ans le pemier dimanche de novembre.

Toute personne intéressée peut prendre connaissance d'un exemplaire signé de la requête à l'Hôtel-de-Ville de Fort Chambly.

Les propriétaires de la Ville de Fort Chambly, qui s'opposent à la fusion, peuvent durant le mois qui suit celui au cours duquel le présent avis est publié faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant, par écrit, à la Commission Municipale de Québec.

Signé à la Ville de Fort Chambly, ce 13 avril 1965.

Le Secrétaire,
PIERRE DEMERS.

10402-16-2-o

(e) to fix to the first Sunday of November 1965 the date of the first general ecletion and to fix to the first Sunday of November every three years the date of subsequent general elections.

Any interested person may examine a signed copy of the Petition at the City Hall of the Town of Fort Chambly.

The property-owners of the Town of Fort Chambly, who object to the amalgamation, may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission.

Signed in the Town of Fort Chambly, this 13 day of April 1965.

PIERRE DEMERS,
Secretary.

10402-16-2-o

Ministère des Finances
Assurances

La Mutuelle des Employés Civils, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie

Avis de changement de nom

Avis est donné, par les présentes, que « La Mutuelle des Employés Civils, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie », constituée en corporation par la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 166 (Statuts de Québec 1956-57) a changé son nom en celui de « La Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec » le 6 avril 1965, en conformité de l'arrêté en conseil numéro 708, adopté le même jour.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 7 avril 1965.

Pour le Ministre des finances de la province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

10400-o

Department of Finance
Insurance

La Mutuelle des Employés Civils, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie

Notice of Change of Name

Notice is hereby given that "La Mutuelle des Employés Civils, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie", incorporated by Act 5-6 Elizabeth II, chapter 166 (Statuts of Quebec 1956-57) has changed its name to "La Mutuelle-Vie des Fonctionnaires du Québec", on April 6, 1965, pursuant to Order in Council number 708, adopted the same day.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 7th of April 1965.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

10400-o

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.3: région s'étendant de Pont de Rivière Colombier – Pointe Bersimis (Banc des Canadiens dans le comté de Saguenay)

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru et à la mise en conserve.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraph 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 12 avril 1965.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
GÉRARD-D. LÉVESQUE.

10391-o

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of clam fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shares and waters:

N-4.3: Region extending from the bridge of the Colombier River – Pointe Bersimis (Banc des Canadiens dans le comté de Saguenay)

are not toxic to a degree usafe for use as a raw food and putting into preserves.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby opens the said areas and grants anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

Quebec, April 12, 1965.

GÉRARD-D. LÉVESQUE,
Minister of Industry and Commerce.

10391

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche du Québec

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.3: région s'étendant de Pont de Rivière Colombier – Pointe Bersimis (Banc des Canadiens dans le comté de Saguenay)
sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
10391-o GÉRARD-D. LÉVESQUE.

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.2: Région s'étendant du pont de la Rivière Blanche — Pont de la Rivière Colombier;

N-8.3: Région s'étendant de Pointe à la Croix — Cap Rouge;

B-6: Métis Beach dans le comté de Matane;

G-22.2: Rég'on s'étendant du pont de la route — côte nord du pont du chemin de fer, incluant le barachois de la Rivière Malbaie dans le comté de Gaspé-Sud,
sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru et à la mise en conserve.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce.
10391-o GÉRARD D.-LÉVESQUE.

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situése le long des côtes et des eaux:

G-21.7: Percé.
ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
10391-o GÉRARD-D. LÉVESQUE.

Quebec Fishery Regulation

Notice of clam fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-4.3: Area extending from Bridge of Colombier River – Pointe Bersimis (Banc des Canadiens dans le comté de Saguenay)
are toxic to a degree usafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulation, the Minister hereby closes the said area and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said area.

The present forbiddance does not apply however to licenced producers (Order in Council Quebec 1963-779) for tinned food only.

GÉRARD-D. LÉVESQUE,
10391 *Minister of Industry and Commerce.*

Quebec Fishery Regulation

Notice of clam fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shares and waters:

N-4.2: Area extending from Bridge of Blanche River — Bridge of Colombier River;

N-8.3: Area extending from Pointe à la Croix — Cap Rouge;

B-6: Métis Beach, county of Matane;

G-22.2: Area extending from bridge road — north side of bridge of railway, including (le barachois) of Malbaie River in the county of Gaspé South,
are toxic to a degree usafe for use as a raw food and putting into preserves.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulation, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

GÉRARD D.-LÉVESQUE,
10391 *Minister of Industry and Commerce.*

Quebec Fishery Regulation

Notice of clam fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

G-21.7: Percé.
are not toxic to a degree usafe for use as raw food.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby opens the said area to anybody whatsoever to fish, take or have in his possession, clams from the said area.

GÉRARD-D. LÉVESQUE,
10391 *Minister of Industry and Commerce.*

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu les décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-8.1: région s'étendant du quai de Baie Comeau — Pointe est de la Rivière Mistassini dans le comté de Saguenay,

sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru et à la mise en conserve.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 9 avril 1965.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,

10391-o GÉRARD-D. LÉVESQUE.

Quebec Fishery Regulation

Notice of clam fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-8.1: Region extending from Baie Comeau ward — East Pointe of Mistassini River, in Saguenay county,

are toxic to a degree usafe for use as raw food and putting into preserves.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

Quebec, April 9, 1965.

GÉRARD-D. LÉVESQUE,

10391 *Minister of Industry and Commerce.*

Proclamations

Canada.
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général JULIEN CHOUINARD. } ATTENDU qu'en vertu de l'article 18 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 40, intitulée « Loi de l'hôtellerie », ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au 1er mai 1965 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 573, en date du 23 mars 1965, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 40, intitulée « Loi de l'hôtellerie » soit fixée au 1er mai 1965.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce premier jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

10327-o RAYMOND DOUVILLE.

Proclamations

Canada.
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, *Deputy Attorney General.* } WHEREAS pursuant to section 18 of Act 11-12 Elizabeth II, Chapter 40, entitled "Hotels Act", the said Act will enter into force on the date which it will please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation;

WHEREAS it is expedient to fix the date of the coming into force of this Act at May 1, 1965.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 573, dated March 23, 1965, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that the coming into force of Act 11-12 Elizabeth II, chapter 40, entitled "Hotels Act" be fixed at May 1, 1965.

OF ALL OF WHICH Our living subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this first day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

10327 *Assistant Secretary of the Province.*

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général, JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QUE l'application de ces dispositions législatives à une division d'enregistrement à l'effet de décréter l'exercice de la fonction de régistrateur à traitement;

ATTENDU QU'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki, à compter du 15 avril 1965 et de décréter l'émission d'une proclamation à cet effet.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 678, en date du 30 mars 1965, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapitre 319) s'appliquent à la division d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki, à compter du 15 avril 1965.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and other Realms and Territories, Queen Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern.

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS that under section 10 of the Registry Office Act, (Revised Statutes 1941, chapter 319) the Lieutenant-Governor in Council may extend by proclamation, when ever he deems expedient, the provisions of section I of the said Act, to any other Registration Division of the Province;

WHEREAS the exte ıtion of these legislative provisions to a Registration Division to decree the performance of the function of salaried registrar;

WHEREAS it is deemed to enforce said legislative provisions to the Registration Division of Gatineau, at Maniwaki, from and after April 15, 1965, and to decree the issuance of a proclamation to this effect;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 678, dated March 30, 1965, We have decreed and ordained, and do hereby decree and ordain that the provisions of section I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319) applies to the Registration Division of Gatineau, at Maniwaki, from the after April 15, 1965;

OF ALL OF WHICH Our loving subjects all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty a id Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, C.P., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, this twelfth day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10327

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of the God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern.

GREETING.

Proclamation

L'Assistant-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QUE l'application de ces dispositions législatives à une division d'enregistrement à l'effet de décréter l'exercice de la fonction de régistrateur à traitement.

ATTENDU QU'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, à compter du 15 avril 1965 et de décréter l'émission d'une proclamation à cet effet.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 677, en date du 30 mars 1965, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapitre 319) s'appliquent à la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, à compter du 15 avril 1965.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10327-o

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS that under section 10 of the Registry Office Act, (Revised Statutes 1941, chapter 319) the Lieutenant-Governor in Council may extend by proclamation, when ever he deems expedient, the provisions of section I of the said Act, to any other registration division of the Province;

WHEREAS the extension of these legislative provisions to a registration division to decree the performance of the function of salaried registrar;

WHEREAS it is deemed to enforce said legislative provisions to the Registration division of Abitibi at Amos, from and after April 15, 1965, and to decree the issuance of a proclamation to this effect;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 677, dated March 30, 1965, We have decreed and ordained and do hereby decree and ordain that the provisions of section I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319) applies to the Registration Division of Abitibi, at Amos, from and after April 15, 1965;

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affied;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, C.P., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, this thirteenth day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

10327

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Le plan conjoint des producteurs de lait de Québec-Sud

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, le plan conjoint des producteurs de lait de Québec-Sud a été approuvé par les producteurs intéressés et que la Régie des marchés agricoles du Québec a ordonné la publication du présent avis.

I — *Objet du plan conjoint*

1° Obtenir pour les producteurs régis, le prix le plus avantageux pour le produit agricole visé par le plan conjoint;

2° Rechercher de nouveaux débouchés et améliorer les débouchés existants;

3° Ordonner la production et la mise en marché du produit agricole visé afin d'éviter une surproduction, et pour obtenir un produit de qualité supérieure;

Quebec Agricultural Marketing Board

Joint Plan of Milk Producers of Quebec South

Notice of sanction of joint Marketing plan

Notice is hereby given that, pursuant to the Quebec Agricultural Marketing Act, the joint plan of milk producers of Quebec-South was approved by the interested producers, and that the Quebec Agricultural Marketing Board ordered the publication of the present notice.

I — *Object of joint plan*

1. To obtain for the producers governed by the plan, the most favorable price for the farm product mentioned in the joint plan;

2. To look for new markets and to improve the existing ones;

3. To order the production and the marketing of the farm product mentioned in order to avoid over production, and to obtain a product of a superior quality;

4° Étudier et mettre en oeuvre les moyens de réduire le coût et d'améliorer les modes de transport du produit visé;

5° Coopérer avec les producteurs en vue d'accroître et d'améliorer l'écoulement de ce produit;

6° Rechercher les moyens d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production, enquêter sur ces coûts et conditions;

7° Rechercher les moyens d'accroître la qualité, d'augmenter la productivité et mener des enquêtes à ces fins;

8° Et coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national en vue de la mise en marché de ce produit dans les limites et hors de la province de Québec.

II — *Désignation*

Le plan conjoint est désigné sous le nom de: « Plan conjoint des producteurs de lait de Québec-Sud ».

III — *Produits visés et juridiction*

Le produit agricole visé par ce plan conjoint est le lait provenant des troupeaux des producteurs intéressés, et destiné aux usines de pasteurisation de lait pour fin de consommation à l'état nature, sises aux endroits suivants: St-Georges-Est, St-Georges-Ouest, Beauceville, Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, St-Joseph, Ste-Marie, Ste-Germaine du Lac Etchemin et Ste-Claire, et à tous les autres établissements laitiers achetant les surplus de lait de ces mêmes producteurs.

Les producteurs-fournisseurs aux usines de pasteurisation sus-mentionnées, ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché de ce produit agricole, sont régis par le plan conjoint.

IV — *Conditions requises pour être un producteur intéressé*

Aux fins des présentes, et tel qu'il appert au règlement adopté à cette fin par la Régie des marchés agricoles du Québec, un producteur intéressé est toute personne qui remplit les exigences requises par la loi pour être fournisseur de lait à une usine de pasteurisation de lait pour fin de consommation à l'état nature de la région concernée, et qui vend et/ou livre tout ou partie de la production de son troupeau à une usine de pasteurisation de lait pour fin de consommation à l'état nature, sise aux endroits suivants: St-Georges-Est, St-Georges-Ouest, Beauceville, Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, St-Joseph, Ste-Marie, Ste-Germaine du Lac Etchemin et Ste-Claire, et à tous les autres établissements laitiers achetant les surplus de lait de ces mêmes producteurs.

V — *Extension juridique*

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, le plan conjoint est exécutoire, régit et lie tous les producteurs actuels et à venir qui possèdent la qualité et rencontrent les conditions définies aux paragraphes précédents, ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché du produit agricoles visé par le plan conjoint.

VI — *Surveillance et administration*

La mise en oeuvre, la direction, la surveillance et l'administration du plan conjoint sont confiées au Syndicat des producteurs de lait de Québec-Sud.

Le Syndicat a sa principale place d'affaires à St-Georges-Ouest, comté de Beauce, province de Québec.

4. To study and use means of reducing the cost and of improving the mode of transportation of the product mentioned;

5. To co-operate with the producers in view of increasing and improving the flow of this product;

6. To seek out means of lowering the cost price and of improving the conditions of production; to conduct an inquiry into these costs and conditions;

7. To search for means of improving the quality; to increase productivity, and to hold inquiries for these purposes;

8. And to co-operate with any organization on provincial and national plans to market this product within the limits of and outside the Province of Quebec.

II — *Designation*

The joint plan is designated under the name of: "Joint plan of milk producers of Quebec-South".

III — *Products mentioned and jurisdiction*

The farm product mentioned in this joint plan is milk coming from herds belonging to interested producers, and destined for milk pasteurization plants for drinking in the raw state and situated in the following places: St-Georges-East, St-Georges-West, Beauceville, Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, St-Joseph, Ste-Marie, Ste-Germaine du Lac Etchemin and Ste-Claire, and for all other dairy establishments buying surplus milk from these same producers.

The producers-supplies to the above-mentioned pasteurization plants, as well as all persons engaged in the marketing of this farm product are governed by the joint plan.

IV — *Conditions necessary to be an interested producer*

For these purposes, and as it appears in the by-law adopted for this purpose by the Quebec Agricultural Marketing Board, an interested producer is any person who fulfills the requirements necessitated by law to be a milk supplier to a milk pasteurization plant for drinking in the raw state in the area concerned, and who sells and or delivers all or part of the production of his herd to a milk pasteurization plant for drinking in the raw state, and situated in the following places: St-Georges-East, St-Georges-West, Beauceville, Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, St-Joseph, Ste-Marie, Ste-Germaine du Lac Etchemin and Ste-Claire, and to all other dairy establishments buying surplus milk from these same producers.

V — *Legal extension*

From and after its publication in the *Quebec Official Gazette*, the joint plan is executory and governs and links all present and future producers who possess the quality and meet the conditions defined in the preceding paragraphs, as well as any person engaged in the marketing of the farm product mentioned in the joint plan.

VI — *Supervision and administration*

The carrying out, direction, supervision and administration of the joint plan are entrusted to the Milk Producers Syndicate of Quebec-South.

The Syndicate has its head office in St-Georges-West, County of Beauce, Province of Quebec.

VII — *Agent de négociation et de vente*

L'agent de négociation et l'agent de vente du plan conjoint est le Syndicat des producteurs de lait de Québec-Sud ou son délégué.

VIII — *Devoirs, obligations et engagements des producteurs*

1° Se conformer à toutes les décisions et à tous les règlements adoptés par le Conseil d'administration du Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont ce dernier est investi en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec;

2° Honorer toute convention et tout contrat faits par le Syndicat ou son délégué, dans l'exercice de ses fonctions soit d'agent de négociation, soit d'agent de vente du plan conjoint, soit de l'un et de l'autre;

3° Écouler toute ou une partie déterminée de leur production laitière auprès de l'acheteur ou de l'agent-acheteur désigné par le Syndicat;

4° Confier au syndicat l'exclusivité de la vente de leur production;

5° Recourir au mode de transport et au voiturier, au mode d'entreposage et à l'entrepositaire désignés par le syndicat;

6° Respecter les quotas de production et de livraison établis par le syndicat, conformément aux lois et ordonnances en vigueur;

7° Payer les frais d'administration du plan conjoint, y compris les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que le syndicat établira, et autoriser le syndicat à recevoir cette somme, qui sera prélevée par l'acheteur sur le prix de vente du produit agricole visé par le plan conjoint;

8° Quant aux producteurs membres du syndicat, autoriser tout acheteur à effectuer la retenue de la cotisation syndicale, et de toute autre somme qui peut être due au syndicat par ses membres, cette autorisation ne pouvant être révoquée pour toute la durée de chaque convention particulière de vente;

9° Payer sa quote-part de toute somme due à un voiturier ou un entrepositaire désigné par le syndicat, conformément aux modalités établies par ce dernier, et autoriser tout acheteur à prélever cette part sur le prix de vente et à en faire remise au syndicat, ou à toute personne désignée par lui;

10° Se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et le syndicat, et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité de son produit;

11° N'expédier le produit qu'à l'endroit désigné par le syndicat;

12° Utiliser les contenants pour fin de livraison répondant aux normes établies par le Syndicat, en conformité avec les lois en vigueur;

13° Marquer tout contenant pour fin de livraison du produit visé par le plan conjoint de la marque arrêtée par le Syndicat, afin de distinguer ce produit comme étant visé par le plan conjoint; et

14° Fournir au syndicat tout renseignement jugé utile à la mise en œuvre efficace du plan conjoint, et plus spécialement concernant la composition de leur troupeau laitier, ainsi que toute maladie affectant une ou plusieurs bêtes de leur troupeau et ayant comme conséquence d'en réduire considérablement la production ou de rendre le produit agricole impropre à la consommation.

VII — *Trades and sales agent*

The trades agent and the sales agent of the joint plan is the Milk Producers Syndicate of Quebec-South or its delegate.

VIII — *Duties, obligations and engagements of producers*

1. To conform to all the decisions and all the regulations adopted by the Board of Directors of the Syndicate in the carrying out of the powers with which the latter was invested pursuant to the Quebec Agricultural Marketing Act;

2. To honour all conventions and contracts made by the Syndicate or its delegate, in the carrying out of its functions as trades agent or as sales agent of the joint plan, or as both;

3. To sell all or a determined part of their dairy production to buyers or agent-buyers designated by the Syndicate;

4. To consign the sole rights of the sale of their production to the Syndicate;

5. To have recourse to the means of transportation and to the carrier, to the means of storage and to the warehouseman designated by the Syndicate;

6. To respect production and delivery quotas established by the Syndicate, pursuant to the laws and ordinances in force;

7. To pay the administration costs of the joint plan, including the costs of negotiation and marketing, in accordance with the amount and conditions to be established by the Syndicate, and to authorize the Syndicate to receive this sum which will be levied by the buyer on the sale price of the farm product mentioned in the joint plan;

8. With respect to the producer members of the Syndicate, to authorize all buyers to make the deduction from the union dues, and from any other amount which may be due to the Syndicate by its members; this authorization may not be revoked for the entire duration of each particular sales convention;

9. To pay his share of any sum due to a carrier or to a warehouseman designated by the Syndicate, pursuant to the conditions established by the latter, and to authorize all buyers to pretake this share from the sale price and to remit it to the Syndicate or to any person designated by it;

10. To conform to the standards of quality established by competent authority and the Syndicate, and to submit to any inspection aimed at verifying the quality of his product;

11. To ship the product only to the place designated by the Syndicate;

12. To use containers for delivery purposes which fill the standards established by the Syndicate, in conformity with the laws in force;

13. To mark all containers used for delivery of the product mentioned in the joint plan with the stamp fixed by the Syndicate, in order to distinguish this product as one bound by the joint plan; and

14. To furnish the Syndicate with all information judged useful in the effective carrying out of the joint plan, and more especially concerning the composition of their dairy herd, as well as any sickness affecting one or several beasts in their herd which would, consequently, considerably reduce production or make the farm product unfit for drinking.

IX — *Devoirs du syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente.*

1° Tout devoir et obligation que la loi des Marchés agricoles du Québec impose à un office de producteurs;

2° Profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés régionaux, provincial et national;

3° Mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés bonifier les débouchés existants, et améliorer les conditions de mise en marché du produit visé par le plan conjoint;

4° Viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes d'inspection décrétés par les autorités compétentes; et

5° En tant qu'administrateur du plan conjoint, tenir une comptabilité distincte de celle du Syndicat professionnel.

X — *Pouvoirs et attributions du syndicat en tant qu'office de producteurs, agent de négociations et agent de vente.*

1° Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors de la province de Québec, de tout produit visé par le plan conjoint et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

2° Arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint, ainsi que le monde de perception de cette participation;

3° Assumer le paiement des services rendus par les voituriers, les entrepositaires, et autre personne, et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception;

4° Établir des postes de ramassage en vue de la livraison du produit visé par le plan conjoint; ainsi que des postes de vente en commun;

5° Garantir les quantités requises par les acheteurs et obliger les producteurs à satisfaire ces exigences;

6° Arrêter les conditions de production, de conservation, de manutention ou de déplacement du produit visé par le plan conjoint;

7° Contingenter la production et la vente et prohiber la mise en marché en violation du contingent ou quota établi;

8° Retenir les services de voituriers, d'entrepositaires et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit;

9° Exiger des voituriers, entrepositaires ou autre personne, une police d'assurance responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit en leur possession;

10° Établir un comité de « Bonne Entente » pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint et en déterminer les règlements;

11° Établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends, et en négocier la mise en œuvre et la portée avec les parties intéressées;

12° Dans les limites de ses pouvoirs, signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur concerné régi par le plan conjoint;

13° Déterminer la durée des contrats qu'il négocie, ainsi que les conditions de renouvellement;

14° Faire toute enquête de nature à atteindre les buts visés par le plan conjoint;

15° Obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution effective du plan

IX — *Duties of the syndicate as the producers' bureau trades agent and sales agent*

1. All duties and obligations which the Quebec Agricultural Marketing Act imposes on a producers' bureau;

2. To profit by the existing markets and to guide production according to the needs of the regional, provincial and national markets;

3. To hold inquiries in view of looking for new markets, to improve existing markets, and to ameliorate the marketing conditions of the product mentioned in the joint plan;

4. To aim at insuring the marketing of a quality product which conforms to the regulations and inspection standards decreed by competent authorities; and

5. As an administrator of a joint plan, to keep a separate accounting department from that of the professional Syndicate.

X — *Powers and functions of the syndicate as the producers' bureau, trades agent and sales agent*

1. To co-operate with similar organizations in Canada for marketing, outside the province of Quebec, of all products mentioned in the joint plan, and, for this purpose, to exercise the powers and to accomplish the duties which result from any law in another jurisdiction which require such cooperation;

2. To fix the financial participation of each producer in the administration of the joint plan, as well as the means of collecting this share;

3. To assume the payment for services rendered by the carriers, warehousemen and other persons, and to determine the part which each producer must bear, as well as the means of collecting;

4. To establish collecting spots in view of the delivery of the product mentioned in the joint plan, as well as common sales spots;

5. To guarantee the quantities required by the buyers, and to oblige producers to fill these requirements;

6. To fix the conditions for production, preserving, handling or moving of the product mentioned in the joint plan;

7. To establish production and sale and to prohibit the marketing in violation of the contingent or quota established;

8. To retain the services of carriers, warehousemen and any other intermediary whose intervention is necessary for the marketing of the product;

9. To require of carriers, warehousemen or others, a liability insurance policy covering any risk of loss or deterioration of the product in their possession;

10. To establish a "Good Will" committee to study the grievances of the producers with respect to the carrying out of the joint plan, and to determine regulations to settle such matters;

11. To establish a regulation and arbitration procedure for grievances and disputes, and to negotiate their working and bearing with the interested parties;

12. Within the limits of his powers, to sign all contracts, and, thereby, to join all producers concerned, governed by the joint plan;

13. To determine the duration of the contracts which he negotiates, as well as conditions for renewal;

14. To make all enquiries of such a nature as to attain the ends set down in the joint plan;

15. To obtain from the producers all information judged useful to carry out the joint plan

conjoint. Ces renseignements devront être tenus pour confidentiels;

16° Arrêter une ou plusieurs marques distinctives permettant d'identifier le produit des producteurs comme produit visé par le plan conjoint, et imposer l'usage de telle marque;

17° Négocier avec toute personne accréditée par la Régie des marchés agricoles du Québec, ou détenant une licence émise par elle, ou engagée dans la mise en marché du produit visé par le plan conjoint y compris les coopératives qui achètent ou reçoivent ce produit, généralement, toutes les conditions de mise en marché et, spécialement:

a) le prix de vente du produit agricole visé par ce projet et de tout service que requiert sa mise en marché;

b) les conditions d'admission et de renvoi des producteurs aux fabriques laitières qui sont liées par le plan conjoint;

c) les conditions, modalités et prix du transport du produit agricole visé par ce projet;

d) les conditions, modalités et prix de l'entreposage ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé par le plan conjoint;

e) la détermination de la qualité, de la quantité, et de la teneur en gras, ou autre constituant, du lait des producteurs régis par le plan conjoint, par les représentants attitrés du syndicat;

f) les normes de qualité, d'inspection et de pesage du produit visé;

g) les priorités à donner aux producteurs régis par le plan conjoint quant aux sources d'approvisionnement des fabriques laitières qui sont liées par ce plan conjoint;

h) l'élaboration et la mise en oeuvre d'un système de quota;

i) les modes de retenue par l'acheteur de la contribution nécessaire au financement du plan conjoint et sa remise au syndicat; ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise au syndicat, ou à son délégué;

j) le mode de retenue de la cotisation syndicale, et sa remise au syndicat;

k) les conditions de surveillance relatives au paiement du produit visé par le plan conjoint, suivant son utilisation;

l) les conditions du paiement du prix de vente;

m) la durée des contrats et les conditions de renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations; et

n) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage;

18° Confier une partie de ses pouvoirs et attributions à un représentant dûment mandaté.

XI — *Administration du plan conjoint*

1° Le plan conjoint est administré par le Syndicat des Producteurs de lait de la région de Québec-Sud, dont le conseil d'administration est présentement composé des personnes suivantes, tous producteurs intéressés au sens des présentes:

M. Germain Rodrigue, Beauceville-Ouest, comté de Beauce.

M. Réal Roy, St-Georges-Ouest, comté de Beauce.

M. Paul-Émile Veilleux, St-Georges, comté de Beauce.

M. Maurice Laliberté, Honfleur, comté de Bellechasse.

M. Paul-Henri Gagnon, St-Joseph, comté de Beauce.

effectively. This information must be kept confidential;

16. To adopt one or several distinctive marks permitting the identification of the producers' product as one alluded to in the joint plan, and to command the use of such a stamp;

17. To negotiate with all persons accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board, or with individuals holding a license issued by it, or one engaged in the marketing of the product aimed at by the joint plan, including co-operatives which buy or receive this product, generally, all marketing conditions, and especially:

(*a*) the sale price of the farm product referred to by this project and of any service which requires its marketing;

(*b*) the conditions for the admission and dismissal of producers from dairy establishments joined by the joint plan;

(*c*) the conditions, methods and price of transportation of the farm product mentioned in this project;

(*d*) the conditions, methods and price of storage or of any other service relative to the marketing of the product mentioned in the joint plan;

(*e*) the determination of the quality, quantity, and the content of butterfat or other component in the milk of producers governed by the joint plan, by representatives appointed by the Syndicate;

(*f*) the standards of quality, inspection and weighing of the product mentioned;

(*g*) preferences to be given to the producers governed by the joint plan with respect to the source of supply of dairy establishments linked by this said plan;

(*h*) elaboration upon and working of a quota system;

(*i*) the means of deduction, by the purchaser, of the contribution necessary to finance the joint plan, and its remittance to the Syndicate, as well as any sum required for payment of a service rendered by an intermediary, and its remittance to the Syndicate or its delegate;

(*j*) the means of deducting the union fees, and their remittance to the Syndicate;

(*k*) the conditions of supervision relative to payment for the product mentioned in the joint plan, according to its use;

(*l*) the conditions of payment of the sale price;

(*m*) the duration of contracts and the conditions for renewal, as well as those permitting the re-opening of negotiations; and

(*n*) upon signing of an agreement as well as during the course of its execution, a regulation and arbitration procedure;

18. To entrust a part of its powers and functions to a duly commissioned representative.

XI — *Administration of the joint plan*

1. The joint plan is administered by the Milk Producers Syndicate of Quebec-South, the Board of Directors of which is presently composed of the following persons, all interested producers in the present sense:

Mr. Germain Rodrigue, Beauceville-West, county of Beauce.

Mr. Réal Roy, St-Georges-West, county of Beauce.

Mr. Paul-Émile Veilleux, St-Georges, county of Beauce.

Mr. Maurice Laliberté, Honfleur, county of Bellechasse.

Mr. Paul-Henri Gagnon, St-Joseph, county of Beauce.

M. Raymond Roy, Beauceville, comté de Beauce.

M. Robert Routhier, St-Côme, comté de Beauce.

2° Les administrateurs du syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens de la section IV des présentes.

3° Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs subséquents est celui prévu par les règlements du syndicat.

4° Le syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs régis par le plan conjoint, et y faire rapport de son mandat.

5° Si le syndicat ne représente pas, dans l'opinion de la Régie, la majorité des producteurs régis par le plan conjoint, elle devra décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan conjoint.

Cet office de producteurs sera composé de cinq administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'Office de producteurs, et ses administrateurs auront les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés au syndicat en vertu des présentes.

Si le syndicat peut démonter par la suite, à la satisfaction de la Régie des Marchés Agricoles, qu'il représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie pourra, en suivant la même procédure que ci-haut, lui confier l'administration et l'exécution du plan conjoint. L'Office des producteurs sera alors aboli.

XII — *Mode de financement*

L'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan conjoint, selon le mode déterminé par le Syndicat des producteurs de lait de Québec-Sud.

Le montant de cette contribution est déterminé par ledit Syndicat, au moyen d'une résolution qui devra être approuvée par la Régie des marchés agricole du Québec avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, et considérant que les producteurs intéressés, membres du syndicat, versent déjà une cotisation d'au moins un demi-cent (½) le cent (100) livres de lait, la contribution est de deux cents et demi (0.02½) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui ne sont pas membres du syndicat et de deux cents (0.02) le cent (100) livres de lait vendu aux acheteurs par les producteurs qui sont membres du syndicat.

Les contributions versées au syndicat, en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint.

Montréal, ce 31e jour de mars 1965.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire exécutif,
GILLES PRÉGENT.

10392-o

Mr. Raymond Roy, Beauceville, county of Beauce.

Mr. Robert Routhier, St-Côme, county of Beauce.

2. The directors of the Syndicate must be interested producers, in the sense of Section IV of these presents.

3. The mode of replacing and electing or appointing subsequent directors is that provided for by the Syndicate's regulations.

4. At least once a year, the Syndicate must convoke and hold a general meeting of all the producers governed by the joint plan, and to make a report of its mandate.

5. If, in the opinion of the Board, the Syndicate does not represent the majority of the producers governed by the joint plan, it must decree, after hearing the interested parties, that a producers' bureau be entrusted, on a fixed date, with the carrying out and administration of the joint plan.

This producers' bureau will be composed of five directors elected by the interested producers during a special general meeting convoked for this purpose by the Board.

The producers' bureau, and its directors, will have the powers, duties and functions granted to the Syndicate under these presents.

If the Syndicate may consequently show, to the satisfaction of the Quebec Agricultural Marketing Board, that it represents, once again, the absolute majority of the interested producers, the Board may, following the same above-mentioned procedure, entrust it with the administration and execution of the joint plan. The producers' bureau will then be abolished.

XII — *Means of financing*

The administration and setting up of the joint plan are financed by a contribution which must be paid by all the producers bound by the joint plan, according to the way determined by the Milk Producers Syndicate of Quebec-South.

The amount of this contribution is determined by the said Syndicate, by means of a resolution which must be approved by the Quebec Agricultural Marketing Board before coming into force. Until it is amended by such a resolution, and considering that the interested producers, members of the Syndicate, already pay fees amounting to at least one-half cent (½) per one hundred (100) pounds of milk, the contribution is two and one-half cents (0.02½) per one hundred (100) pounds of milk sold to buyers by producers who are not members of the Syndicate, and two cents (0.02) per one hundred pounds (100) of milk sold to buyers by producers who are members of the Syndicate.

The contributions payed to the Syndicate, pursuant to the Quebec Agricultural Marketing Act, must be used to defray the expenses of administration and setting up of the joint plan.

Montreal, this 31st day of March, 1965.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Executive Secretary.

10392

Plan conjoint des Producteurs-Fournisseurs de lait à la laiterie Bélanger

Avis

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles du Québec a mis fin au plan conjoint des Producteurs-Fournisseurs de lait à la laiterie Bélanger,

Joint Plan of Milk Producers and Suppliers of the Bélanger Dairy

Notice

Please take notice that the Quebec Agricultural Marketing Board has put an end to the joint plan of Milk Producers and Suppliers

ainsi qu'à l'Office des Producteurs-Fournisseurs de lait à la Laiterie Bélanger, qui était chargé de son administration.

Montréal, ce 31e jour de mars 1965.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-exécutif,
Conseiller juridique,
10393-o GILLES PRÉGENT.

Plan conjoint des Producteurs-Fournisseurs de lait de la Laiterie Cascades

Avis

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles du Québec a mis fin au plan conjoint des Producteurs-Fournisseurs de Lait de la Laiterie Cascades, ainsi qu'à l'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait de la Laiterie Cascades, qui était chargé de son administration.

Montréal, ce 31e jour de mars 1965.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-exécutif,
Conseiller juridique,
10393-o GILLES PRÉGENT.

Projet de plan conjoint des producteurs de lait nature de la Région de Thetford-Mines

Avis

CONCERNANT le Projet de plan conjoint des Producteurs de lait nature de la région de Thetford-Mines.

« Le Syndicat des Producteurs de lait de Thetford-Mines » a présenté un projet de plan conjoint de mise en marché, afin de régir tous les producteurs-fournisseurs de lait pour fin de consommation à l'état nature aux usines de pasteurisation sises dans les villes de Thetford-Mines, Black-Lake et Disraëli, et à tous les autres établissements laitiers achetant les surplus de lait de ces mêmes producteurs.

Cependant, il y a eu erreur dans la désignation des municipalités où sont situés les achateurs visés par ce projet de plan conjoint. En effet, le Syndicat requérant voulait régir les producteurs-fournisseurs des usines de pasteurisation sises à Thetford-Mines, Black-Lake et Stratford.

Considérant que par cette erreur involontaire, il y a eu des irrégularités dans la liste des producteurs lorsque le projet de plan conjoint a été soumis, la Régie des marchés agricoles du Québec a décidé d'annuler le référendum qui se tient présentement auprès de tous les producteurs-fournisseurs de lait nature aux usines de pasteurisation de Thetford-Mines, Black-Lake et Disraëli, en marge du projet de plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Thetford-Mines.

Montréal, ce 7e jour d'avril 1965.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-exécutif,
Conseiller juridique,
10393-o GILLES PRÉGENT.

Le Syndicat des Producteurs de bois du Comté de Labelle (U.C.C.)

Avis de réception d'une demande d'approbation de plan conjoint de mise en marché.

« Le Syndicat des Producteurs de bois du comté de Labelle (U.C.C.) », incorporé sous la loi

of the Bélanger dairy, as well as the Milk Producers and Suppliers Office of Bélanger dairy that was in charge of its administration.

Montreal, this 31st day of March, 1965.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Executive-secretary,
10393 *Legal adviser.*

Joint Plan of Milk Producers and Suppliers of Cascades Dairy

Notice

Please take notice that the Quebec Agricultural Marketing Board has put an end to the joint plan of Milk Producers and Suppliers of Cascades Dairy, as well as the Milk Producers and Suppliers Office of Cascades Dairy, that was charged of its administration.

Montreal, this 31st day of March, 1965.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Executive-secretary,
10393 *Legal adviser.*

Draught of a Joint Plan of Producers of raw milk in the Region of Thetford-Mines

Notice

CONCERNING the draught of a joint plan of Producers of raw milk in the Region of Thetford-Mines.

"Le Syndicat des Producteurs de lait de Thetford-Mines" submitted a draught of a joint marketing plan, in order to govern all milk Producers and Suppliers for a raw milk consuming, intended to pasteurization plants situated in the towns of Thetford Mines, Black-Lake and Disraëli, and to all other establishments buying surplus of milk from these same producers.

However, there has been an error in the municipalities designation, where the buyers bound by this draught of a joint plant are situated. In fact, the petitioner Syndicate wanted to govern the Suppliers and Producers of plant pasteurization established at Thetford-Mines, Black-Lake and Stratford.

Considering that by this involuntarily error, there has been irregularities in the producers' list when the draught of joint plan has been submitted, the Quebec Agricultural Marketing Board decided to annulled the referendum presently holding to all the Raw Milk Suppliers and Producers of Thetford-Mines, Black-Lake and Disraëli's pasteurization plants, in view of the draught of a joint plan for Raw Milk Producers in the Region of Thetford-Mines.

Montreal, this 7th day of April, 1965.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Executive secretary,
10393 *Legal adviser.*

The Syndicate of wood producers of the county of Labelle (U.C.C.)

Notice of reception of a request of approval of a marketing plan joint.

"The Syndicate of wood producers of the county of Labelle (U.C.C.)", incorporated under

des Syndicats professionnels, ayant sa principale place d'affaires à Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes, province de Québec, a adressé à la Régie des marchés agricoles du Québec, une demande d'approbation de plan conjoint pour la mise en marché du bois résineux et feuillu provenant des boisements autres que ceux affermés par la Couronne, des producteurs et des propriétaires de boisements situés dans le district électoral de Labelle et dans la partie de Notre-Dame du Laus du district électoral de Papineau.

Après avoir étudié cette demande, la Régie des marchés agricoles du Québec a décidé de la recevoir, et a ordonné que le projet de ce plan conjoint soit soumis au vote de tous les producteurs intéressés.

Montréal, ce 9 avril 1965.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-exécutif,
Conseiller juridique,
10393-o GILLES PRÉGENT.

the Professional Syndicates Act, having its principal place of business at Saint-Eustache, county of Two Mountains, province of Quebec, has forwarded to the Quebec Agricultural Marketing Board a request of approval of a marketing plan joint of resinous and leafy wood coming from the timberings other than those rented by the Crown, producers and owners of timberings situated in the electoral district of Labelle and in a part of Notre-Dame du Laus of the electoral district of Papineau.

After studying this request the Quebec Agricultural Marketing Board has decided to receive it, and has ordered that the project of this joint plan be submitted to a vote of all the interested producers.

Montreal, April 9, 1965.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Executive-secretary.
10393 *Legal adviser.*

Le Syndicat des Producteurs de Lait du Marché de Saint-Jean

Projet

Avis de réception d'une demande d'approbation de plan conjoint de mise en marché.

« Le Syndicat des Producteurs de lait du marché de Saint-Jean », incorporé sous la Loi des Syndicats Professionnels, avant sa principale place d'affaires à Saint-Jean, comté de Saint-Jean, province de Québec, a adressé à la Régie des marchés agricoles du Québec une demande d'approbation de plan conjoint pour la mise en marché du lait pour fin de consommation à l'état nature, destiné aux usines de pasteurisation de lait nature sises dans la ville de Saint-Jean, et à tous les autres établissements laitiers achetant les surplus de lait des producteurs qui seront régil.

Après avoir étudié cette demande, la Régie des marchés agricoles du Québec a décidé de la recevoir et de la soumettre au vote de tous les producteurs intéressés.

Montréal, ce 5e jour d'avril 1965.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-exécutif,
Conseiller juridique,
10393-o GILLES PRÉGENT.

Le Syndicat des Producteurs de Lait du Marché de Saint-Jean

Project

Notice of receipt of a request for approval of joint marketing plan.

"Le Syndicat des Producteurs de lait du marché de St-Jean", incorporated under the Professional Syndicates Act, having its chief place of business in St-John, county of St-John, province of Quebec, has applied to the Quebec Agricultural Marketing Board, a request of approval for a joint marketing plan, for raw milk consuming, intended to any pasteurization plant of raw milk, situated in the town of St-John, and to all other dairy establishments, buying the surplus milk from producers governed by the Marketing Board.

After study of this request, the Quebec Agricultural Marketing Board, has, decided to receive and submit to vote of all interested producers.

Montreal, this 5th day of April, 1965.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Executive-secretary,
10393 *Legal adviser.*

Soumissions

Paroisse de Ste-Anne-de-Varennes
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné Fernand Brodeur, secrétaire-trésocier, 100, rue Youville, Ste-Anne-de-Varennes, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 3 mai 1965, pour l'achat de $199,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Anne-de-Varennes, comté de Verchères, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Tenders

Parish of Ste-Anne-de-Varennes
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Brodeur, secretary-treasurer, 100 Youville Street, Ste-Anne-de-Varennes, county of Verchères, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, May 3, 1965, for the purchase of an issue of $199,000 of bonds for the parish of Ste-Anne-de-Varennes, county of Verchères, dated May 1, 1965, and redeemable serially from May 1, 1966 to May 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on May 1 and November 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements Nos. 362 — $24,000 —voirie; 363 — $22,500 — voirie; 364 — $23,000 — voirie; 365 — $28,000 — voirie; 366 — $29,500 — voirie; 367 — $7,000 — voirie; 368 — $55,000 — égouts; 376 — $10,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $199,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$ 5,000
1er mai 1967	5,500
1er mai 1968	5,500
1er mai 1969	6,500
1er mai 1970	7,500
1er mai 1971	7,500
1er mai 1972	7,500
1er mai 1973	7,500
1er mai 1974	8,500
1er mai 1975	9,500
1er mai 1976	9,500
1er mai 1977	10,000
1er mai 1978	11,000
1er mai 1979	11,500
1er mai 1980	12,500
1er mai 1981	13,000
1er mai 1982	13,500
1er mai 1983	14,500
1er mai 1984	16,000
1er mai 1985	17,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Varennes.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêt courus sur les obligations au monent de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 3 mai 1965, à 8.30 heures du soir, Salle Labarre, 100, rue Youville, Ste-Anne-de-Varennes, comté de Verchères.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-de-Varennes, (Comté de Verchères), ce 8 avril 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND BRODEUR.

100, rue Youville, C.P. 400,
Ste-Anne-de-Varennes, (Verchères), P.Q.
Téléphone: 652-9181 code 514. 10382-o

By-laws Nos: 362 — $24,000 — Roads; 363 — $22,500 — Roads; 364 — $23,000 — Roads; 365 — $28,000 — Roads; 366 — $29,500 — Roads; 367 — $7,000 — Roads; 368 — $55,000 — Sewers; 376 — $10,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1st, 1965.

Table of redemption — $199,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$ 5,000
May 1, 1967	5,500
May 1, 1968	5,500
May 1, 1969	6,500
May 1, 1970	7,500
May 1, 1971	7,500
May 1, 1972	7,500
May 1, 1973	7,500
May 1, 1974	8,500
May 1, 1975	9,500
May 1, 1976	9,500
May 1, 1977	10,000
May 1, 1978	11,000
May 1, 1979	11,500
May 1, 1980	12,500
May 1, 1981	13,000
May 1, 1982	13,500
May 1, 1983	14,500
May 1, 1984	16,000
May 1, 1985	17,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Varennes.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec at the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, May 3, 1965, at 8:30 o'clock p.m., at Salle Labarre, 100 Youville Street, Ste-Anne-de-Varennes, county of Verchères.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-de-Varennes, (County of Verchères), April 8, 1965.

FERNAND BRODEUR,
Secretary-Treasurer.

100 Youville Street, P.O. Box 400,
Ste-Anne-de-Varennes, (Verchères), P. Q.
Telephone: 652-9181, code 514. 10382

Cité de Charlesbourg
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Adolphe Roy, greffier, Hôtel de ville, 182, 80ième rue est, Charlesbourg, comté de Québec, jusqu'à 12 p.m., heures, (midi) lundi,

City of Charlesbourg
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Adolphe Roy, city clerk, City Hall, 182, 80th Street East, Charlesbourg, county of Quebec, until 12.00 o'clock p.m. (noon), Monday, May 3, 1965, for the purchase

le 3 mai 1965, pour l'achat de $269,000 d'obligations de la cité de Charlesbourg, comté de Québec, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 330 — $51,600 — voirie; 331 — $30,700 — voirie; 335 — $16,900 — voirie; 336 — $11,900 — voirie; 337 — $22,600 — voirie; 360 — $15,200 — achat de machinerie; 367 — $21,700 — voirie; 369 — $45,000 — voirie; 378 — $29,300 — achat camion-incendie; 391 — $24,100 — achat de machinerie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $269,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$ 9,500
1er mai 1967	11,500
1er mai 1968	12,000
1er mai 1969	12,500
1er mai 1970	14,500
1er mai 1971	14,500
1er mai 1972	16,000
1er mai 1973	16,500
1er mai 1974	17,500
1er mai 1975	18,000
1er mai 1976	9,500
1er mai 1977	10,000
1er mai 1978	10,000
1er mai 1979	11,000
1er mai 1980	12,000
1er mai 1981	12,500
1er mai 1982	13,500
1er mai 1983	15,000
1er mai 1984	16,000
1er mai 1985	17,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au monent de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 3 mai 1965, à 1.30 heures de l'après-midi, Salle de l'École St-Charles, 7950, 1ère avenue, Charlesbourg, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charlesbourg, (Comté de Québec), ce 13 avril 1965.

Le Greffier,
ADOLPHE ROY.

Hôtel de ville, 182, 80ième rue est,
Charlesbourg, (Québec), P.Q.
Téléphone: 623-9816, code 418. 10394-o

of an issue of $269,000 of bonds for the city of Charlesbourg, county of Quebec, dated May 1, 1965, and redeemable serially from May 1, 1966 to May 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 330 — $51,600 — roads; 331 — $30,700 — roads; 335 — $16,900 — roads; 336 — $11,900 — roads; 337 — $22,600 — roads; 360 — $15,200 — purchase of machinery; 367 — $21,700 — roads; 369 — $45,000 — roads; 378 — $29,300 — fire truck; 391 — $24,100 — purchase of machinery.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1965.

Table of redemption — $269,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$ 9,500
May 1, 1967	11,500
May 1, 1968	12,000
May 1, 1969	12,500
May 1, 1970	14,500
May 1, 1971	14,500
May 1, 1972	16,000
May 1, 1973	16,500
May 1, 1974	17,500
May 1, 1975	18,000
May 1, 1976	9,500
May 1, 1977	10,000
May 1, 1978	10,000
May 1, 1979	11,000
May 1, 1980	12,000
May 1, 1981	12,500
May 1, 1982	13,500
May 1, 1983	15,000
May 1, 1984	16,000
May 1, 1985	17,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 3, 1965, at 1:30 o'clock p.m., at l'École St-Charles Hall, 7950, 1st Avenue, Charlesbourg, county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Charlesbourg, (County of Quebec), April 13, 1965.

ADOLPHE ROY,
City clerk.

City Hall, 182, 80th Street East,
Charlesbourg, (Quebec), P.Q.
Telephone: 623-9816, code 418. 10394

Ville de Duberger
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-André Robitaille, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord, Ville de Duberger, Québec 8, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 mai 1965, pour l'achat de $425,000 d'obligations de la ville de Duberger, comté de Québec, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 198 — $45,000 — achat de terrain; 220 — $250,000 — égouts; 223 — $60,000 — Hôtel de Ville; 227 — $70,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $425,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$12,500
1er mai 1967	12,000
1er mai 1968	13,500
1er mai 1969	13,500
1er mai 1970	14,500
1er mai 1971	15,000
1er mai 1972	16,000
1er mai 1973	17,000
1er mai 1974	18,500
1er mai 1975	19,500
1er mai 1976	21,000
1er mai 1977	23,000
1er mai 1978	24,000
1er mai 1979	25,500
1er mai 1980	27,000
1er mai 1981	17,500
1er mai 1982	18,500
1er mai 1983	19,500
1er mai 1984	21,000
1er mai 1985	76,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 4 mai 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord, Ville de Duberger, Québec 8, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Town of Duberger
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-André Robitaille, secretary-treasurer, Town Hall, 67 Central Blvd., North, town of Duberger, county of Quebec 8, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, May 4, 1965, for the purchase of an issue of $425,000 of bonds for the town of Duberger, county of Quebec, dated May 1, 1965, and redeemable serially from May 1, 1966 to May 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 198 — $45,000 — purchase of land; 220 — $250,000 — sewers; 223 — $60,000 — Town Hall; 227 — $70,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1965.

Table of redemption — $425,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$12,500
May 1, 1967	12,000
May 1, 1968	13,500
May 1, 1969	13,500
May 1, 1970	14,500
May 1, 1971	15,000
May 1, 1972	16,000
May 1, 1973	17,000
May 1, 1974	18,500
May 1, 1975	19,500
May 1, 1976	21,000
May 1, 1977	23,000
May 1, 1978	24,000
May 1, 1979	25,500
May 1, 1980	27,000
May 1, 1981	17,500
May 1, 1982	18,500
May 1, 1983	19,500
May 1, 1984	21,000
May 1, 1985	76,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, May 4, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 67 Central Blvd., North, town of Duberger, Quebec 8, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Duberger, (Comté de Québec), ce 13 avril 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE.
Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord,
Duberger, (Québec 8), P.Q.
Téléphone: 681-6007, code 418. 10395-o

La commission des écoles de la cité de Kénogami

Jonquière — Kénogami

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-P. Lapierre, secrétaire-trésorier, Case postale No 278, Kénogami, comté de Jonquière-Kénogami, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 3 mai 1965, pour l'achat de $70,000 d'obligations des commissaires d'écoles de la cité de Kénogami, comté de Jonquière-Kénogami, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 1er mars 1965 — $70,000 — dépenses d'immobilisation de 1964-65.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $70,000 — 10 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$ 7,000
1er mai 1967	7,000
1er mai 1968	7,000
1er mai 1969	7,000
1er mai 1970	7,000
1er mai 1971	7,000
1er mai 1972	7,000
1er mai 1973	7,000
1er mai 1974	7,000
1er mai 1975	7,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Kénogami.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 3 mai 1965, à 8 heures du soir, Couvent Ste-Famille, rue King George, Kénogami, comté de Jonquière-Kénogami, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duberger, (County of Quebec), April 13, 1965.

PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE,
Secretary-Treasurer.
Town Hall, 67 Central Blvd., North,
Duberger, (Quebec 8), P.Q.
Telephone: 681-6007, code 418. 10395

The school commission of the city of Kénogami

County of Jonquière — Kénogami

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-P. Lapierre, secretary-treasurer, P.O. Box No. 278, Kénogami, county of Jonquière-Kénogami, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, May 3, 1965, for the purchase of an issue of $70,000 of bonds for the school commissioners of the city of Kénogami, county of Jonquière-Kénogami, dated May 1, 1965, and redeemable serially from May 1, 1966 to May 1, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to marutities.

Resolution dated March 1, 1965 — $70,000 — immobilization expenses of 1964-65.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1965.

Table of redemption — $70,000 — 10 Years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$ 7,000
May 1, 1967	7,000
May 1, 1968	7,000
May 1, 1969	7,000
May 1, 1970	7,000
May 1, 1971	7,000
May 1, 1972	7,000
May 1, 1973	7,000
May 1, 1974	7,000
May 1, 1975	7,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Kénogami.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, May 3, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at Ste-Famille Convent, King George Street, Kénogami, county of Jonquière-Kénogami, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Kénogami, (Comté de Jonquière-Kénogami), ce 12 avril 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-P. LAPIERRE.

C. P. 278,
Kénogami, (Jonquière-Kénogami), P.Q.,
Téléphone: 542-2324, code 418. 10396-o

La commission des écoles catholiques de Shawinigan
Comté de St-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Boulanger, secrétaire-trésorier, Shawinigan, comté de St-Maurice, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 4 mai 1965, pour l'achat de $621,000 d'obligations de la commission des écoles catholiques de Shawinigan, comté de St-Maurice, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 6 novembre 1962 — $621,000 — construction d'un immeuble pour centraliser tous les services administratifs.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $621,000 — 18 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$20,000
1er mai 1967	21,000
1er mai 1968	23,000
1er mai 1969	24,000
1er mai 1970	26,000
1er mai 1971	27,000
1er mai 1972	28,000
1er mai 1973	30,000
1er mai 1974	31,000
1er mai 1975	33,000
1er mai 1976	36,000
1er mai 1977	38,000
1er mai 1978	40,000
1er mai 1979	43,000
1er mai 1980	46,000
1er mai 1981	48,000
1er mai 1982	52,000
1er mai 1983	55,000

On est prié de noter que les soumissions demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera

Kénogami, (County of Jonquière-Kénogami), April 12, 1965.

J.-P. LAPIERRE,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 278,
Kénogami, (Jonquière-Kénogami), P.Q.,
Telephone: 542-2324, code 418. 10396

The catholic school commission of Shawinigan
County of St-Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Boulanger, secretary-treasurer, Shawinigan, county of St-Maurice, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, May 4, 1965, for the purchase of an issue of $621,000 of bonds for the catholic school commission of Shawinigan, county of St-Maurice, dated May 1, 1965, and redeemable serially from May 1, 1966 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of November 6, 1962 — $621,000 — construction of a building to centralize all the administrative services.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1965.

Table of redemption — $621,000 — 18 years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$20,000
May 1, 1967	21,000
May 1, 1968	23,000
May 1, 1969	24,000
May 1, 1970	26,000
May 1, 1971	27,000
May 1, 1972	28,000
May 1, 1973	30,000
May 1, 1974	31,000
May 1, 1975	33,000
May 1, 1976	36,000
May 1, 1977	38,000
May 1, 1978	40,000
May 1, 1979	43,000
May 1, 1980	46,000
May 1, 1981	48,000
May 1, 1982	52,000
May 1, 1983	55,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be

tenue mardi, le 4 mai 1965, à 8 heures du soir, Centre Administratif, 500, Avenue Broadway, Shawinigan, comté de St-Maurice.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan, (Comté de St-Maurice), ce 13 avril 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND BOULANGER.

C. P. 310,
Shawinigan, (St-Maurice), P.Q.,
Téléphone: 536-2561, code 819. 10397-o

held on Tuesday, May 4, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at Administrative Center, 500 Broadway Avenue, Shawinigan, county of St-Maurice.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan, (County of St-Maurice), April 13, 1965.

ROLAND BOULANGER,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 310,
Shawinigan, (St-Maurice), P.Q.,
Telephone: 536-2561, code 819. 10397

Municipalité du canton Tremblay

Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Paul Fillion, secrétaire-trésorier, 23, rue DuPont, Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 mai 1965, pour l'achat de $55,000 d'obligations de la municipalité du canton Tremblay, comté de Chicoutimi, datées du 1er mai 1965 et remboursables par séries du 1er mai 1966 au 1er mai 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 90 — $30,000 aqueduc; 92 — $25,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1965.

Tableau d'amortissement — $55,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1966	$ 1,000
1er mai 1967	1,000
1er mai 1968	1,000
1er mai 1969	1,000
1er mai 1970	1,000
1er mai 1971	1,000
1er mai 1972	1,000
1er mai 1973	1,000
1er mai 1974	1,000
1er mai 1975	1,000
1er mai 1976	1,000
1er mai 1977	1,000
1er mai 1978	1,500
1er mai 1979	1,500
1er mai 1980	1,500
1er mai 1981	2,000
1er mai 1982	2,000
1er mai 1983	2,000
1er mai 1984	2,000
1er mai 1985	30,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Municipality of Tremblay township

County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Paul Fillion, secretary-treasurer, 23 DuPont St., Chicoutimi-North, county of Chicoutimi, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, May 4, 1965, for the purchase of an issue of $55,000 of bonds for the municipality of Tremblay township, county of Chicoutimi, dated May 1, 1965, and redeemable serially from May 1, 1966 to May 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 90 — $30,000 — aqueduct; 92 — $25,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1965.

Table of redemption — $55,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1966	$ 1,000
May 1, 1967	1,000
May 1, 1968	1,000
May 1, 1969	1,000
May 1, 1970	1,000
May 1, 1971	1,000
May 1, 1972	1,000
May 1, 1973	1,000
May 1, 1974	1,000
May 1, 1975	1,000
May 1, 1976	1,000
May 1, 1977	1,000
May 1, 1978	1,500
May 1, 1979	1,500
May 1, 1980	1,500
May 1, 1981	2,000
May 1, 1982	2,000
May 1, 1983	2,000
May 1, 1984	2,000
May 1, 1985	30,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 4 mai 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Chicoutimi-Nord, comté de Chicoutimi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Canton Tremblay, (Comté de Chicoutimi), ce 13 avril 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL FILLION.

23, rue DuPont,
Chicoutimi-Nord, (Chicoutimi), P.Q.,
Téléphone: 543-6875, code 418. 10398-o

issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 4, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Chicoutimi-North, county of Chicoutimi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Tremblay township, (County of Chicoutimi), April 13, 1965.

PAUL FILLION,
Secretary-Treasurer.

23 DuPont Street,
Chicoutimi-North, (Chicoutimi), P.Q.,
Telephone: 543-6875, code 418. 10398

Syndicats professionnels

Association des enseignants du Bas-St-Laurent

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 mars 1965, autorisé le changement de nom de l'« Association des instituteurs et institutrices de la région de Rimouski », dont la constitution, sous le nom originaire de « L'Union des institutrices du diocèse de Rimouski », a été autorisée le 3 mai 1944, et dont le siège social est situé à Rimouski, en celui de « Association des enseignants du Bas-St-Laurent », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 12 mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10353-o 586-44

Syndicat des cadres administratifs de la de la ville de Montréal

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des cadres administratifs de la ville de Montréal », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 15 mars 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 22 mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10354-o 4-65

Fraternité des détaillants d'essence de St-Jean, Iberville, Missisquoi

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Fraternité des détaillants d'essence de St-Jean, Iberville, Missisquoi », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 7 avril 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Jean, district judiciaire d'Iberville

Québec, le 8 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10383-o 31-65

Professional Syndicates

Association des enseignants du Bas-St-Laurent

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 9, 1965, authorized the change of name of l'"Association des instituteurs et institutrices de la région de Rimouski", the incorporation of which, under the original name of "L'Union des institutrices du diocèse de Rimouski", was authorized on May 3, 1944, and that the head office is situated at Rimouski, to that of "Association des enseignants du Bas St-Laurent", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, March 12, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10353 586-44

Syndicat des cadres administratifs de la ville de Montréal

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des cadres administratifs de la ville de Montréal", has been authorized by the Provincial Secretary on March 15, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, March 22, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Provice.

10354 4-65

Fraternité des détaillants d'essence de St-Jean, Iberville, Missisquoi

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Fraternité des détaillants d'essence de St-Jean, Iberville, Missisquoi", has been authorized by the Provincial Secretary on April 7, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Jean, judicial district of Iberville.

Quebec, April 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10383 31-65

Syndicat des producteurs de bleuets de N.-D. Sacré-Coeur de Languedoc

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs de bleuets de N. D. Sacré-Coeur de Languedoc », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 7 avril 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Languedoc, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 12 avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10399-o 17 65

Syndicat des producteurs de bleuets de N.-D. Sacré-Coeur de Languedoc

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs de bleuets de N. D. Sacré-Coeur de Languedoc", has been authorized by the Provincial Secretary, on April 7, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Languedoc, judicial district of Abitibi.

Quebec, April 12, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10399 17-65

Ventes d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai 1964, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le sixième jour de mai 1965, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué. le 22 mars 1965.

Canadian Pacific Express Company.
Le Surintendant général,
10152-13-6-o E. M. THRASHER.

Sales of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of May 1964, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the 6th day of May 1965, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que., March 22, 1965.

Canadian Pacific Express Company.
E. M. THRASHER,
10152-13-6-o *General Superintendent.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, No 16419. { LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE ST-

ST-TIMOTHÉE DE BEAUHARNOIS, corporation politique et incorporée, ayant sa place d'affaires en la paroisse de St-Timothée, district de Beauharnois, demandeur, *contre* ALPHONSE DUCAS, 20 rue St-Yves, Notre-Dame du Sourire, municipalité de St-Timothée, district de Beauharnois, defendeur, a obtenu devant notre Cour de Magistrat dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

« Un certain terrain situé dans la paroisse de St-Timothée, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro cent trente-six et le lot numéro deux de la subdivision du lot cent trente-sept, tous deux de la subdivision du lot originaire cent soixante-dix-sept (Nos 177-136-2 et 177-137-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Timothée, avec maison dessus érigée. »

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Magistrate's Court, No. 16419. { THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE PARISH OF ST-

THIMOTHÉE DE BEAUHARNOIS, a body politic and incorporated having its head office in the parish of St. Thimothée, district of Beauharnois, plaintiff, *against* ALPHONSE DUCAS, 20, St. Yves Street, Notre-Dame-du-Sourire, municipality of St. Thimothée, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Magistrate's Court, in our district of Beauharnois, judgment declaring the following immoveable, to wit:

"A certain land, situated in the parish of St. Thimothée, known and designated as being lot number two of the subdivision of lot number one hundred and thirty-six, and lot number two of the subdivision of lot one hundred and thirty-seven, both of the subdivision of the original lot number one hundred seventy-seven (Nos 177-136-2 and 177-137-2) from the official plan and books of reference of the parish of St. Thimothée, with a house erected thereon".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Thimothée, comté de Beauharnois, et district de Beauharnois, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL 1965 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Valleyfield, le 17 mars 1965. 10121-13-2-o

[Première insertion: le 27 mars 1965]

To be sold at the parochial church door of St. Thimothée, county of Beauharnois, district of Beauharnois, WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, 1965, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Valleyfield, March 17, 1965. 10121-13-2

[First insertion: March 27, 1965]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 14,371. ROLL-UP ALUMINUM CO. LTD., corps politique légalement constitué ayant son siège social au 1035 de la rue Panneton en la cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* GÉDÉON VIENS, résidant à Roxton Falls, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

« 1° Une terre d'environ sept arpents et demi de largeur par quinze arpents de profondeur, situé sur le rang Ste-Geneviève, sur le septième rang du Canton de Roxton, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Roxton, sous les lots numéros trois cent soixante-quinze et trois cent quatre-vingt (Nos 375 et 380) avec les bâtisses y érigées;

2° Une autre terre située dans le huitième rang du canton de Roxton, connue et désignée au cadastre officiel dudit canton de Roxton sous le lot numéro quatre cent quatre-vingt-deux (No 482), avec les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale St-Jean-Baptiste, à Roxton-Falls, district de Bedford, comté de Shefford, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de MAI 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PAUL ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, P.Q., 5 avril 1965. 10387-16-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 14,371. ROLL-UP ALUMINUM CO. LTD., a body politic, legally incorporated and having its head office at 1035 Panneton Street, City of Sherbrooke, district of St-Francis, plaintiff, *vs* GÉDÉON VIENS, residing at Roxton Falls, district of Bedford, defendant.

As belonging to de defendant:

"1. A land measuring about seven and one half arpents in width by fifteen arpents of depth, situated on range Ste-Geneviève, on range seventh of the township of Roxton, known and designated on the official cadaster of the township of Roxton, under lots number three hundred and seventy-five and three hundred and eighty (Nos 375 and 380) with buildings erected thereon;

2. Another land situated in the eighth range of the township of Roxton, known and designated on the official cadaster of the said township of Roxton under lot number four hundred and eighty-two (No. 482), with buildings erected thereon".

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Jean-Baptiste, at Roxton Falls, district of Bedford, county of Shefford, TUESDAY, the EIGHTEENTH day of MAY 1965, at TEN o'clock in the morning.

PAUL ST. MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, P.Q., April 5, 1965. 10387-16-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 36,906. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* ALFRED BOLDUC, cultivateur, de St-Alexis de Grande-Baie, comté de Chicoutimi, défendeur.

« Une terre mesurant environ cinq arpents et demie de largeur, sur une profondeur d'environ cinquante-cinq arpents plus ou moins pour le tout, composée et formée des lots numéros quatre cent quarante-huit, quatre cent quarante-neuf, quatre cent soixante-deux, quatre cent soixante-trois, trois cent quatre-vingt-sept, et trois cent quatre-vingt-huit (Nos 448, 449, 462, 463, 387 et 388) au cadastre officiel de la paroisse de St-Alexis de Grande-Baie, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire dudit lot numéro quatre cent soixante-trois (463) du cadastre susdit l'emplacement mesurant cent pieds de largeur sur le chemin public sur une profondeur de soixante

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 36,906. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* ALFRED BOLDUC, farmer, St-Alexis de Grande-Baie, county of Chicoutimi, defendant.

"A land measuring about five arpents and one half in width, by a depth of about fifty-five arpents more or less for the whole, composed and formed of lots four hundred and forty-eight, four hundred and forty-nine, four hundred and sixty-two, four hundred and sixty-three, three hundred and eighty-seven and three hundred and eighty-eight (Nos 448, 449, 462, 463, 387 and 388) on the official cadaster of the parish of St-Alexis de Grande-Baie, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be withdrawn of the said lot number four hundred and sixty-three (463) of the said cadaster the emplacement measuring one hundred feet in width on the public road by a depth of sixty

pieds, que monsieur Ludger St-Hilaire a vendu à les Commissaire d'écoles de la paroisse de St-Alexis de Grande-Baie par acte passé devant Charles Morin, notaire, le 27 mai 1931, numéro 3,738 de ses minutes.

Sauf à distraire des lots numéro quatre cent soixante-deux et quatre cent soixante-trois (462 et 463) les droits concédés à la Compagnie Électrique du Saguenay, suivant acte passé devant Rosaire Croft, notaire, le 18 avril 1947, enregistré le 19 avril 1947, sous le numéro 86,426. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Alexis de Grande-Baie, le VINGTIÈME jour du moi de MAI 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
J.-OMER LAPOINTE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 7 avril 1965. 10388-16-2-o

feet, sold by Mr. Ludger St-Hilaire to the School Commissioners of the parish of St-Alexis de Grande-Baie, by a deed passed before Charles Morin, notary, on May 27, 1931, number 3,738 of his minutes.

To be withdrawn of lots number four hundred and sixty-two and four hundred and sixty-three (462 and) the rights granted to the Compagnie Electrique du Saguenay, by deed passed before Rosaire Croft, notary, April 18, 1947, and registered April 19, 1947, under number 86,426."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Alexis de Grande-Baie, the TWENTIETH day of MAY, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

J.-OMER LAPOINTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, April 7, 1965. 10388-16-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, No 7207. LA BANQUE TORONTO DOMINION, corporation légalement constituée suivant une loi du gouvernement fédéral, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en la cité et district de Montréal, et une place d'affaires en la ville de Gaspé, comté et district de Gaspé, province de Québec, demanderesse, *vs* LUCIEN SAMUEL, contracteur de bois, de Rivière-au-Renard, comté et district de Gaspé, province de Québec, défendeur.

« Un certain lopin de terre, de figure irrégulière sis et situé à Rivière-au-Renard, comté de Gaspé, province de Québec, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Fox comme lot numéro 248-2, du premier rang nord de la rivière, dans ledit canton de Fox, borné au nord par la propriété de Félix Samuel, au sud par la propriété des héritiers légaux de feu Paul Tremblay, à l'est par le Golfe St-Laurent et à l'ouest par la route nationale, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Rivière-au-Renard, comté et district de Gaspé, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de MAI 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 9 avril 1965. 10389-16-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Superior Court, No. 7207. TORONTO DOMINION BANK, a corporation legally incorporated according to a federal government act, having its principal place of business for the province of Quebec in the city and district of Montreal, and a place of business in the town of Gaspé, county and district of Gaspé, province of Quebec, plaintiff, *vs* LUCIEN SAMUEL, wood contractor, of Rivière-au-Renard, county and district of Gaspé, province of Quebec, defendant.

"A certain strip of lank, of irregular form lying and situated at Rivière-au-Renard, county of Gaspé, province of Quebec, better known and designated on the official plan and book of reference of the township of Fox as lot number 248-2, of the first range north of the river, in the said township of Fox, bouded on the north by the property of Félix Samuel, on the south by the property of the legal heirs of the late Paul Tremblay, on the east by the St-Lawrence River, and on the west by the national highway, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Rivière-au-Renard, county and district of Gaspé, TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of MAY, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Percé, April 9, 1965. 10389-16-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 664 965. SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, demanderesse, *vs* WILFRID TOURIGNY, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Pierre Davignon, à Boucherville, connu et désigné comme étant composé du lot numéro cent dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit (18-117) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Famille de Boucherville, mesurant soixante-sept pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les bâtisses dessus érigées et spécialement celle portant le numéro civique 88 de la dite rue Pierre-Davignon. »

Un dépôt de $1,112.00 sera exigé de chaque et tout enchérisseur, conformément à un jugement

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 664 965. SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, plaintiff, *vs* WILFRID TOURIGNY, defendant.

"An emplacement having front on Pierre Dzvignon Street, in Boucherville, known and designated as being composed of lot number one hundred and seventeen of the official subdivision of original lot number eighteen (18-117) on official plan and book of reference for the parish of Ste-Famille de Boucherville, measuring sixty-seven feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less.

With buildings thereon erected and specially the one bearing civic number 88 of the said Pierre-Davignon Street."

A deposit of $1.112.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgement

rendu par l'honorable juge G. B. Puddicombe, le 24 février 1965.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville, comté de Chambly, le TRENTIÈME jour du mois d'AVRIL 1965, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
ULRIC G.-LAURENCELLE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 22 mars 1965. 10167-13-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 641 044. { LINCOLN CONSTRUCTION INC., demanderesse, *vs* JEAN-PAUL CAMPEAU, défendeur.

« Un emplacement de figure irrégulière ayant front sur la rue Plouffe au coin de la rue Rosalie, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision sept du lot originaire douze (12-7) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant cinquante-quatre pieds de largeur en front le long de la rue Plouffe, cinquante pieds et cinq dixièmes de pied de largeur en arrière dans sa ligne nord-ouest, sur une profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec bâtisses dessus érigée portant le numéro civique 4095 rue Plouffe ».

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL 1965, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ULRIC G.-LAURENCELLE, C.R.
Montréal, le 23 mars 1965. 10176-13-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 648 513. { THE ROYAL TRUST COMPANY, demanderesse, *vs* PAUL THÉRIAULT, défendeur.

« Un emplacement situé au village de McMasterville, désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, sous le numéro soixante-neuf de la subdivision du lot originaire numéro sept (7-69) de forme irrégulière, mesurant cent dix pieds et trois dixièmes de pied (110.3′) dans la ligne sud-ouest; soixante-cinq pieds (65′) dans la ligne sud-est, cent quatorze pieds et neuf dixièmes de pied (114.9) dans la ligne nord-est; contenant, en superficie, sept mille huit cent quarante-trois pieds et six dixièmes de pieds carrés (7,843.6 pi. car.) mesure anglaise, avec les bâtisses y érigées.

Tel que le tout se trouve actuellement, sans aucune réserve. »

Numéro civique 871 Drummond, McMasterville.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du Sacré-Coeur de McMasterville, le TRENTIÈME jour du mois d'AVRIL 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Montréal, ULRIC G.-LAURENCELLE, C.R.
le 23 mars 1965. 10177-13-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 641 044. { LINCOLN CONSTRUCTION INC., plaintiff, *vs* JEAN-PAUL CAMPEAU, defendant.

"An emplacement of irregular figure fronting on Plouffe St. at the corner of Rosalie St., in the town of Montreal, known as being subdivision seven of original lot twelve (12-7) on official plan and book of reference for the parish of St-Laurent, measuring fifty-four feet in width in front along Plouffe Street, fifty feet and five tenths of a foot in width in rear in its northwest line by a depth of eighty feet English measure and more or less.

With buildings thereon erected, bearing civic number 4095, Plouffe Street."

To be sold at my office in the town of Montreal, on TWENTY-NINTH day the month of APRIL 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

ULRIC-G. LAURENCELLE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, March 23, 1965. 10176-13-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 648 513. { THE ROYAL TRUST COMPANY, plaintiff, *vs* PAUL THÉRIAULT, defendant.

"An emplacement situated at the village of McMasterville, designated on the official cadaster of the parish of St-Mathieu de Beloeil, under number sixty-nine of the subdivision of original lot number seven (7-69) of irregular form, measuring one hundred and ten feet and three tenths (110.3′) in the southwest line; sixty-five feet (65′) in the southeast line, one hundred and fourteen feet and nine tenths (114,9) in the northeast line; containing, in area, seven thousand eight hundred and forty-three square feet and six tenths (7,843.6 s.f.) English measure, with the buildings thereon erected.

Such as the whole exists presently, without any reserve".

Civic number 871 Drummond, McMasterville.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sacré-Coeur of McMasterville, the THIRTIETH day of the month of APRIL, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

ULRIC G.-LAURENCELLE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, March 23, 1965. 10177-13-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, N° 135,627 { ROGER DULUDE, résidant et étant domicilié au numéro 30 de la rue Thuot, à Iberville, dit dis-

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 135-627 { ROGER DULUDE, residing and being domiciled at number 30 Thuot St., in Iberville, said district, *versus*

trict, *contre* JOSEPH GIGNAC, résidant et étant domicilé au numéro 155 Est de l'avenue des Saules, à Québec, dit district.

1° Le lot numéro 721-22 du livre de renvoi officiel du cadastre de Charlesbourg, borné vers le nord-ouest par le lot numéro 721-5 (ruelle), vers le nord-est par le lot numéro 721-23, vers le sud-est, par le numéro 721-25 (8ième rue) et vers le sud-ouest par le lot numéro 721-21; mesurant 30 pieds de largeur sur 75 de profondeur, contenant en superficie 2,250 pieds, mesures anglaises (deux mille deux cent cinquante);

2° Le lot numéro 721-23 du livre de renvoi officiel du cadastre de Charlesbourg, borné vers le nord-ouest par le lot 721-5 (ruelle), vers le nord-est par le numéro 721-24, vers le sud-est, par le numéro 721-25 (8ième rue) et vers le sud-ouest par le numéro 721-22; mesurant 30 pieds de largeur sur 75 pieds de profondeur, contenant en superficie 2,250 pieds, mesures anglaises (deux mille deux cent cinquante);

3° Le lot numéro 721-24 du livre de renvoi officiel du cadastre de Charlesbourg, borné vers le nord-ouest par le lot numéro 721-5 (ruelle), vers le nord-est par le lot numéro 721-72 (1ière ave est), vers le sud-est par le lot numéro 721-25 (8ième rue) et vers le sud-ouest par le lot 721-23; mesurant 30 pieds de largeur sur 75 pieds de profondeur, contenant en superficie 2,250 pieds, mesures anglaises (deux mille deux cent cinquante).

Pour être vendu à la porte de l'église de Charlesbourg, comté de Québec, le TRENTIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
Québec, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
le 23 mars 1965.

10178-13-2-o

[Première insertion: 27 mars 1965.]
[Deuxième insertion: 17 avril 1065.]

JOSEPH GIGNAC, residing and being domiciled at number 155 des Saules Ave. East, in Quebec, said district.

1. Lot number 721-22 in the official book of reference of the cadaster of Charlesbourg, bounded on the north-west by lot number 721-5 (lane), on the north-east by lot number 721-23, on the south-east by number 721-25 (8th St.) and on the south-west by lot number 721-21, measuring 30 feet in width by 75 feet in depth, having an area of 2,250 feet, English measure (two thousand two hundred and fifty);

2. Lot number 721-23 in the official book of reference of the ca laster of Charlesbourg, bounded on the north-west by lot 721-5 (lane), on the north-east by number 721-24, on the south-east by number 721-25 (8th St.) and on the south-west by number 721-22, measuring 30 feet in width by 75 feet in depth, having an area of 2,250 feet, English measure (two thousand two hundred and fifty feet);

3. Lot number 721-24 in the official book of reference of the cadaster of Charlesbourg, bounded on the north-west by lot number 721-5 (lane), on the north-east by lot number 721-72 (1st Ave. East), on the south-east by lot number 721-25 (8th St.), and on the south-west by lot 721-23, measuring 30 feet in width by 75 feet in depth, having an area of 2,250 feet, English measure (two thousand two hundred and fifty).

To be sold at the church door in Charlesbourg, county of Quebec, on the THIRTIETH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *Sheriff*.
Quebec, ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
March 23, 1965.

10178-13-2

[First insertion: March 27, 1965.]
[Second insertion: April 17, 1965.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 134-964. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, P. Q., *contre* LÉO MARCOUX, St-Jean-Chryssostôme, comté de Lévis, P. Q. et RENÉ LEFAIVRE & ALBERT VERROEULST, 111, Côte de la Montagne, Québec, en leur qualité de Syndics à la cession de biens du défendeur Léo Marcoux, mis-en-cuase.

« Une terre de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue sous le lot numéro cent six (No 106) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, avec les bâtisses y érigées circonstances et dépendances ».

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, le TRENTIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 23 mars 1965. 10180-13-2-o

[Première insertion: 27 mars 1965.]
[Deuxième insertion: 17 avril 1965.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 134-964. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, P. Q., *vs* LÉO MARCOUX, St-Jean-Chrysostôme, county of Levis, P. Q., and RENÉ LEFAIVRE & ALBERT VERROEULST, 111 Côte de la Montagne, Quebec, in their quality of Trustees at the transfer of property of the defendant Léo Marcoux, mis-en-cause.

"A piece of land of three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, known under lot number one hundred and six (No 106) of the official cadaster for the parish of St-Jean-Chrysostôme, county of Levis, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Jean-Chrysostôme, county of Levis, the THIRTIETH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's office, *Sheriff*.
Quebec, March 23, 1965. 10180-13-2

[First insertion: March 27, 1965.]
[Second insertion: April 17, 1965.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, N° 138-401 ALEXANDRE ROY, entrepreneur électricien, domicilié à 108, Strasbourg, Ste-Foy, P.Q., contre JEAN-

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 138-401 ALEXANDRE ROY, electrician contractor, domiciled at 108 Strasbourg, Ste. Foy, P.Q., *vs* JEAN-

PAUL BOUCHER, domicilié à 1314, Dorchester, Québec, P.Q.

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Émile, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro (Ptie 1258) douze cent cinquante-huit sur le plan et dans le livre de renvoi officiel du cadastre pour la paroisse de St-Ambroise mesurant cinquante-et-un pieds (51′) de largeur au sud-est, cinquante-huit pieds (58′) de largeur au nord-ouest, sur cent pieds (100′) de profondeur, mesure anglaise, borné au sud-est par une rue, au nord-ouest et sud-ouest par le terrain de Albert Faucher et au nord-est par le terrain de Clément Bédard, avec la bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. Avec droit de passage en faveur du terrain vendu dans la rue portant le numéro 4 sur le plan préparé par Augustin Leclair, formant partie du même lot cadastral pour communiquer du terrain vendu au chemin public.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Émile, Comté de Québec, le TRENTIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
Québec, Me Antoine Bourget, c.r.
le 19 mars 1965. 10181-13-2-o
[Première insertion: 27 mars 1965.]
[Deuxième insertion: 17 avril 1965.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 115-671. { DAME FRANÇOISE SAUVAGEAU, ménagère, épouse commune en biens de Lucien Dolbec, et

ce dernier pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de St-Casimir, comté de Portneuf, P.Q., *contre* HENRI LÉPINE, domicilié à St-Casimir, comté de Portneuf, P.Q.

Avis est par la présente donné que la vente qui devait avoir lieu le 26 mars 1965 dans l'affaire ci-haut mentionnée, aura lieu le NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi au même endroit.

Le Shérif,
Me Antoine Bourget, c.r.
Québec, le 23 mars 1965. 10182-13-2-o

PAUL BOUCHER, domiciled at 1314 Dorchester, Quebec, P.Q.

"An emplacement situated in the parish of St-Émile, forming part of lot known and designated under number twelve hundred and fifty-eight (Pt. 1258) on the official plan and book of reference of the cadaster for the parish of St-Ambroise, measuring fifty-one feet (51′) in width at the south-east, fifty-eight feet (58′) in width at the north-west, by one hundred feet in depth (100′), English measure, bounded to the south-east by a street, to the north-west and south-west by Albert Faucher's lot of land and to the north-east by Clément Bédard's lot of land. With the building thereon erected, circumstances and dependencies. With a right of way in favour of the lot of land sold in the street bearing number 4, on the plan prepared by Augustin Leclair, forming part of same cadastral lot in order to communicate from the sold lot of land to the public road.

To be sold at the church door of St-Émile, county of Quebec, on the THIRTIETH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Me Antoine Bourget, Q.C.,
Quebec, *Sheriff*.
March 19, 1965. 10181-13-2
[First insertion: March 27, 1965.]
[Second insertion: April 17, 1965.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 115-671. { DAME FRANÇOISE SAUVAGEAU, housewife, wife common as to property of Lucien Dolbec,

and the latter to assist and authorize his wife for these presents, both of St-Casimir, county of Portneuf, P.Q., *versus* HENRI LÉPINE, domiciled at St-Casimir, county of Portneuf, P.Q.

Notice is hereby given that the sale which was to have taken place on March 26, 1965 in the above-mentioned matter, will take place on the NINTH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon in the same place.

Quebec, March 23, 1965.

Me Antoine Bourget, Q.C.,
10182-13-2 *Sheriff*.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Québec et Rimouski

Cour Supérieure, No 136-079. { COMMERCIAL CREDIT CORP. LTD, corps politique et incorporé, ayant

une place d'affaires à 2120, Chemin Ste-Foy, district de Québec, demanderesse, *vs* JOSEPH DUBÉ, cultivateur, de la paroisse de St-Tharcisius, district de Rimouski, défendeur.

Étant le lot numéro quarante-et-un (41), rang I, canton Blais de l'arpentage primitif, borné au sud-ouest par le canton de Lesage, au nord-ouest par les lots numéros 42-A, 42-B, au nord-est par le rang 2, au sud-est par le lot numéro 40, mesurant treize chaines au sud-ouest, quatre-vingts chaines trente-une mailles au sud-est, quatre-vingts chaines et vingt-six mailles au nord-ouest, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot numéro quarante-deux-A (42-A), rang I, canton Blais, formant partie du lot quarante-deux (P. 42) de l'arpentage primitif, borné au

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Quebec and Rimouski

Superior Court, No. 136-079. { COMMERCIAL CREDIT CORP. LTD., a body politic and incorporated having a business place at 2120, Ste-Foy Road, district of Quebec, plaintiff, *vs* JOSEPH DUBÉ, farmer of the parish of St-Tharcisius, district of Rimouski, defendant.

Lot number forty-one (41), range I, Blais township, of the original survey, bounded south-west by the township of Lepage, north-west by lots numbers 42-A, 42-B, north-east by range 2, south-east by lot number 40; measuring thirteen chains to south-west, eighty chains and thirty-one links to south-east, eighty chains and twenty-six links to north-west, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Lot number forty-two-A (42-A), range I, township of Blais, forming part of lot forty-two (P. 42) of the original survey, bounded south-

sud-ouest par le canton Lepage, au nord-ouest par le lot numéro 43, au nord-est par le lot numéro 42-B, au sud-est par le lot numéro 41; mesurant treize chaines de largeur, soixante-sept chaines soixante-deux mailles de profondeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot numéro quarante-deux-B (42-B), rang I, canton Blais, formant partie du lot numéro quarante-deux (P. 42) de l'arpentage primitif, borné au nord-est par le rang 2, au sud-est par le lot numéro 41, au sud-ouest par le lot numéro 42-A, au nord-ouest par le lot numéro 43: mesurant treize chaines de largeur, douze chaines soixante-quatre mailles de profondeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse de St-Tharcisius, le CINQUIÈME jour de MAI, 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 22 mars 1965. 10147-13-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, No 50-315. { MAURICE DECHAMPLAIN INC., corps politique et incorporé ayant

son bureau d'affaires en la cité de Rimouski, dit district, demandeur, *vs* PAUL-ÉMILE PINEAU, résidant en la cité de Rimouski et maintenant domicilié et résidant en la cité de Montréal, dit district, défendeur.

Le lot numéro six-un-cinq (6-1-5) au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, borné au nord-ouest par le lot 6-1-2, au nord-est par le lot 6-1-6, au sud-est par le lot 6-1-10, au sud-ouest par le lot 6-1-4, mesurant soixante-dix-sept (77′) pieds de largeur par cent (100′) pieds de profondeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Député-Shérif, Palais de Justice, à Rimouski, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 22 mars 1965. 10148-13-2-o

---

west by the township of Lepage, north-west by lot number 43, north-east by lot number 42-B, south-east, by lot number 41; measuring thirteen chains of width, sixty-seven chains and sixty-two links in depth, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Lot number forty-two-B, (42-B) range I, township of Blais, forming part of lot number forty-two (P. 42) of the original survey, bounded nord-east by range 2, south-east by lot number 41, south-west by lot number 42-A, north-west by lot number 43; measuring thirteen chains of width, twelve chains and sixty-four links of depth, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Tharcisius, the FIFTH day of MAY, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, March 22, 1965. 10147-13-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 50-315. { MAURICE DECHAMPLAIN INC., a body politic and incorporated

having its business office in the city of Rimouski, said district, plaintiff, *vs* PAUL-ÉMILE PINEAU, residing in the city of Rimouski and now domiciled and residing in the city of Montreal, said district, defendant.

Lot number six-one-five (6-1-5) on the official cadaster of the town of St-Germain de Rimouski, bounded northwest by lot 6-1-2, northeast by lot 6-1-6, southeast by lot 6-1-10, southwest by lot 6-1-4, measuring seventy-seven feet in width (77′), by one hundred feet in depth (100′), with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Deputy-Sheriff's Office, Court House, at Rimouski, the TWENTY-NINTH day of APRIL, 1965, at ELEVEN o'clock in the morning.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, March 22, 1965. 10148-13-2

ROUYN-NORANDA

District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No 8221. { NORANDA AUTO SERVICE LTD., corporation légalement constituée

ayant son siège social et principale place d'affaire à Noranda, district de Rouyn-Noranda, P.Q., demanderesse, *vs* FROMENT TRANSPORT LTD., corps politique dûment incorporé suivant la loi, avec siège social et principale place d'affaire à Noranda, district de Rouyn-Noranda, défendeur et LUCIEN FROMENT, industriel des lieux, défendeur.

A) Comme appartenant au défendeur Lucien Froment.

« Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro mille deux cent cinquante et un (1251), aux plan et livre de renvoi officiel de la cité de Noranda, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

ROUYN-NORANDA

District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 8221. { NORANDA AUTO SERVICE LTD., legal corporation incorporated having

its head office and principal place of business at Noranda, district of Rouyn-Noranda, P.Q., plaintiff, *vs* FROMENT TRANSPORT LTD., body politic duly incorporated according to law, with head office and principal place of business at Noranda, district of Rouyn-Noranda, defendant, and LUCIEN FROMENT, industrialist of the same place, defendant.

A) As belonging to the defendant Lucien Froment.

"A certain lot of land known and designated as being lot number one thousand two hundred and fifty-one (1251), on the official plan and in the book of reference of the city of Noranda, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

B) Comme appartenant à la défenderesse, Froment Transport Limitée.

« Lot mille deux cent cinquante (1250) aux plan et livre de renvoi officiel de la cité de Noranda, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances ».

Pour être vendu à la porte de l'église du Sacré-Coeur de Noranda, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Rouyn, ce 18 mars 1964. 10183-13-2-o

B) As belonging to the defendant, Froment Transport Limitée.

"Lot one thousand two hundred and fifty (1250) on the official plan and in the book of reference of the city of Noranda, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Sacré-Coeur de Noranda, at TWENTY-SEVENTH day of APRIL, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Rouyn, March 18, 1964. 10183-13-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure. N° 129,766. KEY MORTGAGE CORPORATION LTD., corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à 8178 Wavell Road, Côte St-Luc, Montréal, P.Q. demanderesse *vs* NOËL MARTEL, domicilié à Domaine des Sables, Shawbridge, comté de Terrebonne, et ALPHONSE DESJARDINS, domicilié à Shawbrige, comté de Terrebonne, défendeurs conjoints et solidaires et J.-M. VERMETTE, en sa qualité de régistrateur au bureau de la division d'enregistrement de St-Jérôme, Palais de Justice, St-Jérôme, comté de Terrebonne, mis-en-cause.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur Noël Martel.

« Un emplacement situé en la paroisse de Shawbridge dans le comté de Terrebonne, connu et désigné comme faisant partie de lot numéro dix-huit B dans le cinquième rang du canton Abercrombie, du cadastre officiel de la paroisse de St-Hippolyte.

Lequel emplacement mesure soixante pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds (100'), le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Lequel emplacement est de forme rectangulaire et la ligne sud-est est située à trois cents pieds (300'), au nord-ouest du chemin public et est parallèle audit chemin public.

Borné en front vers le nord-est par un chemin privé de vingt-cinq pieds (25') en arrière par la ligne de division entre les lots nord-ouest par le résidu dudit lot 18B appartenant au vendeur. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Lesage, comté de Terrebonne, MERCREDI le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL 1965 à DEUX. heures de l'après-midi.

Conditions; comptant

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 18 mars 1965. 10149-13-2-o

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, No 129-766. KEY MORTGAGE CORPORATION LTD., corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à 8178 Wavell Road, Côte St-Luc, Montréal, P.Q., demanderesse, *vs* NOËL MARTEL, domicilié à Domaine des Sables, Shawbridge, comté de Terrebonne, et ALPHONSE DESJARDINS, domicilié à Shawbridge, comté de Terrebonne, défendeurs conjoints et solidaires, et J.-M. VERMETTE, en sa qualité de régistrateur au bureau de la division

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, No. 129,766. KEY MORTGAGE CORPORATION LTD., a body politic and incorporated, having its head office at 8178, Wavell Road, Côte St. Luc, Montreal, P.Q., plaintiff; *vs* NOËL MARTEL, residing at Domaine des Sables, Shawbridge, county of Terrebonne, and ALPHONSE DESJARDINS, residing at Shawbridge, county of Terrebonne, joint and solidary defendants, and J.-M. VERMETTE, in his quality of registrar at the Registration Office, St. Jérôme, Court House, St. Jérôme, county of Terrebonne, mis-en-cause.

Notice of sale

The immoveable herein after designated and in possession of the defendant Noël Martel

"An emplacement situated in the parish of Shawbridge, county of Terrebonne, known and designated as being part of lot number eighteen B, in the fifth range of the township of Abercrombie, on the official cadaster of the parish of St-Hippolyte.

Said emplacement measures sixty feet of width by a hundred feet (100') in depth, the whole, English measure more of less.

Said emplacement is of rectangular shape and the south-east line is situated at three hundred (300') feet, north-west of public road and paralled of the said public road.

Bounded in from towards north-east by a private road measuring twenty-five feet (25'), in back, by the division line between lots north-west by the residue of the said lot 18B, belonging to the vendor."

To be sold at the Catholic parochial church door of Lesage, county of Terrebonne, WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
St-Jérôme, March 18, 1965. 10149-13-2

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, No. 129-766. KEY MORTGAGE CORPORATION LTD., a body politic and incorporated having its head office at 8178 Wavell Road, Côte St. Luke, Montreal, P.Q., plaintiff, *vs* NOËL MARTEL, residing at Domaine des Sables, Shawbridge, county of Terrebonne, and ALPHONSE DESJARDINS, residing at Shawbridge, county of Terrebonne, joint and solidary defendants, and J.-M. VERMETTE, in his quality of registrar at the registration office St.

d'enregistrement de St-Jérôme, Palais de Justice, St-Jérôme, comté de Terrebonne, mis-en-cause.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur Alphonse Desjardins.

« Un emplacement situé sur le côté sud de la rue Larivière en la cité de St-Jérôme, composé comme suit:

a) du lot connu et désigné sous le numéro cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (No 7-5) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de St-Jérôme.

Mesurant cinquante pieds (50′) de largeur sur cent pieds (100′) de profondeur. Avec maison dessus érigée.

b) Une lisière de terrain ayant front sur la rue de Larivière, connue et désignée comme étant l'extrémité est du lot connu sous le numéro six de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (No 7-6) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de St-Jérôme.

Laquelle lisière mesure trois pieds (3′) de largeur en front sur la rue Larivière sur une profondeur de cent pieds (100′).

Bornée au nord par la rue de Larivière, à l'ouest par le résidu du lot numéro 7-6, à l'est par le lot numéro 7-5 ci-dessus décrit au paraphe « *a* » et au sud par le lot numéro 8 de la ville de St-Jérôme. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Ste-Paule, 922 rue Labelle, St-Jérôme, comté de Terrebonne, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL 1965, à QUATRE heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, 18 mars 1965. 10150-13-2-o

Jérôme, Court House, St. Jérôme, county of Terrebonne, mis-en-cause.

Notice of sale

The immoveable hereinafter designated, and in the possession of the defendant Alphonse Desjardins.

"An emplacement situated on the south side of Larivière street, in the city of St. Jérôme, designated as follows:

(*a*) from lot known and designated under number five of the official subdivision of the original lot number seven (No. 7-5) on the official plan and book of reference of the city of St. Jérôme.

Measuring fifty feet (50′) in width by a hundred feet (100′) of depth. With a house erected thereon.

(*b*) A strip of land having frontage on Larivière Street known and designated as being the east end of the lot known under number six of the official subdivision of the original lot number seven (No. 7-6) on the official plan and book of reference of the city of St. Jérôme.

Said strip of land measures three feet (3′) in width in front on Larivière Street, by a depth of a hundred feet (100′).

Bounded north by Larivière Street, west, by the residue of lot number 7-6, east by lot number 7-5 thereon mentioned on paragraph "*a*", and south by lot number 8 of the city of St. Jérôme."

To be sold at the parochial church door of Ste-Paule, 922, Labelle Street, St. Jérôme, county of Terrebonne, WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, 1965, at FOUR o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, March 18, 1965. 10150-13-2

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Sherbrooke

Avis public est donné par Stephen W. Broderick, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Sherbrooke, que les immeubles mentionnés ci-après seront vendus par enchère publique au Bureau d'Enregistrement, en la cité de Sherbrooke, où les séances du Conseil du comté sont tenues, JEUDI, le DIXIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes pour lesquelles ils sont responsables et les frais encourus:

Sales for Taxes

Municipality of the county of Sherbrooke

Public notice is hereby given by Stephen W. Broderick, secretary-treasurer of the municipality of the county of Sherbrooke, that the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auxtion at the Registry Office Building, in the city of Sherbrooke, where the sittings of the county Council are held, on THURSDAY, the TENTH day of JUNE 1965 at TEN o'clock in the forenoon in default of the payment of the taxes for which they are liable and tce costs incurred:

Immeubles de la Corporation scolaire de Bonsecours
Immoveables in the School Corporation of Bonsecours

Nom — Name	Lot	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Rodney G. Cleary	P. 1038, 1039	B		$200.78	$200.78
Conrad Meunier	P. 1009	A		13.17	13.17
Hildège Tanguay	P. 813			13.17	13.17
Lacs des Monts Inc.	P. 968	A		130.46	130.46
Eug. et-and André Lemaoute	P. 968	A		65.95	65.95
Gaston et-and ClaudeChabot	P. 968	A		13.17	13.17
M. et-and Mme — Mrs. Pierre-Ernest Boulais	P. 1014			13.17	13.17
Léon Blanchard	P. 968-227-A			13.17	13.17
R. H. Pagé	P. 970			41.37	41.37

Immeubles de la municipalité du canton d'Orford
Immoveables in the municipality of the township of Orford

Nom — Name	Lot	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Larry Buzzell	P. 871	14	$ 47.37		$ 47.37
Mme Ferenc Kalos	P. 953-11	16	5.63		5.63
Joseph Brousseau	P. 968-124	A	8.53		8.53
J. Clément Fortin	P. 888-8	B	47.46		47.46
Arthur Sorel	P. 1074	A	26.44		26.44
Patrick Mullins	P. 1074	A	69.55		69.55
Jean-Guy Lefebvre	P. 834	14	5.63		5.63
Réal Laubert	P. 181	5	27.54		27.54
Lacs des monts	P. 968	A	95.83		95.83
M & R Cloutier	P. 834	14	27.66		27.66

Immeubles de la Commission protestante des commissaires d'école de Magog
Immoveables in the Protestant board of school commissioners of Magog

Larry Buzzell	P. 871	14		$ 75.29	$ 75.29
Mme-Mrs Ferenc Kalos	P. 953-11	16		9.20	9.20

Immeubles de la Commission scolaire de Saint-Élie d'Orford
Immoveables in the School Commission of Saint-Élie d'Orford

Turgeon & Frères	834-16	14		$479.40	$479.40
Ernest Giroux	834	14		74.40	74.40

Immeubles de la municipalité rurale de Rock Forest
Immoveables in the Rural Municipality of Rock Forest

Lennox T. Keeler	1b/7, 1b/65		$ 85.28	$351.05	$436.33
Gérald Spafford	1b/pt. 10				
Gérald Spafford	1b/ 11				
Gérald Spafford	1b/12	14		589.95	589.95

Immeubles de la municipalité de Ascot North
Immoveables in the municipality of Ascot North

Mme-Mrs. Magaret Mansell	25d	4	$ 8.55	$ 59.95	$ 68.50

Immeubles de la municipalité de St-Élie d'Orford
Immoveables in the municipality of St. Élie d'Orford

Lucien Bertrand	P. 359	7	$ 31.51	$ 13.00	$ 44.51
Gérard Côté	P. N. 588	9	44.50	105.00	149.50
Willie Hamel	568-1	9	70.25	70.50	140.75
Gérard Roy	570,571	9	93.00		93.00
Vermette Philibert	P. S. 589	9	39.32	86.59	125.91

Immeubles de la municipalité de Compton Station
Immoveables in the municipality of Compton Station

Clarence Fowler	15f	3	$ 13.05	$ 10.00	$ 23.05

Immeubles de la municipalité du canton de Compton
Immoveables in the municipality of the township of Compton

Alphé Richard	P. 24a	7	$209.14	$306.28	$ 515.42

Immeubles de la municipalité du village de Compton
Immoveables in the municipality of Compton Village

Marcel Boivin	P. 50	5	$ 93.25	$141.40	$234.65

Donné à Compton, Qué., ce 30e jour de mars 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
S. W. BRODERICK.

10280-15-2

Given at Compton, Que., this 30th day of March 1965.

S. W. BRODERICK,
Secretary-Treasurer.

10280-15-2

Ville de Fabreville

Avis public est par les présentes donné par moi, J.-Roland Girard, C.A., secrétaire-trésorier de la Ville de Fabreville, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique, au bureau de l'hôtel de ville, 725 Montée Montrougeau, le DIX-HUITIÈME jour de MAI 1965, à DIX heures de l'avant-midi, pour payer les taxes municipales et scolaires ainsi que la répartition d'église, avec les intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

Prenez avis que la liste ci-après mentionnée contient une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles à être vendus conformément à une autorisation à cet effet émise par la Commission Municipale le 6 avril 1965, et portant le numéro de dossier 28256.

Town of Fabreville

Public notice is by the presents given by me, J.-Roland Girard, C.A., secretary-treasurer of the Town of Fabreville, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the City Hall, 725 Montée Montrougeau, in the Town, on the EIGHTEENTH day of MAY 1965, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal and school taxes and church assessment, with interests and costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs are paid prior to the sale.

Notice is also given that the hereinafter statement is an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables to be sold, according to an authorization to that effect given by the Quebec Municipal Commission, dated April 6, 1965, bearing number 28256.

Noms des propriétaires — Names of property owners	Numéros des cadastres — Cadastral numbers
A-1 — Custom Homes Inc	113-45, 113-56, 113-57, 113-29.
American Land Holdings Ltd.	438.
Arcade Inv. Co. Ltd. & Al.	P-235, P-214.
Archambault, Albert	P-133, 133-1.
Archambault, Albert (Adjudicataire)	139-128.
Bastien, Alice	120-123.
Beaucage, Mme-Mrs. Florida	120-126, P-125.
Bigras, O. & Myre, J.	172-489.
Boivin, Benoît	236-11, 236-12.
Canadiana Homes Inc.	221-326, 221-278.
Chêne, Claude	172-376, 172-377.
Clément, Robert	202-P-5, 202-6.
Clermont, Yvan	202-28.
Cosy, Corner	P-218.
Dana Inv. Corp.	P-202.
Daoust, Roy Antoinette	136-48-49 135-47-48.
Daraiche, Ralph	121-44.
Denis, Lorenzo	139-17.
Diamur Holdings Corp.	P-163.
Digna Dev. & Al.	P-209.
Dion, Mlle Éléonore	236-P-8.
Dubé, Claude	236-17-2-1 236-17-1.
Dubreuil, Mme-Mrs. Thérèse	114-9.
Eco Inc.	202-20.
Ethier, Maurice	P-112, P-112, P-120-3, P-120-3, P-120-3, 120-4-8-9, 120-4-10-11, 120-4-12-13, 120-4-14, 120-4-15, 120-14 & 150-P-15.
Fortin, Marc-Aurèle	P-148.
Froment, Mme-Mrs. Marcel	120-3-55.
Gérard, Arthur	136-106-107.
Grondin, Jean-Paul	217-126.
Guilhot, Adrien	122-2-28, 122-2-29 à-to 31, 122-2-33.
Henrichon, Georges	139-56.
Grenier, Jacques	171-5.
Jukier, Mme-Mrs. Molly Balacom	120-2-82.
Jukier, Sam	119-59.
Kennedy, Thomas	171-P 29.
Kioukis, Théodore	120-2-78, 120-2-77 & 119-68.
Kok, J.	120-1-185.
Kupferstein, Jacob	116-118.
Lagace, Georges Inc.	218-183 & 218-P129.
Lagace, E. & G. Inc.	218-181 & 218-46-47, 218-P117, 228-P378.
Lagace, Roméo Inc.	P-228.
Larose, Mariette Chaumont	P-147, P-147.
Linteau, Roméo	172-102-103.
Martel, Charles	118-154-P153.
Martel, Yvan	118-150-151.
Meunier, Mme-Mrs. L. S. Davis	236-2.
Meunier, Paul	163-36.
Nadon, Archange	171-87.
Oster, Frank	120-2-79, 120-2-80.
Paquette, Bernard	234-1.
Payette, Gérard	172-600.
Pilon, Antoine O.	226-55.
Pineault, Vianney	95-54.
Plante Camille	120-127.
Robitaille, Charles	163-26.
Roy, Robert	170-107-108.
Saltsman Morris & Al.	P-243.
Sauriol, Lucien	136-170.
Savage, Hugh B.	221-484, 221-281.
Segal, Svi	116-107, 116-108.
Seys, Valère	83-47, 83-48, 83-49, 83-50.

Noms des propriétaires — Names of property owners	Numéros des cadastres — Cadastral numbers
Turcotte, Clément	228-P108, 228-P109.
Unique Homes Inc.	226-P258.
Amity Enterprises Ltd.	P-147, P-140, P-148, P-147, P-147, P-147, P-147, P-147, P-147, P-147, P-147, P-147, P-147, P-147, P-147, P-147.
Gravel, E., Realties	137-13-14, 139-31, 139-160, 141-19.
Lagacé, Adrien Inc.	P-218, P-218, P-218, P-218, 218-7, 218-30, 218-80, 218-82, 218-85, 218-122, 218-124, 218-P129, 218-182.
Pheasant Land & Al.	113-46, 113-53, 113-59, 113-67.
Pinegrove Dev. Inc.	228-330.
Quebec Construction Inc.	218-81, 218-153, 218-155, 218-168, 218-178, 218-179, 218-180, 218-174, 218-144, 218-143, 218-177.
Sport Togs Ltd.	226-218, 226-307-2, 226-307-3, 226-307-4, 228-65.

Prenez avis de plus, dans le cas où les immeubles ci-haut mentionnés contiennent des bâtisses ou dépendances dessus construites, la vente de ces immeubles pour taxes aura lieu avec l'ensemble des bâtisses et dépendances dessus construites.

Donné à la Ville de Fabreville, ce huitième jous d'avril 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ROLAND GIRARD, C.A.
10369-16-2-o

Notice is also given that, in the case the immovables mentionned in the hereinafter statement have buildings thereon erected, the sale of these immovables for non payment of taxes shall include the buildings thereon erected.

Given at the Town of Fabreville, this eighth day of April 1965.

J.-ROLAND GIRARD, C.A.,
Secretary-Treasurer.
10369-16-2-o

INDEX No 16

ACTIONS — ***ACTIONS***
en séparation de biens — ***for Separation as to Property***

Desmarais *vs* Girard 2359
Diaferia *vs* Forget 2359

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

95-A – Métallurgie, Québec (*Erratum*) 2359
95-A – Metal trades, Quebec (*Erratum*) 2359
675 – Constitution en corporation sous la Loi de l'Aide à l'Apprentissage de la Commission d'Apprentissage de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est 2360
675 – Establishment of the Apprenticeship Commission of the Automobile Industry of the Eastern Townships into a corporation under the Apprenticeship Assistance Act 2360
698 – Reserve de Kipawa 2363
698 – Kipawa Reserve 2363
781-A – Employés de garage, Montréal 2360
781-A – Garage employees, Montreal 2360
781-B – Imprimerie, Montréal 2361
781-B – Printing, Montreal 2361
781-C – Construction (mécaniciens en isolement d'amiante), Montréal 2363
781-C – Construction (Asbestos insulation trade), Montreal 2363

ASSEMBLÉE — ***MEETING***

Alma & Jonquières Railway Company (The) 2365
Compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières (La) 2365

ASSOCIATIONS — ***ASSOCIATIONS***
Coopératives — ***Cooperative***

Association Coopérative de Travail de Val Paradis (*Nom – Name ch.*) 2365
Taxis Ste-Foy Association Coopérative (*Form.*) 2365

AVIS — ***NOTICES***

Assemblée Chrétienne de Montmagny (L') – (*Requête – Petition*) 2365
Chambly, ville – town (*Requête – Petition*) 2391
Chevaliers de Colomb de St-Georges de Beauce (Conseil 2283) 2366
Fort Chambly, ville – town (*Requête – Petition*) 2391
Knights of Columbus of St-Georges de Beauce (Council 2283) 2366
Société Saint-Jean-Baptiste locale de Charette 2366

CAISSES — ***SAVINGS***
d'épargne et de crédit — ***and credit unions***

Caisse d'Économie B.M. Credit Union (*Form.*) 2366
Caisse d'Économie Rockfield Credit Union (*Nom – Name ch.*) 2367
Caisse Populaire de Sainte-Rose de Laval (*Ext. terr.*) 2366

COMPAGNIES — ***COMPANIES***
Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***
Autorisées à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Gill Interprovincial Lines Ltd. 2367
McLennan, McFeely & Prior Limited. 2367

Chartes — Abandon de *Charters — Surrender of*

Élite Mutual Investments Inc. 2368
Glencastle Real Estate Corp. 2367
Northam Warren Ltd. 2368
Placements Mutuels Élite Inc. (Les) 2368

Divers *Miscellaneous*

Adanac Savings and Investment Corporation (*Dir.*) 2369
Association culturelle Duvernay (*Règl.- By-laws*) 2369
Bellechasse Transport Inc. (*Dir.*) 2369
Compagnie d'utilitées publiques de l'Estérel (*Dir.*) 2369
Construction Nanco inc. (*Dir.*) 2368
Corporation d'épargne et de placement Adanac (*Dir.*) 2369
Gagnon (J. Élie) Ltée (*Dict.: Actif – Assets*) 2368
Immeubles Montex ltée (Les) – (*Dir.*) 2368
Institut St-André inc. (*Dir.*) 2370
Montex Realties Ltd. (*Dir.*) 2368
Mutual Fire Adjusting Inc. (*Dir.*) 2368
Nanco Construction Inc. (*Dir.*) 2368
Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes inc. (L') – (*Dir. – Règl.- By-laws*) 2370
Pétroles de Saint-Pie de Bagot incorporée (Les) – (*Dir.*) 2369
Sanders, Kravitz & Associates Inc. (*Dir.*) 2369
Sepino Fruit Store Ltd. (*Dir.*) 2369

Lettres patentes *Letters Patent*

A. & D. Textiles Ltd. 2306
Abond Plastics Corp. 2306
Acme Dyers Co. Ltd. 2307
Africana Mining Company limited. 2307
Agences de distribution de Québec inc. (Les) 2308
Albion Holdings Corporation 2308
Alepins (Bernard) inc. 2308
Alouette Metal Corp. 2309
Ameublements Franc-Mat ltée (Les): 2309
Appartements Port-Royal inc. (Les) 2313
Ariad Furniture Inc 2317
Ascoli ltée. 2309
Association des guides universitaires de Montréal inc. (L') 2310
Association des propriétaires de la ville de l'Ile-Perrot 2310
Banc de sable Édouard Goyer inc 2310
Beacon Hill Development Corp 2311
Bel-Air inc 2311
Bélanger (Rosaire) Inc. 2312
Belley (Benoit) inc. 2312
Bell service inc. 2312
Bel-Mont Transit Inc. 2313
Bio-Research Laboratories Ltd. 2313
Blouin (Fernand) auto inc. 2313
Blumer's (Cowansville) Ltd. 2314
Bombardier (J. Armand) Foundation 2324
Budget Rent-A-Car of Montreal Ltd. 2314
Cabano Furniture Inc. 2338
Calbo inc. 2314
Can-Am Industrial Development Corp. 2315
Cardinal Manufacturing Co 2315
Chez Corneli pizza & spaghetti inc 2316
Chez Margot inc 2316
Cie de tuile Laurentide ltée (La) 2333
Cie d'équipement Robert ltée (La) 2316
City Discount (Masson) Inc. 2316
Club Fleur de Lys de Québec 2317
Club Richelieu Port-Cartier 2317
Comptoir des fourrures Aqua inc 2318
Compagnie minière Africana limitée 2307
Confection Alpha inc 2318
Considine Sales Limited. 2318
Copharca inc 2319
Corporation immobilière No-Ra-No-inc 2319
D. & G. Construction Ltd. 2319
D. & G. construction ltée 2319
Cramer Nursery Inc. 2342
Damian Inc. 2320
Daoust (G.) Signs Inc 2323
David (Lucien) & fils inc 2320
Dion & Beaudoin inc 2320
Doucet & frère inc. 2321
Dubuc (Guy F.) ltée. 2321
Dufour (Pierre) inc. 2321
Dune Deck Corp. 2322
Éditions France-Québec inc. (Les). 2322
Électrique auto service ltée. 2322
Enseignes G. Daoust inc. (Les). 2323
Enseignes Totem ltée (Les). 2323
Études et traitements des données (Montréal) incorporée. 2324
Field Aviation (Quebec) Limited 2324
Fondation J. Armand Bombardier 2324
Fonds des sinistrés de LaSalle. 2325
Fontenay inc 2325
Foyer du Sacré-Coeur (Magog) 2370
Foyer du Sacré-Coeur inc 2326
G. & H. Dancers Ltd. 2326
Gaz Propane Marieville inc. 2326
Gerry and Willy Service Station Inc. 2327
Gevry inc 2327
Giguère (Lauréat) inc. 2327
Glamortizing Dry Cleaning & Shirt Launderers Inc. 2328
Granby Shinning Mills Ltd. 2328
Greenspan Construction Ltd. 2328
Guimaud (Bernard) inc. 2329
Hôtel Paradis ltée 2329
Ile Jésus automobile ltée 2329
Imprimerie Tracy inc. 2330
Imprimerie Trudeau inc. 2330
Institut contre la faim « Fame Pereo » inc. (L') 2330
Institut contre la faim "Fame Pereo" inc. (L') 2330
Institut National des viandes inc. 2331
Kaufman (Mack) inc. 2331
Koc incorporée 2332
Laboratoires bio-recherches ltée (Les) 2313
LaSalle Disaster Fund 2325
Lalande (Noël) ltée 2332
Laliberté & associés inc. 2332
La Miler Masonry Works Co. Ltd. 2333
Laurentide Tile Co. Ltd. 2333
Leimil Holdings Corp. 2333
Lemay & Lemire inc. 2334
Lussier (Paul) ltée 2334
M.C. équipement inc. 2335
M.C. Equipment Inc. 2335
Magasin Lavoie ltée 2335
Manoir Nominingue inc. 2335
Marché Bel Air inc. 2336
Marineau (P. H.) (1965) ltée 2336
Marieville Propane Gas Inc. 2326
Marthe Children's Wear Mfg. Ltd. 2336
Maurice B. A. Rambler Inc. 2337
Metalix Products Ltd. 2337
Meubles Ariad inc. 2337
Meubles Bertrand Ross inc. 2338
Meubles Cabano inc. 2338
Molise construction inc. 2338
Montreal Cable Systems Inc. 2339
Motel du Vallon limitée 2339
Motel du Vieux Fort inc. 2339
Nadeau (Robert) limitée 2340
National Meat Institute Inc. 2331
Nettoyeurs Français inc. 2340

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Oeuvre des loisirs de St-Firmin de Baie Ste-Catherine inc. (L') 2340
Optique Credo, inc. (L') 2341
Patenaude industries inc. 2341
Pépinière Cramer inc. 2342
Photof - Set Printing Inc. 2342
Place Renaud ltée 2342
Polycol Ltd. 2343
Polycol ltée 2343
Port Royal Apartments Inc. 2343
Produits Metalix ltée (Les) 2337
Produits sanitaires Roma inc. (Les) 2343
Quebec Distribution Agencies Inc. 2308
Raymor Corporation 2344
Renaud électrique inc. 2344
Restaurant Au Vieux Poêle inc. 2344
Richelieu Trailer Sales Inc. 2345
Rive Sud fourrures inc. 2345
Robert Equipment Co. Ltd. 2316
Rotec inc. 2345
S.F. Machinery Ltd. 2346
Sam automobile inc. 2346
Selesco inc. 2347
Seltzer (R.) Dress Company 2347
Sign Center Inc. (The) 2347
Small d.d. Inc. 2348
Sondage Universel (1964) inc. 2348
South Shore Furs Inc. 2345
Sportmen's Delly and Restaurant Ltd. 2348
Stahl Finish Limited 2349
Super marché Raymond (Trois-Rivières) ltée 2349
Super Marine Inc. 2349
T & B Manufacturing Ltd. 2350
Technique d'art inc. 2350
Terrex Industries Ltd. 2350
Thomson Gingras Lumber Co. (1965) Limited 2351
Top Discount Stores Inc. 2351
Totem Signs Inc. 2323
Tower Provisions Inc. 2351
Turpin (A. R.) Ltd. 2352
Turpin (A. R.) ltée 2352
Universal Drilling (1964) Inc. 2348
Vac Imports Corp. 2352
Villa Dr Leclerc inc. 2352
Voyages & tourisme de Québec inc. 2353

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Aladdin's Bakery Inc. 2353
Anglo-Canadian Telephone Company 2370
Bloch Hosiery of Canada Ltd. 2353
Boulangerie Aladdin inc. 2353
Bourque, Rochon, Tessier Ltd. 2354
Bourque, Rochon, Tessier ltée 2354
Caron & frère limitée 2354
Cliche and Associates Ltd. 2354
Cliche et associés ltée 2354
Club du livre du Québec inc. (Le) 2354
Commercial Renovation Co. Ltd. 2355
Convoyeurs et machines Victory inc. 2358
Entreprises Ménard ltée 2355
Équipements universels Napierville inc. 2355
General Purification and Sanitation Company Ltd. 2358
Guay (Jos. L.) ltée 2355
Houde (William Limited 2356
Houde (William) limitée 2356
Immeubles Bergeron ltée (Les) 2356
Logging (J. H.) Service Company 2356
Mechanical Service & Sales Ltd. 2356
Ménard Enterprises Ltd. 2355
Ménard - Pelletier ltée 2356
Mona Farms Inc. 2357
Pierre naturelle St-Chrysostome inc. 2357
Reprotech Ltd. 2357
Reprotech ltée 2357
St. Maurice Fuel Econ-O-Miser Inc. 2357
Société générale d'épuration et d'assainissement ltée 2358
Standard Commercial Equipment Ltd. 2358
Ventes et service de mécanique ltée. 2356
Victory Conveyor & Machine Inc. 2358
Vincent Ltd. 2358
Vincent ltée 2358

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Adru Granite Inc. 2374
Association Canada-Rawanda Inc. 2371
Calendar Press Inc. 2374
Centre Chirurgical Crémazie Inc. 2371
Compagnie Électrique Pionceer de Québec Inc. (La) 2371
Country Propane Gas Ltd. 2371
Craftsmen Painting Contractors (Quebec) Ltd. 2374
Elkon Electrical Company Ltd. 2374
Entreprises René Léger Inc. (Les) 2372
European Holidays Limited 2372
Executive Assets (Canada) Ltd 2372
Field Aviation (Quebec) Limited 2375
Foundation-Scottish Properties Ltd. 2375
Gaz Propane du Pays ltée 2371
Hébert (Armand) Lumber Inc. 2371
LaHaye (Florent) Inc. 2375
Marchands de Bleuets du Québec Inc (Les) 2372
Plan Crédit St-Laurent Inc. 2373
Plomberie St-Michel (1964) Inc. 2373
Pioneer Electric of Quebec Inc. 2371
Quebec Blueberry Merchants Inc. 2372
Restaurant Le Fripon Inc. 2373
St. Lawrence Credit Plan Inc. 2373
Toupin (Henri) Inc. 2374
Watier (Maurice) Publicité Ltée. 2373

DEMANDE à la Législature — ***APPLICATION to Legislature***

St-Joseph de Chambly, par. 2375

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Beauceville-Est – East, ville – town (*Annex.*) 2376
Buckingham, ville – town (*Annex.*) 2376
Buckingham, ville – town (*Annex.*) 2377

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Arntfield (*Dem.– Appl.*) 2379
Chicoutimi Cath. (*Dem.– Appl.*) 2378
Matane, ville – town (*Dem.– Appl.*) 2378
Ste-Clotilde-de-Horton (*Dem.– Appl.*) 2379
St-Jérôme, par. (*Dem.– Appl.*) 2379
Terrebonne, par. (*Dem.– Appl.*) 2379

Industrie et Commerce — ***Industry and Commerce***

Avis de pêche aux coques 2392
Shell Fishing Notices 2392

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Albion Insurance Company of Canada (The) 2381
Familiale (La), Compagnie d'Assurance-Vie 2379
Family Life Assurance Company 2379

Finances ***Finance***

Assurances: *Insurance:*
(suite) *(continued)*

Grand Orange Lodge of British America (The) 2380
Great Eastern Insurance Company (The) 2381
Hungarian Reformed Federation of America 2380
Mutuelle des Employés Civils (La), Compagnie 2392
Mutuelle d'Assurance-Vie 2392

Terres et Forêts ***Lands and Forests***

Cadastre *Cadastre*

Bassin de Chambly, village 2381
Mégantic, village 2381
Orford, canton – township 2381
Ste-Agathe-des-Monts, par. 2382
St-Bruno, par. 2382
St-Jérôme, par. 2382
Ste-Thérèse de Blainville, par. 2382
Sherbrooke, North Ward, city 2382
Sherbrooke, Quartier Nord, cité 2382
Trois-Pistoles, par. 2383

Travail ***Labour***

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Alimentation, Drummondville (*Appr.*). 2383
Alimentation, Drummondville (*Prél.*). 2389
Food products, Drummondville (*Appr.*) 2383
Food products, Drummondville (*Levy*). 2389
Imprimerie, Montréal (*Mod.*) 2383
Printing, Montreal (*Amend.*) 2383

NOMINATION ***APPOINTMENT***

Divers 2390
Miscellaneous 2390

PROCLAMATIONS ***PROCLAMATIONS***

Bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi à Amos 2395
Bureau de la division d'enregistrement de Gatineau à Maniwaki 2395
Coming into force of the Hotel Act 2394
Mise en vigueur de la loi de l'Hôtellerie. 2394
Office of the registry division of Abitibi at Amos 2395
Office of the registry division of Gatineau at Maniwaki 2395

RÉGIE ***QUEBEC***
des marchés agricoles du Québec ***Agricultural Marketing Board***

Labelle (Bois – Wood) (*Reception*) 2402
Milk Producers and Suppliers of Bélanger Dairy (*Exist. term.*) 2401
Milk Producers and Suppliers of Cascades Dairy (*Exist. term.*) 2402
Producteurs-Fournisseurs de lait à la Laiterie Bélanger (*Exist. term.*) 2401
Producteurs-fournisseurs de lait de la Laiterie Cascades (*Exist. term.*) 2402
Quebec-Sud – South (Lait – Milk) – (*Sanction*) 2396
Syndicat des producteurs de lait du marché de Saint-Jean (*Reception*) 2403
Thetford-Mines (Lait nature – Raw milk) – (*Avis – Notice*) 2402

SOUMISSIONS ***TENDERS***

Charlesbourg, cité – city 2404
Duberger, ville – town 2406
Kénogami, c.s.– s.c. 2407
Ste-Anne-de-Varennes, par. 2403
Shawinigan, c.s.c. 2408
Tremblay, canton – township 2409

SYNDICATS ***SYNDICATES***

Professionnels ***Professional***

Association des enseignants du Bas-St-Laurent (*Nom – Name ch.*) 2410
Fraternité des détaillants d'essence de St-Jean, Iberville, Missisquoi (*Const.– Inc.*) 2410
Syndicat des cadres administratifs de la ville de Montréal (*Const.– Inc.*) 2410
Syndicat des producteurs de bleuets de N.-D. Sacré-Coeur de Languedoc (*Const.– Inc.*) 2411

VENTES ***SALES***

Effets non-réclamés ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Express Company 2411

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Beauharnois ***Beauharnois***

St-Timothée de Beauharnois, par. *vs* Ducas 2411

Bedford ***Bedford***

Roll-Up Aluminum Co. Ltd. *vs* Viens .. 2412

Chicoutimi ***Chicoutimi***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Bolduc 2412
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Bolduc 2412

Gaspé ***Gaspé***

Banque Toronto Dominion (La) *vs* Samuel 2413
Toronto Dominion Bank *vs* Samuel 2413

Montréal ***Montreal***

Lincoln Construction Inc. *vs* Campeau. 2414
Royal Trust Company (The) *vs* Thériault 2414
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Tourigny 2413

Québec ***Quebec***

Dulude *vs* Gignac 2414
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Marcoux 2415
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Marcoux 2415
Roy *vs* Boucher 2415
Sauvageau *et vir vs* Lépine 2416

Rimouski ***Rimouski***

Commercial Credit Corp. Ltd. *vs* Dubé. 2416
Dechamplain (Maurice) Inc. *vs* Pineau. 2417

Rouyn-Noranda ***Rouyn-Noranda***

Noranda Auto Service Ltd. *vs* Froment Transport Ltd. *et al* 2417

Terrebonne	Terrebonne
Key Mortgage Corporation Ltd. *vs* Martel *et al*	2418
Key Mortgage Corporation Ltd. *vs* Martel *et al*	2418

Taxes	Taxes
Fabreville, ville – town	2421
Sherbrooke, comté – county	2419

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.